JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 NF ; ÉTRANGER : 40 NF

(Compte chèque postal : 9063.13 Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 NF

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

1^{re} Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

13941. — 9 février 1962. — **M. Fourmond** demande à **M. le Premier ministre** si le Gouvernement n'envisage pas de modifier d'urgence les conclusions du IV^e Plan de modernisation et d'équipement pour donner à notre agriculture toutes ses chances dans le cadre du Marché commun à la suite des décisions prises à Bruxelles.

13942. — 13 février 1962. — **M. Waldeck Rochet** expose à **M. le Premier ministre** que, pour protester contre les dix attentats perpétrés par les assassins de l'O. A. S., le mercredi 7 février, et dirigés contre des personnalités de toutes opinions, les unions des syndicats C. G. T. de la Seine et de la Seine-et-Oise, l'union régionale parisienne de la C. F. T. C., l'union nationale des étudiants, le syndicat général de l'éducation nationale, les sections de la Seine et de la Seine-et-Oise de la fédération nationale de l'éducation nationale et du syndicat national des instituteurs ont lancé un appel à une manifestation pour le jeudi 8 février, à 18 h 30, place de la Bastille, appel auquel se sont associés les fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise du parti communiste français, du parti socialiste unifié, des Jeunesses communistes et des Jeunesses socialistes unifiées, ainsi que le mouvement de la paix de la Seine et de la Seine-et-Oise. Cette manifestation — que le Gouvernement a cru devoir interdire — a rassemblé des milliers d'antifascistes dans plusieurs cortèges. Elle se serait déroulée sans incident et dans l'ordre, aussi bien sur les boulevards Beaumarchais et Voltaire que sur les autres lieux, si des formations de la police municipale n'avaient chargé, de propos délibéré, et avec une extrême violence les manifestants, poursuivant ceux-ci à coups de matraques et d'objets en fonte jusque dans les accès et les quais des stations « Charonne » et « Voltaire » du métropolitain. La responsabilité de cette sauvage répression — dont le bilan s'établit à 8 morts et à des centaines de blessés — incombe uniquement à ceux qui l'ont ordonnée et à

ceux qui l'ont exécutée. Contrairement aux déclarations de **M. le ministre de l'intérieur**, faites le 9 février au soir à la radio-télévision française et dont le but évident est de tenter de tromper l'opinion publique indignée et de diviser les forces antifascistes, les manifestants n'étaient ni des « émeutiers », ni des « bandes organisées », ils étaient des citoyens et des citoyennes qui, conscients de leurs devoirs civiques et sachant par expérience que la lutte contre le fascisme est aussi et d'abord l'affaire du peuple, marquaient leur volonté de voir mettre hors d'état de nuire l'O. A. S. Ils avaient d'autant plus de raisons de le faire que, malgré ses affirmations et des mesures spectaculaires, le Gouvernement s'avère incapable d'arrêter les dirigeants de l'O. A. S. et de mettre un terme aux attentats et aux assassinats de leurs tueurs. La conclusion que tirent déjà de nombreux Français et Françaises de la journée du 8 février est que le Gouvernement, au lieu de réserver sa vindicte à l'O. A. S., s'emploie à porter des coups aux démocrates, aux antifascistes dont l'union et l'action sont plus indispensables que jamais si l'on veut mettre à la raison « ce ramassis d'assassins, d'escrocs et de racketteurs » que constitue l'O. A. S. Il lui demande : 1° les dispositions que compte prendre le Gouvernement pour châtier ceux qui ont une responsabilité personnelle dans la répression sanglante de la manifestation antifasciste du 8 février, quelle que soit leur place dans la hiérarchie ; 2° si, devant la recrudescence de l'activité criminelle de l'O. A. S., le Gouvernement n'envisage pas de lever l'interdiction qui frappe les manifestations ouvrières et républicaines ; 3° les moyens que le Gouvernement est décidé à mettre en œuvre pour réprimer efficacement les menées de l'O. A. S. et de ses complices où qu'ils soient.

13943. — 14 février 1962. — **M. Frédéric-Dupont** rappelle à **M. le ministre du travail** que, lors de ses précédentes interventions à la tribune, soulignant la situation dramatique des personnes âgées, en raison notamment de la hausse du prix de la vie, le Gouvernement a toujours répondu qu'il attendait le dépôt du rapport de la commission d'étude des problèmes de la vieillesse au comité de la

population. Il constate que, lors des déclarations faites récemment au cours d'une conférence de presse, le conseiller d'Etat, président de cette commission, a souligné que les travaux de la commission n'empêchaient pas le Gouvernement de « relever les allocations scandaleusement insuffisantes ». Alors que le rapport de la commission vient d'être déposé, que les conclusions sont formelles, et que la situation des personnes âgées s'aggrave chaque jour, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour déposer des textes conformes aux conclusions de ce rapport.

QUESTIONS ECRITES

Article 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

PREMIER MINISTRE

13944. — 17 février 1962. — M. Caillemer expose à M. le Premier ministre : 1° qu'un journaliste professionnel bien connu pour la modération de ses prises de positions, a été détenu du 9 janvier au 3 février au centre d'internement de Beaujon, sans être interrogé ni informé du motif de son arrestation ; 2° que, pendant sa détention, des personnalités officielles ont déclaré que l'internement de ce journaliste était motivé par des raisons graves, ainsi que l'a rapporté dans son numéro du 28 janvier un quotidien parisien du soir considéré comme bien informé, et ceci dans les termes suivants : « On déclare avec la plus grande insistance dans les milieux officiels qu'aucune décision d'internement n'est prise sans des motifs extrêmement sérieux ». Dans tel cas récent qui agite certains secteurs de l'opinion, suscitant des centaines d'interventions de personnalités en faveur de l'intéressé — pour ce journaliste par exemple — les mêmes milieux affirment de même que, si le Gouvernement a résisté à tant de démarches, c'est qu'il avait de « bonnes raisons ». Il lui demande : 1° les motifs pour lesquels ce journaliste a été libéré si les « bonnes raisons » invoquées existaient vraiment ; 2° dans le cas où elles n'auraient pas existé, s'il lui paraît admissible que les « milieux officiels » répandent de telles affirmations destinées à justifier une décision d'internement prise sans motif valable ; 3° quel recours est offert à un citoyen interné dans des conditions similaires mais qui n'a pas la possibilité de susciter l'intervention de centaines de personnalités et de la presse écrite ; 4° s'il ne lui paraît pas indispensable de publier les conclusions de la commission judiciaire chargée d'examiner les dossiers des internés, afin que le pays sache exactement combien de personnes demeurent internées sans que les magistrats aient pu découvrir à leur détention un motif valable.

13945. — 17 février 1962. — M. Laffin se référant au Journal officiel n° 35 du 11 février 1962 publiant la radiation des contrôles de la médaille militaire de deux officiers généraux accusés de rébellion contre la République, demande à M. le Premier ministre quelles sont les mesures prises par le Gouvernement à l'encontre d'un ancien sergent-chef détenu à Aulnoy et coupable des mêmes faits.

MINISTRES DELEGUES

13946. — 17 février 1962. — M. Dorey expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre le cas d'un fonctionnaire entré dans l'administration en 1947 en qualité d'auxiliaire de bureau. Ancien prisonnier de guerre 1939-1945, l'intéressé est bénéficiaire de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder et aux fonctionnaires et agents ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre. En 1950, il ne remplissait pas les conditions d'ancienneté nécessaires pour poser sa candidature à l'examen d'intégration dans le corps des commis administratifs, intervenu le 20 mars 1950, en exécution du décret 50-116 du 20 janvier 1950. La loi 55-366 du 3 avril 1955 qui a ouvert un nouveau délai de recours en faveur de certains bénéficiaires de l'ordonnance du 15 juin 1945 étant intervenue, cet agent a été autorisé à subir les épreuves du concours qu'il aurait dû passer en 1950 et il a été nommé commis administratif par arrêté du 1^{er} avril 1958 et reclassé à compter du 1^{er} janvier 1949. Il lui demande si ce fonctionnaire peut prétendre à l'effet pécuniaire de son reclassement, à compter du 1^{er} janvier 1949.

13947. — 17 février 1962. — Mme Ayme de La Chevrelère expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre le cas de M. X, âgé de 63 ans, qui a été secrétaire-comptable dans la Marine de 1939 à 1951, date à laquelle il a été déchargé des cadres. Il lui a été concédé une pension proportionnelle de retraite. Lors de la liquidation de cette pension, l'intéressé n'a pu obtenir que soient prises en compte les quatre années de services qu'il a effectuées de 1924 à 1929 dans le cadre local des commis du Trésor de Madagascar. A la suite de la publication du décret n° 54-372 du 29 mars 1954 permettant le rachat par le Fonds spécial des pensions des personnels affiliés à la loi du 2 août 1949 de la part acquise au titre de la Caisse des retraites de la France d'Outre-Mer, M. X a adressé le 10 août 1956 une demande à la Caisse des dépôts et consignations, afin d'obtenir la validation des services qu'il a effectués à Madagascar. Mais une circulaire du ministère des finances en date du 15 décembre 1955 a fixé au 30 juin 1956 la date limite à laquelle les intéressés pouvaient éventuellement faire valoir leurs droits. La demande de M. X était donc frappée de forclusion et il n'a pas été possible de la prendre en considération. Elle lui demande s'il ne lui semble pas équitable de prendre toute mesure utile — en déposant au besoin un projet de loi — en vue d'ouvrir un nouveau délai aux agents retraités susceptibles de bénéficier de la validation de certains services à la suite de la publication du décret du 29 mars 1954 susvisé.

13948. — 17 février 1962. — M. Mondon expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre que les organismes de sécurité sociale ne font aucune difficulté pour verser le montant du « capital-décès » aux ayants-droit des salariés de l'industrie et du commerce qui, titulaires d'une pension pour invalidité contractée dans l'exercice de leur profession, décèdent avant l'âge de 60 ans des suites de cette invalidité alors qu'ils ont cessé toute activité. Il lui demande si, dans ces conditions, il n'envisage pas une modification : du décret n° 47-2045 du 20 octobre 1947 ; de l'instruction générale du 1^{er} août 1956 prise pour l'application dudit décret, de manière à faire bénéficier de dispositions analogues les ayants droit des fonctionnaires ou des militaires se trouvant dans la même situation et en particulier : les fonctionnaires victimes d'attentats dans l'exercice de leur fonction ; les gardiens de la Paix ou les gendarmes blessés en veillant à la sûreté publique ou en participant au maintien de l'ordre ; les militaires et les gendarmes blessés au combat ou au cours d'opérations de pacification, qui sont décédés après leur radiation des cadres des suites des blessures reçues.

AFFAIRES ALGERIENNES

13949. — 17 février 1962. — M. Laffin demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, à la veille de négociations importantes, la forme juridique qu'il compte donner à une conversation avec un interlocuteur dont l'audience a été contestée pendant plusieurs années.

AFFAIRES CULTURELLES

13950. — 17 février 1962. — M. Diligent expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles que les services de l'administration des Beaux-Arts procèdent à l'installation, aux alentours et à l'intérieur de certains monuments classés, de comptoirs confiés à des gérants dont le chiffre d'affaires est comptabilisé au profit de ladite administration. Les gérants de ces comptoirs ont une activité de commerçants vendant des articles (reproduction de tableaux, éditions d'art, diapositives qui se trouvent également diffusés par les soins du commerce local auquel est ainsi faite une concurrence qui paraît anormale. Il lui demande sur quel texte s'appuie l'administration des Beaux-Arts pour procéder à de telles installations.

13951. — 17 février 1962. — M. Poudevigne demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles s'il ne lui paraîtrait pas possible de faire bénéficier de l'aide au cinéma les courts métrages destinés aux enfants de moins de 13 ans.

AGRICULTURE

13952. — 17 février 1962. — M. Denvers demande à M. le ministre de l'agriculture s'il ne pense pas qu'il soit contraire à la justice que les textes réglementant le régime des congés payés pour les professions agricoles ne prévoient pas de jours de fêtes légales, chômées et payées, à l'exception de la journée du 1^{er} Mai, et s'il est dans ses intentions d'y remédier.

13953. — 17 février 1962. — M. Rivain expose à M. le ministre de l'agriculture le cas douloureux des personnes majeures, totalement inaptes, qui sont à la charge des familles d'exploitants agricoles et qui, faute de pouvoir participer à la mise en valeur de l'exploitation, ne sont pas considérées comme des « aides familiaux ». Ces personnes ne peuvent, dans l'état actuel des textes, bénéficier

des dispositions du régime de l'assurance-maladie. Il lui demande s'il ne compte pas faire en sorte que, dans le cadre des aménagements à venir de la loi du 25 janvier 1961, leur cas soit pris en considération.

13954. — 17 février 1962. — **M. Paul Coste-Floret** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les inconvénients qui résultent du manque de géomètres diplômés (D. P. L. G. ou ingénieurs-géomètres) dans le service du Génie rural pour assurer la direction, technique le contrôle, la liquidation et la conservation des travaux de réorganisation foncière et de remembrement et l'activité des S. A. F. E. R. Il apparaît, en effet, que les règles de la publicité foncière, la liaison avec le service du cadastre et les Conservations des hypothèques, l'examen et la coordination des travaux confiés aux géomètres privés, nécessitent une formation juridique et topographique et un entraînement professionnel qui manquent à la plupart des ingénieurs du cadre principal, plutôt spécialisés dans les travaux connexes. D'autre part, les prescriptions impératives de l'article 31 de la loi du 9 mars 1941 (décret du 20 décembre 1954, article 26) sur la division des parcelles remembrées, augmentent sensiblement les attributions du secrétariat des commissions départementales confié au service du Génie rural. Dans l'état actuel de la réglementation, le service du Génie rural ne peut agir efficacement et même régulièrement qu'en s'attachant, dans chaque circonscription, un géomètre diplômé agréé par le ministère des finances. Cependant, après l'échec de la tentative de recrutement prévue par les arrêtés du 26 juin et du 2 juillet 1956, le recrutement des géomètres diplômés se heurte à un certain nombre d'obstacles : insuffisance de l'indice net maximum (350) susceptible d'être attribué aux géomètres diplômés, et qui ne correspond nullement au niveau de leur études, à la durée de leurs stages et à leur valeur professionnelle ; insuffisance du remboursement de leurs frais de voiture suivant les tarifs B, lequel ne couvre qu'à peine la moitié de leur dépense ; absence de toute définition précise de leurs attributions, d'où il résulte que certains sont détournés du but pour lequel ils ont été recrutés ; absence de règles précises d'avancement indiciaire ; absence de toute certitude d'un emploi stable et impossibilité de bénéficier de prestations autres que celles de la sécurité sociale, en cas de maladie. Il lui demande : quelles mesures il compte prendre pour faire cesser la situation douloureuse dans laquelle se trouvent les géomètres diplômés, attachés à son ministère et si, notamment, les décisions qu'il lui a annoncées dans sa lettre du 19 avril 1961, référence PARL-GR 4976, doivent bientôt prendre effet et être complétées par l'élaboration d'un statut qui semble s'imposer d'urgence.

13955. — 17 février 1962. — **M. Le Guen** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que les chevaux de trait représentent la très grosse majorité de la production chevaline française et que, malgré l'amélioration intervenue en 1961 des encouragements distribués à l'élevage du cheval de trait, les primes aux pouliches et poulinières et les primes d'approbation sont encore insuffisantes. Il lui demande s'il n'envisage pas, d'une part, de mettre à la disposition des haras des crédits plus élevés que ceux actuellement prévus pour le cheval de trait, afin de soutenir son élevage et d'en favoriser la reprise, et, d'autre part, de rétablir la prime aux naisseurs de 10 p. 100 pour les chevaux vendus aux haras ou à l'exportation.

13956. — 17 février 1962. — **M. Raymond-Clergue** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'en vertu de sa circulaire n° 121 A. G. en date du 31 décembre 1958 et de l'accord spécial relatif aux saisonniers espagnols des professions agricoles, le droit aux prestations d'assurance maladie du régime français des assurés sociaux agricole est ouvert en France aux saisonniers agricoles espagnols : a) lors d'un premier séjour de travail, s'ils justifient avoir occupé un emploi salarié dans une profession agricole pendant les deux tiers au moins du temps écoulé depuis leur entrée en France ; b) lorsqu'ils ont déjà été immatriculés lors d'un précédent séjour, s'ils justifient, d'une part, avoir occupé un emploi salarié pendant les deux tiers au moins du temps écoulé depuis leur entrée en France et, d'autre part, avoir accompli en France, comme travailleurs saisonniers soit cinquante jours au moins de travail salarié au cours de l'année précédente, soit cent jours au moins de travail salarié au cours des deux années précédentes. Par ailleurs, en vertu d'une circulaire de **M. le ministre du travail** en date du 22 juin 1961, relative à l'introduction des travailleurs espagnols pour la période des vendanges, ces derniers ne peuvent obtenir qu'un contrat de travail dont la durée maximum de validité est d'un mois, cette durée pouvant, en cas de nécessité, être portée à six semaines. Il lui fait remarquer qu'en vertu des textes ci-dessus, les saisonniers espagnols ne peuvent jamais, à partir de la seconde année de séjour en France, bénéficier des prestations d'assurance maladie puisque, même dans le cas où un contrat de six semaines est accordé, les travailleurs saisonniers ne peuvent effectuer que 36 journées de travail (six semaines de six jours), en raison du fait que les exploitants évitent de faire travailler leur personnel le dimanche et aussi en raison des intempéries qui peuvent survenir, alors qu'ils devraient effectuer 50 journées de travail pour prétendre au remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin de permettre à tous les ouvriers espagnols des professions agricoles désirant participer aux travaux de vendanges de bénéficier des prestations d'assurance maladie des assurances sociales agricoles.

13957. — 17 février 1962. — **M. Barniaudy** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conséquences regrettables auxquelles donne lieu l'application des instructions transmises aux services départementaux du génie rural pour l'attribution de bons d'essence détaxée en 1962. Selon les informations qui lui sont parvenues, seules seront prises en considération les demandes émanant d'exploitations, dont la superficie est supérieure à une superficie minima déterminée par département et variable suivant les cultures pratiquées, alors que, jusqu'à présent, la seule condition exigée pour l'attribution de ces bons était l'assujettissement du demandeur au paiement des cotisations sociales agricoles. Sans doute, le but poursuivi par les auteurs de ces instructions est de décourager les petits exploitants d'acquiescer un matériel motorisé non rentable sur de faibles superficies. Il n'en reste pas moins que cette réglementation va donner lieu à de nombreuses injustices. C'est ainsi que, pour le département des Hautes-Alpes, un petit exploitant de moins de 6 hectares en polyculture ou élevage perd le bénéfice de la détaxation, alors qu'il possède une motofaucheuse ou un motoculteur. Cependant un commerçant ou un industriel exploitant, outre son activité principale, un verger de plus de 1,5 hectare très rentable, va bénéficier d'une subvention réservée en principe aux agriculteurs. Il lui demande s'il ne serait pas possible de réserver cette subvention de l'Etat aux exploitants n'exerçant qu'une activité agricole, et s'il n'y aurait pas intérêt à rattacher cette mesure à un ensemble de dispositions cohérentes s'inscrivant dans le cadre et l'esprit de la loi dite d'orientation agricole et qui constituerait le statut professionnel de l'agriculteur.

13958. — 17 février 1962. — **M. Trémolet de Villers** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de lui faire connaître : 1° son estimation de la valeur totale de la terre agricole en France à la fin des années 1957, 1958, 1959 et 1960 ; 2° son estimation de la valeur moyenne de l'hectare des terres labourables et des prairies naturelles en France à la fin des années 1957, 1958, 1959 et 1960 ; 3° s'il n'a pas l'intention de publier ces estimations pour la fin de l'année 1961, lorsqu'elles seront disponibles.

13959. — 17 février 1962. — **M. Rousseau** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que des services d'autobus dans certaines zones rurales de la Dordogne sont, à l'heure actuelle, trop peu fréquentées pour les rendre rentables mais le sont néanmoins trop pour que soit envisagée leur suppression. La disparition de ces lignes d'autobus priverait de dessertes les populations rurales les plus déshéritées et entraînerait un licenciement du personnel, dans une région gravement handicapée sur le plan économique. Des tentatives de remplacement des services déficitaires de la Compagnie des chemins de fer départementaux par des petits transporteurs locaux se sont soldées par un échec, car seule une exploitation départementale peut assurer la régularité des services, la garantie des tarifs, les avantages de l'enregistrement direct sans formalités de bout en bout, de la tarification commune avec la S. N. C. F. pour l'acheminement des marchandises de détail et des réductions diverses (abonnements, familles nombreuses, mutilés). Il lui demande si, afin de permettre la survie des dessertes des zones rurales les plus désavantagées et les plus déshéritées, il pourrait envisager l'attribution de carburant détaxé pour assurer certaines lignes qui seraient déterminées par l'administration préfectorale du département.

13960. — 17 février 1962. — **M. Lux** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que les froûds de fin décembre 1961 ont détruit plus de 80 p. 100 des blés d'automne sur le territoire du département du Bas-Rhin. Alors que les semences de blé de printemps ont été offertes à 70 NF avant les gelées, leur prix atteint actuellement 80 NF et de nouvelles hausses sont annoncées. Il lui demande s'il n'envisage pas d'empêcher ces augmentations tout à fait injustifiées, d'autant plus qu'il n'y a aucune pénurie sur le marché de semences de blé de printemps, puisque les régions victimes de gelées sont limitées aux départements de l'Est.

13961. — 17 février 1962. — **M. Mirguet** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de lui indiquer : 1° pour quelles raisons le marché de gros des légumes de Lyon, un des plus modernes de France n'est pas classé marché d'intérêt national ; 2° pour quelles raisons également les abattoirs de Lyon ne sont pas agréés pour l'exportation de viandes sur l'Allemagne.

13962. — 17 février 1962. — **M. Le Theule**, demande à **M. le ministre de l'agriculture**, si un ancien cultivateur qui a cessé de cotiser au régime vieillesse en 1956, soit après trois ans d'inscription, par suite de cessation de culture due à une invalidité et ayant perçu, à partir de cette date, par anticipation, l'allocation vieillesse agricole, peut bénéficier de la loi du 25 janvier 1961, régime obligatoire maladie, maternité, invalidité des exploitants agricoles, et si, en conséquence, la période d'invalidité est assimilée à une période d'activité, ce qui donnerait dans le cas présent, droit aux prestations.

ANCIENS COMBATTANTS

13963. — 17 février 1962. — M. Quinson ayant reçu une réponse d'attente, le 16 mai 1961, à sa question 9607, demande à M. le ministre des anciens combattants où en est l'accord qui devait aboutir à la création d'une médaille commémorative qui serait attribuée aux militaires marins de l'Etat et marins du commerce qui justifieraient de s'être trouvés à bord d'un navire coulé du fait de l'ennemi durant la guerre 1914-1918.

13964. — 17 février 1962. — M. Pinoteau expose à M. le ministre des anciens combattants qu'un grave litige vient de s'élever entre son ministère et le syndicat des médecins d'un important département, pour la solution duquel une reconsidération des modes de rémunération pour tous actes médicaux destinés aux victimes de la guerre serait à examiner d'urgence. Il est en effet à craindre que d'autres syndicats médicaux départementaux ne prennent la même attitude si aucune amélioration n'est apportée à l'état actuel des indemnités, tant des médecins traitants que des médecins experts. En effet, les membres du syndicat médical en cause continuent l'exercice du service des soins aux malades bénéficiaires de carnets, mais sans utilisation de ces carnets et en rédigeant les ordonnances sur papier libre, ainsi que sont perçues, contre reçu, les sommes afférentes aux honoraires. De cette façon, le bénéficiaire du carnet voit celui-ci devenir pratiquement inutile, puisque la gratuité de la visite est conditionnée par l'utilisation obligatoire dudit carnet, et que le reçu délivré ne lui permet pas automatiquement de percevoir le remboursement des prestations médico-pharmaceutiques. Les invalides ayant besoin de soins permanents seraient plus particulièrement lésés par la généralisation de ces incidents. Il lui demande ce qu'il compte apporter comme remèdes pour que soit respectée l'application de l'article L. 115 dont le premier paragraphe stipule : « L'Etat doit aux anciens militaires et aux personnels du service de santé et des formations militaires temporaires ou auxiliaires rattachées audit service, victimes de blessures de guerre ou de maladies contractées dans le service, leur vie durant, les soins médicaux, chirurgicaux ou pharmaceutiques nécessités par les infirmités qui donnent lieu à pension. » Il est bien certain que ce ne serait pas respecter la lettre et l'esprit d'un tel texte officiel que de laisser aux victimes de la guerre le risque de perdre le bénéfice de soins par une carence dans la revalorisation de la rémunération desdits soins.

ARMÉES

13965. — 17 février 1962. — M. Laurelli expose à M. le ministre des armées, que le décret n° 61-583 du 10 juin 1961 combiné avec les deux arrêtés interministériels du 12 juillet 1961, relatifs à la fixation et à la révision du classement indiciaire des grades et emplois des catégories D et C, semblent ne pas s'appliquer aux agents administratifs de la marine. Il lui demande s'il se propose, en accord avec M. le ministre des finances, d'étendre bientôt les améliorations résultant des textes susvisés, aux agents administratifs de la marine placés sous sa haute autorité.

13966. — 17 février 1962. — M. Gornex rappelle à M. le ministre des armées que depuis le 26 novembre 1960, il y a forclusion pour les demandes d'attribution de la croix du combattant volontaire 1939-1945. Parmi les pièces nécessaires pour obtenir cette croix, considérée comme titre de guerre, figure la carte du combattant volontaire de la Résistance. Or, des dossiers de demande de la carte de combattant volontaire de la Résistance étaient en instance (et le sont souvent encore aujourd'hui) devant les commissions nationales ou départementales. Ainsi donc, les résistants qui, le 25 novembre 1960, n'avaient pas encore obtenu la carte de combattant volontaire de la Résistance souvent par suite des lenteurs de l'administration, se voient frustrés du bénéfice de la croix de combattant volontaire 1939-1945. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de lever cette forclusion tant que les commissions intéressées n'auront pas terminé l'examen des dossiers de combattant volontaire de la Résistance.

13967. — 17 février 1962. — M. Duchâteau demande à M. le ministre des armées s'il ne juge pas opportun de faire déposer un projet de loi modifiant l'article 117 bis du code des pensions civiles et militaires en vue d'ajouter au texte actuel un paragraphe élevant les dispositions en vigueur « aux officiers » ayant servi comme tels dans l'armée active et rappelés à l'activité au cours des événements ayant pris naissance en Algérie le 1^{er} novembre 1954. Une telle mesure mettrait fin à l'anomalie qui prive les intéressés de la possibilité de faire entrer dans le total de leurs services retenus pour la liquidation des pensions le temps pendant lequel ils ont pu accomplir ou reprendre du service en Algérie.

13968. — 17 février 1962. — M. Rieunaud appelle l'attention de M. le ministre des armées sur la situation dans laquelle se trouvent plusieurs candidats à la carte du combattant, qui, après avoir appartenu aux Forces françaises de l'intérieur, ont été affectés aux 3^e et 12^e régiments de dragons, du 6 juin 1944 au 31 mars 1945, et auxquels l'administration militaire refuse d'accorder la prise en compte des services accomplis dans ces formations, pour le motif que le bureau des archives collectives n'a pas récupéré les archives des unités en

cause pour la période postérieure à l'armistice. Les intéressés ont cependant fourni des attestations rédigées et signées par des chefs noifirement connus pendant la Résistance et dont les rapports ont été acceptés, aussi bien par les commissions d'attribution de la carte du combattant volontaire de la Résistance, que par les tribunaux administratifs. Ils se trouvent, d'autre part, frappés de forclusion pour présenter une demande d'attribution de la carte du combattant volontaire de la Résistance, et ils ne peuvent, par suite du refus qui leur est opposé, en ce qui concerne la prise en compte des services accomplis aux 3^e et 12^e régiments de dragons, prétendre à la carte du combattant. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin que soient inscrits au livret matricule de ces anciens militaires les services de guerre qu'ils ont effectivement assurés dans les régiments désignés ci-dessus, dont l'activité ne doit être ignorée, ni du service historique de l'armée ni des officiers liquidateurs responsables.

13969. — 17 février 1962. — M. Vanier expose à M. le ministre des armées qu'en réponse, le 27 janvier 1962, à la question écrite n° 12733, il lui a été indiqué que pour l'appréciation des droits aux indemnités de frais de déplacements des personnels militaires, il paraissait souhaitable de conserver le critère du classement par grade. Pour lui permettre d'apprécier en conséquence les avantages de ce classement, il lui demande : 1° de lui faire connaître, en ce qui concerne la gendarmerie, d'une part le nombre de lieutenants-colonels (groupe II), d'autre part le nombre de maréchaux des logis chefs et celui de gendarmes (groupe IV) : a) actuellement classés dans les groupes II et IV ; b) classés dans ces mêmes groupes dans l'hypothèse où le critère du classement en fonction de l'indice de solde serait substitué au classement actuel ; 2° de lui préciser l'incidence financière d'une telle substitution.

13970. — 17 février 1962. — M. Jean-Paul Palewski expose à M. le ministre des armées que les organismes de sécurité sociale ne font aucune difficulté pour verser le montant du « capital-décès » aux ayants droit des salariés de l'industrie et du commerce qui, titulaires d'une pension pour invalidité contractée dans l'exercice de leur profession, décèdent avant l'âge de 60 ans des suites de cette infirmité, alors qu'ils ont cessé toute activité. Il lui demande si, dans ces conditions, il n'envisage pas une modification du décret n° 49-1377 du 3 octobre 1949, de manière à faire bénéficier de dispositions analogues, les ayants droit des fonctionnaires ou des militaires se trouvant dans la même condition, et en particulier : les fonctionnaires victimes d'attentats dans l'exercice de leur fonction ; les gardiens de la paix ou les gendarmes blessés en veillant à la sécurité publique ou en participant au maintien de l'ordre ; les militaires et les gendarmes blessés au combat ou au cours d'opérations de pacification, qui sont décédés, après leur radiation des cadres, des suites des blessures reçues.

13971. — 17 février 1962. — M. Jean-Paul Palewski expose à M. le ministre des armées que pour l'appréciation des droits aux indemnités de déplacement, les fonctionnaires dont l'indice brut de traitement est égal ou supérieur à 710, sont classés dans le groupe I. Il lui demande si dans un souci d'équité il n'envisage pas de faire bénéficier tous les officiers du grade de lieutenant-colonel, pour la plupart bénéficiaires d'un indice de solde supérieur à 710, et actuellement dans le groupe II, du même classement en groupe I.

13972. — 17 février 1962. — M. Volquin attire l'attention de M. le ministre des armées sur la suppression du grade d'adjudant-chef dans la gendarmerie et les inconvénients qui en découlent. Les circonstances actuelles militent particulièrement en faveur du maintien de l'autorité des cadres et plus particulièrement de la reprise des nominations au grade d'adjudant-chef. Cette mesure aurait pour effet de renforcer l'autorité de certains chefs, là où la situation l'exige et de récompenser les adjudants qui, par leurs qualités, méritent mieux.

13973. — 17 février 1962. — M. Volquin attire l'attention de M. le ministre des armées sur le fait que, pour l'appréciation des droits aux frais de déplacement, les fonctionnaires dont l'indice de traitement supérieur à 255 (indice brut) sont classés dans le groupe III. Il lui demande, si, dans le souci de mettre fin à l'inégalité existant actuellement — et que rien ne justifie — entre fonctionnaires des services actifs de police et personnels de gendarmerie, de même ancienneté et de grade sensiblement comparable, il n'envisage pas de faire bénéficier des mêmes dispositions : 1° les maréchaux des logis chefs de gendarmerie dont l'indice de solde est toujours supérieur à 255 ; 2° les gendarmes dont plus de 50 p. 100 ont un indice de solde égal ou supérieur à 255.

13974. — 17 février 1962. — M. Bignon expose à M. le ministre des armées que, dans le cadre de la sécurité du travail et de l'hygiène, les bancs d'essais des moteurs à pistons et à réaction en service dans l'armée de l'air, n'offrent pas une protection suffisante contre le bruit, les ultra-sons et les vibrations, et que les effets physiologiques de ces trois facteurs peuvent être la cause de troubles graves chez le personnel employé dans ces services ; que ce qui est si plausible que le décret n° 52-1081 du 19 septembre

1952 a inclus les bancs d'essais, pistons et réaction, dans les emplois dangereux dont les risques sont couverts par la loi n° 49-1097 du 2 août 1949, mais seulement en ce qui concerne le personnel civil. Que le personnel militaire de maîtrise, qui encourt les mêmes risques, ne reçoit aucun avantage de carrière. Il lui demande s'il n'y aurait pas lieu d'envisager, en sa faveur, certaines bonifications dont bénéficier, par exemple, le personnel navigant (sautes des parachutistes, etc.).

13975. — 17 février 1962. — **M. Catayée**, expose à **M. le ministre des armées** que les militaires de carrière, affectés en Guyane dans le but d'y réaliser un travail d'intérêt public, ne perçoivent qu'une majoration de 25 p. 100 seulement de la solde métropolitaine, alors que les allocations et indemnités diverses sont très inférieures de ce qu'elles ont en métropole et que, d'autre part, le coût excessif de la vie en Guyane ne permet pas à ces militaires de vivre décemment avec leurs familles. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de consentir à ces militaires les mêmes avantages qu'aux fonctionnaires civils de l'Etat en service en Guyane.

COMMERCE INTERIEUR

13976. — 17 février 1962. — **M. Dalbos** expose à **M. le secrétaire d'Etat au commerce intérieur** que ses services ont été saisis d'un vœu émanant de la fédération nationale de l'épicerie de la Gironde, vœu qui tend à l'unification sur le plan national du régime de fermeture hebdomadaire, sous réserve des dérogations que les préfets pourraient autoriser. Il semble que ce vœu aurait retenu l'attention des services du secrétariat d'Etat au commerce intérieur. Il lui demande si, dans ces conditions, il n'envisage pas de prendre une décision rapide en ce sens.

CONSTRUCTION

13977. — 17 février 1962. — **M. Denvers** demande à **M. le ministre de la construction** s'il est vrai que le chauffage par le sol, des appartements, présente pour la santé des occupants, un certain nombre d'inconvénients, et, dans l'affirmative, s'il entre dans l'intention du ministère de les porter officiellement à la connaissance des constructeurs et maîtres d'ouvrage H. L. M. et de prendre, en conséquence, les mesures qui s'imposent.

13978. — 17 février 1962. — **M. Fanton** demande à **M. le ministre de la construction** si, après son divorce, une femme peut exiger du propriétaire de l'appartement qui lui a été dévolu à la liquidation de la communauté de transférer à son nom l'engagement de location et les quittances de loyer, et dans la négative les mesures que son Département ministériel compte prendre en vue de résoudre ce problème.

13979. — 17 février 1962. — **M. Frédéric-Dupont** demande à **M. le ministre de la construction** s'il ne jugerait pas équitable de rétablir les allocations pour travaux d'amélioration qui étaient consenties autrefois aux copropriétaires occupant eux-mêmes leur logement.

13980. — 17 février 1962. — **M. Charvet** demande à **M. le ministre de la construction** l'interprétation qu'il convient de donner au décret n° 60-942 du 5 septembre 1960, découlant de la loi du 2 août 1960 qui tend à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne. En effet, ces textes prévoient le paiement d'une redevance pour la construction (art. 1) ou la transformation en bureaux ou locaux industriels de locaux précédemment affectés à un autre usage (art. 9). Dans le cas où un incendie ravage un bureau ou un local à usage industriel, et que le propriétaire en décide la reconstruction, avec même destination, et au même endroit, l'administration semble assimiler la reconstruction à la construction, ce qui n'est pas l'esprit du législateur. Si l'on poussait le raisonnement, devrait-on alors estimer que, dans le cas d'un incendie partiel qui aurait, non pas ravagé mais endommagé quelques mètres carrés de parquets, leur réfection entraînerait-elle le paiement d'une redevance proportionnelle à la surface restaurée ?

13981. — 17 février 1962. — **M. Barniaudy** demande à **M. le ministre de la construction** de lui faire connaître les conditions dans lesquelles un locataire quittant un appartement peut obtenir le remboursement partiel des aménagements qu'il y a apportés, quelles que soient les clauses contenues dans l'engagement de location antérieur aux lois actuellement en vigueur.

13982. — 17 février 1962. — **M. Barniaudy** demande à **M. le ministre de la construction** al un locataire quittant un appartement peut le céder : 1° à ses parents domiciliés chez lui ; 2° à ses parents si, ceux-ci n'ont aucun appartement.

EDUCATION NATIONALE

13983. — 17 février 1962. — **M. Roulland** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, selon les textes en vigueur, les fonctionnaires peuvent, pendant une période de douze mois consécutifs, être mis en situation de congé de maladie rétribué à plein traitement pendant trois mois et à demi-traitement pendant trois autres mois. Ce texte est appliqué différemment selon qu'il s'agit de l'enseignement primaire, secondaire ou technique. A titre d'exemple, dans une des directions, pour savoir si un fonctionnaire doit être rétribué à plein ou demi-traitement, ou s'il a épuisé l'ensemble de ses congés, on examine sa situation durant la période de douze mois qui précède chaque jour considéré. Dans une autre direction, on considère la situation à chaque prolongation de congé, non pas durant la période de douze mois précédant le jour de cette prolongation, mais durant la période précédant le premier jour du congé dont la prolongation est demandée. Il lui demande s'il n'estime pas que tous les fonctionnaires d'un même ministère doivent être traités de la même manière et s'il n'entre pas dans ses intentions de remédier à cet état de choses.

13984. — 17 février 1962. — **M. Bayou** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que : l'article 6 du décret interministériel n° 60-1127, en date du 21 octobre 1960, portant création d'un certificat d'aptitude pédagogique pour les collèges d'enseignement général indique que « les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas aux maîtres en fonction dans les C. E. G. à la date de publication du présent décret. Ces maîtres seront pérennisés dans les conditions fixées par la législation en vigueur au moment de leur recrutement » ; que cette rédaction est si précise que ce texte semble facile à appliquer : tous les maîtres et maîtresses remplissant les conditions requises, âgés de plus de vingt-cinq ans, nommés à titre définitif dans un poste de C. E. G. régulièrement ouvert, exerçant après cinq d'exercice, sans avoir à subir d'autres examens pendant la période dite « transitoire » ; qu'il apparaît pourtant que ce décret est interprété différemment dans certains départements, surtout si le maître, ou la maîtresse, intéressé vient d'un autre département. Il lui demande s'il compte donner toutes instructions utiles pour une application loyale de ce décret qui pourrait, au besoin, être complété par une circulaire ministérielle.

13985. — 17 février 1962. — **M. René Ribière** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que dans le calendrier des appels à la générosité publique figure pour la période du 2 février au 1^{er} mars, la campagne de la « Jeunesse au plein air » (avec quète le 11 février). Il lui demande de lui faire connaître l'affectation qui sera réservée aux fonds recueillis et de lui préciser notamment si, comme la justice l'exigerait toutes les œuvres de colonies de vacances dûment autorisées, seront appelés à bénéficier du produit de cette collecte.

13986. — 17 février 1962. — **M. Cance** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les maîtres auxiliaires de l'enseignement technique public constituent présentement une des catégories les plus défavorisées du personnel de son département. Non seulement leur rémunération est insuffisante, le rythme de leur avancement diffère de celui de leurs collègues titulaires (alors qu'ils remplissent les mêmes fonctions), mais encore ils n'ont aucune garantie de leur emploi puisqu'ils peuvent être licenciés, sans préavis, même en cours d'année scolaire. Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre — indépendamment du projet de statut, limité dans son objet, actuellement soumis à l'examen du ministère des finances et du concours de recrutement exceptionnel ouvert aux seuls maîtres auxiliaires, qui aura lieu le 23 février — pour améliorer sensiblement la situation des maîtres auxiliaires de l'enseignement technique public au quadruple point de vue de la garantie de l'emploi, de la titularisation, de l'avancement et de la rémunération.

13987. — 17 février 1962. — **M. Legaret** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'il a déjà, à plusieurs reprises, exprimé ses inquiétudes devant le projet de construction, qualifié de l'Hôtel-de-Ville, de la « cité internationale des arts ». Il lui apparaît toujours inopportuniste d'édifier dans le quartier du Marais une immense bâtisse moderne dont l'emplacement aurait été plus indiqué en banlieue. Cette inopportunisté se double du crime esthétique représenté par la construction d'un immeuble dissimulant à la fois l'Hôtel-de-Sens et celui d'Aumont, et aggravant la situation inadmissible créée par les immeubles qui déshonorent le quai de l'Hôtel-de-Ville en étouffant l'Hôtel-de-Sens. Mais les premiers travaux engagés pour la réalisation de la future cité internationale des arts ont eu, dès à présent, des conséquences particulièrement fâcheuses. Ils ont tout d'abord supprimé la quasi-totalité des terrains de sports utilisés par les 1.400 élèves du lycée Sophie-Germain, qui se trouvent ainsi privées d'un minimum d'exercice à une époque où tous les efforts des autorités élues poussent à la multiplication de ces terrains de sports. En outre, le principe de reconstruction sur place du lycée Sophie-Germain, décidé par le conseil municipal de Paris dans ses séances des 10 octobre 1956 et 24 mars 1958, semble, si l'on en croit certaines informations, remis en cause. Certains journaux n'ont pas hésité à annoncer que le projet d'édifica-

tion de la cité des arts « entraînerait la disparition des bâtiments du lycée Sophie-Germain ». Une telle conséquence, ou même simplement une réduction des bâtiments actuels de cet établissement en un moment où le problème scolaire revêt pour Paris un aspect particulièrement dramatique serait une faute que l'on veut croire impensable. Avant d'offrir des résidences à d'éventuels artistes étrangers, il apparaît judicieux d'assurer l'instruction et l'éducation d'enfants dont nous avons la charge. Il lui demande s'il compte faire en sorte que des mesures soient prises qui permettraient de rendre au plus tôt au lycée Sophie-Germain l'usage de terrains de sports dont ses élèves ont le plus grand besoin, et pour que soient ouverts les travaux de reconstruction du lycée Sophie-Germain, permettant d'offrir aux quatorze cents élèves qui y sont instruits, des bâtiments et des moyens de travail décentes.

13988. — 17 février 1962. — Mlle Dienesch demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il existe une disposition quelconque interdisant à une institutrice de l'enseignement public d'utiliser ses loisirs en faisant du théâtre au patronage de sa paroisse.

13989. — 17 février 1962. — M. Voilquin attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les décisions qui viennent d'être prises en matière de vacances scolaires. Il lui demande si la mesure préconisée profite aux enfants, aux parents et aux organisateurs de centres de vacances. Il semble, en effet, qu'il ne s'agisse pas d'un étalement et que les décisions prises peuvent léser gravement tous les organisateurs de centres de vacances, tant au point de vue utilisation des locaux scolaires que recrutement d'enfants ou encadrement dans diverses académies. Les conséquences qui en découleront auront pour effet de restreindre la durée des sessions des œuvres de vacances et ainsi, d'interdire aux enfants de profiter au maximum de leurs loisirs.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

13990. — 17 février 1962. — M. Dorey expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation suivante : Une société C. ayant son siège social en France, reçoit un dividende d'une société filiale B. (au sens de l'article 145 C. G. I.) ayant son siège social au Sénégal. La société B. a elle-même la qualité de société mère par rapport à une autre société A. qui a également son siège au Sénégal. Par application de la législation sénégalaise, la société B. distribue en franchise de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, perçu au Sénégal, les dividendes mis en distribution à son profit par la société A. On précise que le dividende mis en paiement par la société A. a supporté, au Sénégal, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières au taux de 16 p. 100. Il demande si la société C. pourra imputer sur le précompte de 24 p. 100 à sa charge, toutes autres conditions supposées remplies, l'impôt de 16 p. 100 payé au Sénégal par sa petite fille A. encore que les dividendes lui proviennent de la société B. qui, comme on l'a vu plus haut, est exonérée d'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers au Sénégal, par application du régime des sociétés mères et filiales.

13991. — 17 février 1962. — M. Cance expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les maîtres auxiliaires de l'enseignement technique public constituent présentement une des catégories les plus défavorisées de l'éducation nationale, et il lui demande à quelle date il donnera enfin son approbation au projet de statut, comportant un reclassement indiciaire et dont il est saisi.

13992. — 17 février 1962. — M. Burlot expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques les faits suivants : un contribuable loge gratuitement ses père et mère, retraités, dans un immeuble, dont il est propriétaire et où ces derniers ont leur résidence principale. L'envisage de faire procéder aux travaux de réparation que nécessite l'état de vétusté dudit immeuble, mais le montant global des dépenses dépasse ses disponibilités immédiates. Afin de permettre une exécution ininterrompue des travaux à entreprendre, le père, en dehors de toute obligation de sa part, est disposé à accorder à son fils le concours financier dont il a besoin pour effectuer ces travaux, et à défaut duquel, il devrait contracter un emprunt auprès de tierces personnes. A cet effet, le père envisage d'acquitter lui-même certaines factures établies par les entrepreneurs au nom de son fils. Les sommes ainsi déboursées par le père auraient, selon qu'elles seraient ou non remboursées ultérieurement par le fils, le caractère de simples avances de fonds ou d'une donation entre vifs. Il lui demande : 1° si dans les conditions exposées ci-dessus, le propriétaire serait autorisé, pour déterminer le revenu net foncier dudit immeuble, à faire état du montant global des dépenses de réparations, sans distinction suivant la provenance des fonds ayant servi à payer les entrepreneurs, étant fait observer que le revenu brut foncier est constitué par le loyer normal qu'aurait produit l'immeuble s'il avait été donné en location ; 2° si la réponse à la question posée serait identique dans l'hypothèse où il existerait, entre le père et son fils, un bail écrit ou une location verbale.

13993. — 17 février 1962. — M. René Ribière demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si un voyageur représentant de commerce est autorisé à déduire des commissions perçues la totalité de ses frais de route justifiés par des pièces de caisse ; et dans le cas où ces frais seraient supérieurs aux commissions encaissées, si la déduction pourrait être opérée sur l'ensemble des revenus du voyageur représentant de commerce.

13994. — 17 février 1962. — M. Leenhardt attire une nouvelle fois l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur l'aggravation de la situation des rentiers-voyagers aussi bien publics que privés qui résulte, d'une part, de l'évolution du coût de la vie et, d'autre part, de la revalorisation insuffisante des rentes viagères telle qu'elle résulte des dernières mesures en leur faveur, c'est-à-dire des lois des 18 décembre 1959 et de la loi de finances pour 1961. Il lui demande s'il a l'intention de proposer au Parlement de nouvelles mesures de réajustement des rentes viagères afin de réparer l'injustice dont sont victimes lesdits rentiers.

13995. — 17 février 1962. — M. Szigel expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'administration de l'enregistrement estime être en droit de percevoir le droit de location verbale à 1,40 p. 100 sur une partie, en principe la moitié, du loyer d'un local meublé loué au mois sous le prétexte que ledit local a été occupé pendant plus de trois mois par le même locataire, alors que de telles locations consenties au mois, sont, en vertu de l'article 805 du dictionnaire de l'enregistrement, dispensées de déclaration et ne sont soumises, ni au prélèvement pour le fonds d'amélioration de l'habitat, ni au droit de bail. Il lui demande si de tels loyers peuvent être à la fois taxés par l'administration de l'enregistrement du droit de bail sur une partie, et par l'administration des contributions indirectes de la taxe sur le chiffre d'affaires sur la totalité.

13996. — 17 février 1962. — M. Tremolet de Villers expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques les faits suivants : un entrepreneur de constructions a, jusqu'en 1958, exploité pour son propre compte son entreprise. En 1958, par suite d'une grave maladie, il a dû reconvenir son exploitation et, après diverses mesures intermédiaires a cédé le matériel à une société à responsabilité limitée créée par son genre et au capital de laquelle il ne participait pas. Il sollicite et obtient la radiation de son exploitation des : caisses des congés payés du bâtiment, de la caisse régionale de sécurité sociale, de la caisse des cadres et des assurances du bâtiment. Des rôles de patente, l'inspecteur local des contributions directes ayant procédé à celle-ci sans avoir jugé nécessaire la radiation du registre du commerce. Ce même inspecteur a, à cette date, confirmé à l'intéressé que cette radiation suffisait pour lui faire perdre la qualité de commerçant au regard des dispositions fiscales. Le livre de paye fait bien état du renvoi de la main-d'œuvre, seul un conducteur de travaux étant conservé pendant trois mois pour la réparation des éventuelles malfaçons sous garantie résultant des travaux antérieurs. Son état de santé s'aggravant, il espère donner une assise à sa famille, et, disposant d'un terrain acquis à titre privé en 1958, fait construire un immeuble qu'il revend par lot, se réservant, à usage privatif, la propriété d'un appartement. Un inspecteur des vérifications générales a procédé au contrôle de la comptabilité de cet entrepreneur et exige le paiement des impôts sur le revenu en matière de contributions directes sur les plus-values réalisées, des taxes sur le chiffre d'affaires sur le prix de revient, T. V. A. comprise, de l'immeuble, et de la taxe de prestation de services sur le prix de vente du terrain, en invoquant que, la radiation du registre du commerce n'ayant pas été faite, les profits qui résultent de l'opération, sont de nature commerciale. Il lui demande : 1° si la façon de voir du vérificateur est conforme à la doctrine, étant fait observer que cet entrepreneur ne s'est pas fait radier du registre du commerce en temps opportun sur la seule fol de la réponse qui lui a été faite par l'inspecteur local des contributions directes ; 2° si, au contraire, l'opération ne doit pas être considérée comme faite à titre privé ainsi que le prouvent les diverses mesures de gestion (renvoi du personnel, radiation des caisses de congés payés, etc.) et si, de ce fait, étant unique, elle ne doit pas bénéficier des dispositions de tolérance et d'opportunité consenties par l'administration aux promoteurs de constructions ; 3° si, dans le cas d'imposition, il est normal d'assujettir le prix du terrain à la taxe sur les prestations de services.

13997. — 17 février 1962. — M. Quinson attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation des quelques très rares veuves de fonctionnaires devenues elles-mêmes fonctionnaires et qui, après avoir sans limitation aucune, touché leur pension de réversion avec les émoluments attachés au grade élevé auquel elles sont parvenues, se voient, lors de leur mise à la retraite, opposer la limitation de cumul prévue par l'article 53 III de la loi du 20 septembre 1948 et les articles 24 quater et 24 bis du décret du 11 juillet 1955. Les sommes dont elles sont ainsi frustrées, légalement et réglementairement, sans doute, mais aussi, injustement (alors que ces pensions ont donné lieu aux versements constitutifs réglementaires) sont d'autant plus importantes que les intéressées ont, par leur valeur et leur travail, atteint un grade plus élevé dans l'administration qu'elles ont servie. Ces mesures restrictives

sont pour le moins peu encourageantes pour les femmes fonctionnaires de cette catégorie encore en activité et pour les candidates qui se préparent par les grandes écoles aux carrières publiques. Il lui demande si la suppression de toute limite de cumul d'une pension de reversion avec une pension pour services personnels ne pourrait être envisagée.

13998. — 17 février 1962. — M. Janvier expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un assuré social, assujéti au versement de la taxe proportionnelle, est marié, père de famille de deux enfants âgés de cinq et deux ans et demi. Sa femme, atteinte de poliomyélite depuis 1959, non assurée sociale elle-même, a bénéficié de la sécurité sociale de son mari pour une hospitalisation d'environ un an. Elle est, depuis un an et demi, rentrée à son foyer où elle continue une rééducation dont les progrès sont extrêmement lents et dureront des années. Elle ne peut se mouvoir qu'en fauteuil roulant et se trouve obligée d'avoir en permanence une tierce personne à son service, étant dans l'impossibilité totale de tenir son ménage. N'étant pas elle-même assurée sociale, elle ne perçoit à ce titre, ou à d'autres, aucune indemnité et est obligée de rémunérer cette tierce personne sur les ressources de ce ménage. Il paraîtrait alors normal, moral et humain de lui permettre de déduire, dans la déclaration d'impôts, le montant du salaire de la tierce personne obligatoire, nécessitée par une maladie suffisamment cruelle et pesante. L'administration départementale des contributions directes se refusant à prendre en considération une telle demande de déduction, il lui demande : 1° si des textes existent, qui permettent de déduire du revenu imposable le montant du salaire de la tierce personne obligatoire, alors que le contribuable ne perçoit aucune indemnité pour cette tierce personne ; 2° si de tels textes n'existent pas, s'il ne lui paraît pas à la fois nécessaire et humain de donner aux textes existants une interprétation permettant d'obtenir le résultat désirable.

13999. — 17 février 1962. — M. Voilquin attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le sort assez difficile qui est actuellement réservé aux retraités de la fonction publique en général et particulièrement aux agents retraités des communes. Il lui demande s'il compte faire en sorte que, dans leur élaboration des nouveaux plans de remise en ordre des traitements publics soient compris progressivement, à partir de 1962 : l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement ouvrant droit à pension ; l'extension au personnel retraité de tout ou partie des primes versées occasionnellement aux personnels en activité ; l'augmentation de la pension de veuve de 50 à 60 p. 100, le maintien du droit au capital-décès en faveur des survivants des retraités.

14000. — 17 février 1962. — M. Voilquin rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un agent des contributions directes qui était précédemment détaché au Cameroun a dû subir une intervention chirurgicale et a bénéficié d'un congé de convalescence de 3 mois avec traitement. A la fin de cette absence (février 1957), en raison de son état, l'intéressé bénéficie d'un nouveau congé de 3 mois avec traitement complet. Or, jamais les sommes dues à ce titre ne lui ont été mandatées. En outre, ayant été réintégré avec, comme date de départ celle du second congé, après deux démarches en avril 1957 et décembre 1959 auprès de la France d'outre-mer, il se voit refuser à deux reprises la date de sa réintégration aux Finances. Il lui demande si, en raison même de ces circonstances et de leur ancienneté, il n'y aurait pas intérêt à rétablir l'intéressé dans ses droits dans les meilleurs délais.

14001. — 17 février 1962. — M. Voilquin attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le fait suivant : les retraites des fonctionnaires chargés de famille sont calculées sur une base fictive. Par exemple un fonctionnaire retraité à 80 p. 100 ayant 9 enfants, voit s'ajouter les majorations suivantes pour enfants élevés jusqu'à l'âge de 16 ans : 1°, 2° et 3° enfants, 10 p. 100 ; 4° enfant, 5 p. 100 ; 5° enfant, 5 p. 100 ; 6° enfant, 5 p. 100, soit au total 25 p. 100, qui, ajoutés à 80 p. 100 élèvent la pension à 100 p. 100 du traitement de base. En l'état actuel des lois et règlements, les 7°, 8° et 9° enfants n'ouvrent droit à aucune majoration. Ces majorations ayant été constituées pour aider les familles nombreuses, il s'ensuit qu'au-delà de 6 enfants, les familles sont légalement pénalisées. Il lui demande s'il n'y aurait pas possibilité, en raison même de la faible répercussion financière que cela entraînerait, de mettre toutes les familles nombreuses sur un même pied d'égalité.

14002. — 17 février 1962. — M. Borocco expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une entreprise a été apollée, c'est-à-dire, appréhendée par l'Etat allemand qui l'a vendue à une maison allemande en 1941. Le stock de marchandises avait, à cette époque, été estimé à 814.703,25 RM. La société spolée a demandé l'indemnité compensatrice à l'Etat français qui s'est substitué au spoliateur allemand défaillant. Ayant repris ses droits après la guerre, cette entreprise a fait figurer, dans son bilan d'entrée, au 1^{er} janvier 1945, la créance qu'elle possédait de ce fait. En l'absence de toute pièce donnant une valeur réelle de la créance, la société a retenu la valeur 1939 de ces marchandises

telle que cette valeur figure au procès-verbal de restitution dressé par les domaines le 21 décembre 1945, soit 8.925.893,21 francs. La société a, entre temps, encaissé les indemnités versées à ce titre par l'Etat et porté celles-ci, pour autant qu'elles dépassaient le montant de la créance au bilan d'entrée au 1^{er} janvier 1945, à un compte de réserves, cette différence étant totalement étrangère à l'exploitation qui tombe seulement depuis le 1^{er} janvier 1945 sous les impositions françaises. L'administration entend imposer cette différence. L'entreprise a réfuté la manière de voir de l'administration qui, néanmoins, maintient son projet d'imposition. Il lui demande de lui préciser sa manière de voir la solution de ce problème.

14003. — 17 février 1962. — M. Fourmond expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, sur congé notifié par son propriétaire pour exploiter personnellement, à compter du 1^{er} octobre 1962 date d'expiration de son bail, M. V... bénéficiaire de ce bail a introduit, avant le 1^{er} mai 1961, une instance devant le tribunal paritaire en vue de contester le motif mis en avant par le propriétaire pour reprise personnelle et de solliciter le renouvellement de son bail pour une nouvelle période de 9 ans à dater du 1^{er} octobre 1962. Le propriétaire s'est alors décidé à mettre la ferme donnée à bail, en vente par adjudication et M. V... en a été proclamé l'adjudicataire, avec entrée en jouissance par la libre disposition, à la date du 27 juin 1961. L'examen de cette affaire ayant été remis à plusieurs reprises, le tribunal paritaire, le 12 juillet 1961 seulement rendu un jugement annulant le congé et accordant à M. V... le renouvellement du bail sollicité par lui à compter du 1^{er} octobre 1962. Lors de l'enregistrement de ce jugement il a été perçu, outre le droit de plaidoirie, un droit fixe de 10 nouveaux francs. L'administration prétend qu'il est dû, en sus du droit fixe et du droit de plaidoirie, un droit proportionnel sur le nouveau bail accordé, bail qui est inexistant puisqu'il ne prendra jamais cours, M. V... étant devenu propriétaire avant même le jugement du tribunal d'instance. L'administration exige en outre une évaluation du nouveau fermage, alors que celui-ci n'a pas été fixé dans le jugement postérieur à l'adjudication. Il lui demande de lui préciser : 1° si la prétention de l'administration de l'enregistrement est bien fondée, étant fait observer qu'elle semble en contradiction avec la loi du 18 janvier 1912 ; 2° dans l'affirmative, si le nouveau droit ainsi réclamé sera restituable sur demande de M. V...

INDUSTRIE

14004. — 17 février 1962. — M. Commenay expose à M. le ministre de l'industrie que, compte tenu de l'évolution démographique du département des Landes, il est à prévoir qu'au cours des dix prochaines années, 10.000 personnes soit 1.000 personnes en moyenne par an devront, dans l'ensemble du département, trouver un emploi. La mécanisation des exploitations agricoles empêchera la moindre absorption de main-d'œuvre. L'excédent de demandes d'emplois non satisfaites, risque d'être de l'ordre de 8.000, soit environ 800 par an dans la seule partie agricole du département, sensiblement au Sud de l'Adour. Dans l'état actuel des choses, il ne semble pas que l'économie landaise soit à même d'offrir un nombre d'emplois suffisant, même au prix du développement, d'ailleurs souhaitable, de l'industrie touristique. Il lui demande : 1° quelles mesures le Gouvernement compte prendre dans le cadre du 4^e plan d'équipement pour créer dans les Landes le millier d'emplois nouveaux qui sont indispensables annuellement jusqu'en 1971 ; 2° qu'il ne lui paraît pas possible d'ores et déjà, d'inscrire le département des Landes dans la nomenclature des départements où peuvent être accordées les primes d'équipement prévues par le décret n° 60-370 du 15 avril 1960.

14005. — 17 février 1962. — M. Commenay attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les désastreuses conséquences de la fermeture de l'usine sidérurgique de Boucou-Tarnos. Une telle décision ne manquera pas de plonger dans la détresse de très nombreux foyers de travailleurs. De plus, du fait de la diminution du pouvoir d'achat, l'activité économique de la région du Bas-Adour sera inévitablement perturbée. Compte tenu de l'excellente situation côtière de cette usine, il lui suggère de tout mettre en œuvre pour maintenir l'activité sidérurgique des forges de l'Adour et pour implanter dans cette zone, des industries nouvelles. Récemment, il a été indiqué dans la presse, qu'une partie de l'usine parisiennne de la S. N. E. C. M. A. pourrait être décentralisée à Boucou-Tarnos. Il lui demande si cette nouvelle est exacte et, le cas échéant, quelle serait l'ampleur de la décentralisation projetée. Il lui rappelle que si certains travailleurs des forges de l'Adour devaient être affectés dans la nouvelle installation, il conviendrait de leur maintenir les conditions et avantages dont ils jouissent actuellement.

14006. — 17 février 1962. — M. Tony Larue signale à M. le ministre de l'industrie que l'annonce d'une réforme prochaine du registre des métiers a suscité une certaine effervescence parmi les élus des chambres de métiers et des organisations syndicales artisanales. Après avoir pris connaissance du projet de décret relatif au répertoire des métiers, les représentants qualifiés de l'artisanat s'étonnent, à juste titre, que l'immatriculation audit registre n'ait aucun des effets juridiques que confère une immatriculation au registre du commerce. Il semble même que l'immatriculation au répertoire des métiers ait encore moins de valeur que l'immatriculation des artisans au registre des métiers. Il apparaît donc inutile de créer un répertoire des

métiers si, par ailleurs, il est indispensable aux entreprises touchées par ce décret, de se faire également immatriculer au registre du commerce. Il y aurait donc lieu, avant que ce texte ne paraisse, de le compléter pour qu'il soit bien précisé que les effets juridiques de l'immatriculation au registre du commerce sont également valables lors de l'immatriculation au répertoire des métiers et que l'inscription à ce dernier registre est exclusive de toute immatriculation au registre du commerce, sauf s'il s'agit d'une entreprise ayant une double activité, commerciale et artisanale, comme, par exemple, l'électricien qui exécute des installations, effectue des réparations, mais qui possède également un magasin de vente. Il lui demande de lui faire connaître les raisons qui pourraient s'opposer à une telle modification du projet de décret.

INFORMATION

14007. — 17 février 1962. — M. Barniaudy expose à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'Information, que malgré les promesses faites à plusieurs reprises et de manière officielle, le programme de construction des relais d'Etat de télévision ne permet pas encore dans plusieurs zones montagneuses la réception des émissions de la chaîne nationale. En présence de cette situation regrettable qui défavorise des populations isolées vivant en partie d'agriculture, certains syndicats intercommunaux ont entrepris la création de relais locaux. L'agrément de ces réémetteurs par les services de la R. T. F. semble avoir été obtenu, dans tous les cas, avec d'autant plus de facilité, que ces initiatives privées dispensent les services officiels d'intervenir dans des zones difficiles d'accès et peu rentables. Cependant, outre la manière empirique dont les implantations sont faites, alors qu'elles n'ont pas toujours été précédées d'études sérieuses, un grave problème de financement est posé aux syndicats qui supportent en grande partie ou en totalité les charges de construction et d'installation, y compris les chemins d'accès et les lignes électriques. Quel que soit le mode de répartition de ces charges envisagé par les syndicats, celui-ci donne lieu à une véritable injustice à l'égard des populations ou des téléspectateurs de ces zones défavorisées. Si cette répartition est effectuée entre les communes susceptibles d'adhérer au projet, au prorata de la population, les communes pauvres où les usagers seront peu nombreux se trouvent aussi imposées que les communes plus aisées, bourgs et petites villes, où les récepteurs seront nombreux. Si la répartition est effectuée entre les seuls usagers, ceux-ci devront supporter, pendant toute la durée d'amortissement des emprunts contractés, une taxe qu'on peut estimer supérieure à la taxe d'Etat sans que pour autant les intéressés soient exonérés de cette dernière. Compte tenu de ces faits, il lui demande : 1° quelle politique d'intérêt général il a l'intention d'entreprendre pour faire cesser cette situation regrettable, alors que dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire, le Gouvernement affirme son désir de venir en aide aux zones défavorisées ; 2° si la R. T. F. s'engage à prendre à sa charge dans un proche avenir tous les relais qui ont été agréés par ses services ; 3° si des indemnités seront alors attribuées aux communes ayant consenti à donner leur contribution pour suppléer à la carence des pouvoirs publics dans cet important domaine de l'information.

INTERIEUR

14008. — 17 février 1962. — M. Barniaudy expose à M. le ministre de l'Intérieur, qu'en raison du nombre insuffisant des relais d'Etat de télévision qui ne permettent pas encore la réception des émissions de la chaîne nationale dans plusieurs zones montagneuses, certains syndicats intercommunaux ont pris l'initiative de construire des réémetteurs locaux de télévision, afin de permettre aux populations des zones non couvertes par les relais d'Etat, de recevoir les émissions télévisées. L'agrément obligatoire de ces relais locaux par les services de la R. T. F. entraîne des dépenses considérables, notamment pour la création de pistes praticables en toute saison, jusqu'aux installations nécessairement implantées en des points culminants et peu accessibles. Dans la plupart des cas cet agrément n'ouvre droit à aucune participation financière de l'Etat et par conséquent, la répartition des charges annuelles d'amortissement des emprunts contractés par les syndicats est faite entre les communes susceptibles d'être desservies, au prorata de la population de chacune d'elles. Pour un relais actuellement en construction dans le département des Hautes-Alpes, la charge par habitant et par année pour toute la durée de l'amortissement de l'emprunt a été évaluée à un minimum de 1,80 NF à 2 NF. Or, les collectivités intéressées sont de petites communes rurales n'ayant aucun revenu et où les impôts communaux atteignent fréquemment 60 à 80 NF par habitant. La commune de X... de 200 habitants, qui équilibre actuellement son budget grâce au vote de 40.000 centimes additionnels devra, étant intégrée dans le syndicat intercommunal, inscrire une augmentation de 1.500 centimes représentant sa participation au coût de la construction du relais, alors que dans l'immédiat quatre foyers seulement se sont déclarés, à la suite d'une enquête, prêts à l'achat d'un récepteur de télévision. Il lui demande de lui préciser : 1° si l'installation de tels réémetteurs par des syndicats intercommunaux peut être considérée comme service public et doit, de ce fait, entraîner l'adhésion, et donc la participation financière aux frais de construction, de toutes les communes se trouvant dans le champ de réception des nouveaux relais, en application des articles 141 et 142 du code municipal ; 2° si, dans la négative, la répartition des charges du syndicat peut être faite entre les seuls nouveaux téléspectateurs qui sont réellement les usagers des installations de retransmission.

14009. — 17 février 1962. — M. Philippe appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur certaines difficultés auxquelles donne lieu l'application de l'article 523, dernier alinéa, du code municipal. En vertu de cet alinéa, « les listes d'aptitude comprennent un nombre de candidats égal au nombre d'emplois susceptibles de devenir vacants dans l'année, nombre majoré de 50 p. 100 ». Or, il peut se trouver que le nombre de fonctionnaires présentant les conditions requises pour l'accès à un emploi déterminé soit seulement égal au nombre d'emplois susceptibles de devenir vacants dans l'année et que l'on ne puisse appliquer pratiquement à ce nombre la majoration de 50 p. 100. D'autre part, l'expression « emplois susceptibles de devenir vacants dans l'année », peut donner lieu à des interprétations diverses, l'autorité de tutelle estimant qu'il convient d'entendre par là des emplois tenus par des personnes touchées par la limite d'âge et qui ont fait connaître leur intention de quitter l'emploi. Pour mettre fin à ces difficultés, il lui demande si, pour donner son visa à une liste d'aptitude ayant fait l'objet d'un avis favorable de la commission paritaire locale, l'autorité de tutelle est en droit d'exiger : 1° que cette liste d'aptitude comporte un nombre de candidats égal au nombre d'emplois susceptibles de devenir vacants dans l'année, nombre majoré de 50 p. 100, même si cette condition se heurte à l'impossibilité de trouver un tel nombre de fonctionnaires susceptibles d'accéder aux emplois considérés ; 2° que, pour être considérés comme « susceptibles de devenir vacants dans l'année », les emplois faisant l'objet des listes d'aptitude soient tenus par des personnes touchées par la limite d'âge et ayant fait connaître leur intention de quitter leur emploi, étant fait observé que, par suite d'événements imprévisibles, un poste peut toujours se trouver vacant en cours d'année.

14010. — 17 février 1962. — M. Alduy expose à M. le ministre de l'Intérieur que, pour les villes où il est procédé au contrôle de la salubrité du poisson destiné à la consommation locale, aucun texte législatif ou réglementaire analogue à celui qui régit la taxe sur les viandes foraines n'existe en ce qui concerne la perception d'un droit sur le poisson et autres denrées soumis à l'inspection sanitaire. Il serait cependant logique qu'une redevance soit instituée et que la charge qui en résulterait soit incorporée dans le prix de vente du poisson puisqu'en définitive c'est le consommateur qui est le bénéficiaire des mesures de contrôle prises par les municipalités. Il lui demande s'il compte créer une taxe à un taux suffisant permettant de couvrir les dépenses consécutives à un contrôle dont l'utilité ne peut être discutée.

14011. — 17 février 1962. — M. Laffin rappelle à M. le ministre de l'Intérieur sa question écrite n° 13290 attirant son attention sur les suspensions de publications dont les éditoriaux constituent des appels à la désobéissance. Dans la réponse du 20 janvier 1962, il lui était demandé de faire connaître avec précision les publications incriminées. Au lendemain d'événements sanglants, il n'est plus besoin de remonter dans le temps pour lui signaler que la presse du 8 février, notamment l'*Humanité*, *Libération* et *France-Soir* ont publié les communiqués des organisations diverses appelant à une manifestation de rue interdite par le Gouvernement. Ces publications constituaient des appels au désordre et à la désobéissance. Leur interdiction ou leur saisie aurait pu éviter les sanglants désordres que l'on sait. Il lui demande s'il ne lui semble pas dangereux pour la défense de la République de faire une discrimination pour la suspension ou la saisie d'une publication sur l'appartenance politique de cette publication plutôt que sur les appels ou communiqués qu'elle publie.

14012. — 17 février 1962. — M. Pascal Arrighi rappelle à M. le ministre de l'Intérieur qu'un grand quotidien du soir, dans sa première édition, parue le 8 février, a écrit : « l'interdiction des... deux manifestations a été décidée en principe par le préfet de police... Toutefois, un contact pourrait être pris dans la journée entre les autorités et les organisateurs ». Il croit savoir qu'effectivement les organisateurs de ces manifestations ont été reçus par un « chargé de mission auprès du ministre », lequel les a vivement encouragés à manifester. Il lui demande de lui faire connaître quelle a été la nature exacte de ces encouragements et de ces contacts.

14013. — 17 février 1962. — M. Mercier expose à M. le ministre de l'Intérieur que les conditions de mutation et d'avancement de grade des agents communaux comportent une lacune en ce qui concerne les possibilités de mutation des secrétaires généraux de mairie des petites villes dans les cadres moyens des villes de plus grande importance. Il lui demande : 1° Un secrétaire de mairie à temps complet d'une commune de moins de 2.000 habitants ou de 2.000 à 5.000 habitants recruté dans des conditions non réglementaires, c'est-à-dire subissant un abattement d'au moins 10 p. 100 sur son traitement, peut-il être assimilé à un commis pour prétendre se présenter à un concours de rédacteur avec trois ans d'ancienneté dans son grade. 2° Un secrétaire général de mairie de ville de 2.000 à 5.000 habitants ne subissant aucun abattement sur son traitement, ce qui implique que la commune a adopté des règles de recrutement légales, peut-il être assimilé à un rédacteur en vue d'une nomination à ce grade par voie d'avancement comme chef de bureau (avec les mêmes conditions d'ancienneté que pour les rédacteurs. 3° Un secrétaire général d'une

mairie d'une ville de 5.000 à 10.000 habitants ne subissant aucun abatement sur son traitement — ce qui implique que la commune a adopté des règles de recrutement légales —, peut-il être assimilé à un chef de bureau en vue de sa mutation à ce grade dans une commune plus importante, ou en vue de sa nomination comme secrétaire général adjoint d'une commune de 20.000 à 40.000 habitants par voie d'avancement.

14014. — 17 février 1962. — **M. Roulland** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que le système des arrêts de travail paraît être, à notre époque, le moyen le plus spectaculaire de protester contre la violence et l'instrument le plus efficace pour en prévenir le déclenchement. L'ensemble de la police ayant particulièrement souffert du terrorisme O. A. S. et F. L. N., tant en Algérie qu'en métropole, il lui demande si, pour lui permettre à la fois d'accroître son efficacité et de protester contre les attentats dont ses membres sont victimes, il n'envisage pas l'opportunité de lui accorder le droit de grève reconnu par la constitution à tout citoyen français en particulier et dont bénéficie l'ensemble de la fonction publique et des services publics.

14015. — 17 février 1962. — **M. Le Tac**, député de Paris, expose à **M. le ministre de l'Intérieur** qu'il serait souhaitable, pour le maintien de l'ordre, d'envisager d'autres méthodes que le seul contact direct entre la police et les éventuels manifestants. La plupart des pays européens, et un grand nombre d'autres sur les bords de la Méditerranée, ont adopté le système des autopompes, dont le reporter-journaliste fut jadis l'auteur de la présente question garantissant l'extrême efficacité. En maints pays, l'eau projetée par les autopompes est mélangée avec un colorant. Sans aller jusque-là, la simple technique d'un arrosage abondant présente l'immense avantage de n'être en aucune manière dangereuse et peut, au contraire, permettre à nos policiers de ne trouver, par la suite, devant eux que ceux des manifestants qui sont résolus à porter à tout prix l'émeute dans la rue et non les manifestants de bonne foi ou les simples curieux. Il lui demande s'il n'estime pas devoir adopter ces méthodes.

14016. — 17 février 1962. — **M. Dronne** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que le Parlement a voté au budget de 1960 et au budget de 1961 des crédits destinés à la revalorisation des traitements des officiers de police et des officiers de police adjoints de la sûreté nationale; que ces crédits ont été détournés de leur destination, ainsi qu'il ressort des débats de la deuxième séance du 30 octobre 1961 de l'Assemblée nationale. Il demande : 1° pour quelles raisons les revalorisations indiciaires des officiers de police et des officiers de police adjoints, votées par le Parlement, n'ont pas été appliquées; 2° pour quelles raisons les crédits qui étaient destinés à cette opération ont été utilisés au bénéfice d'autres catégories de personnel qui n'étaient pas prévues dans la revalorisation; 3° à quelles nécessités répond la création du corps de secrétaires, quels sont leurs attributions, leur mode de recrutement, leur échelle indiciaire et sur quels crédits ils sont payés.

14017. — 17 février 1962. — **M. Dronne** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** qu'en 1960, les inspecteurs de la sûreté nationale, au nombre d'environ 5.000, ont été intégrés dans le cadre des officiers de police adjoints. Fin 1962, il a été décidé la création d'un corps d'inspecteurs et 100 de ces nouveaux fonctionnaires allaient être recrutés. Il demande : 1° comment un corps de 5.000 agents environ supprimé en 1960 peut être efficacement reconstitué deux ans après avec seulement 100 agents; 2° quel est le mode de recrutement de ces 100 inspecteurs; 3° quelle sera leur place dans la hiérarchie et leurs indices de traitement; 4° quelle sera leur utilisation et leur répartition à l'intérieur des grandes directions de la sûreté nationale.

JUSTICE

14018. — 17 février 1962. — **M. Palmero** expose à **M. le ministre de la justice** le cas d'un couple de personnes âgées contractant un placement viager de leurs économies afin de percevoir, leur vie entière, une rente pour assurer leur subsistance et qui, vient, en 1959, le débiteur de la rente mis en liquidation et les biens sur lesquels portait leur hypothèque en premier rang mis en adjudication. Le règlement, après réalisation de la vente, en février 1961, est retardé, d'autres créances, postérieures au premier rang hypothécaire, s'étant fait connaître. Il lui demande : 1° s'il est rationnel qu'un créancier ayant seulement sa rente pour vivre et voyant celle-ci arrêtée par la réalisation de son gage en vue de récupérer son capital suivant les termes de son contrat viager — pour le remplacer afin de percevoir à nouveau ses subsides — soit impuissant à obtenir son dû; 2° s'il ne peut être envisagée une révision des formalités juridiques et judiciaires datant de 1804.

14019. — 17 février 1962. — **M. Chazelle** expose à **M. le ministre de la justice** que, d'après les informations qui lui sont parvenues, un certain nombre d'agents retraités de l'administration pénitentiaire n'ont pu bénéficier de la classe exceptionnelle qui avait été accordée

auparavant aux agents de la même administration. Il lui demande pour quelles raisons la classe exceptionnelle, dont pouvaient bénéficier les agents de l'administration pénitentiaire, a été supprimée et s'il n'envisage pas de revenir sur une décision qui apparaît profondément regrettable, en ce qu'elle a pour effet de décourager les meilleurs fonctionnaires d'une administration dont la tâche est particulièrement lourde et dangereuse.

14020. — 17 février 1962. — **M. Halbout** expose à **M. le ministre de la justice** le cas d'une personne travaillant comme salariée dans une entreprise et qui a été victime d'un accident du trajet en revenant de son travail, l'auteur de cet accident étant un autre salarié de la même entreprise. Il lui demande : 1° s'il est exact que, dans une situation de ce genre, la jurisprudence dominante décide que l'accidenté n'a pas d'action contre l'auteur de l'accident pour obtenir une réparation du préjudice qui lui a été causé — réparation complémentaire de celle accordée par la sécurité sociale; 2° dans l'affirmative, s'il n'estime pas nécessaire de prendre toutes mesures utiles en vue de mettre fin à cette anomalie et d'assurer à l'accidenté le bénéfice d'une réparation complémentaire, quel que soit l'auteur de l'accident, que celui-ci soit ou non employé dans la même entreprise que la victime.

14021. — 17 février 1962. — **M. Bergasse** expose à **M. le ministre de la justice** que de nombreuses contraventions sont dressées à Marseille-Ville pour : circulation en sens interdit, inobservation du « stop », excès de vitesse, emploi abusif des avertisseurs, inobservation de la priorité de droite, dépassement ou chevauchement sur lignes continues, inobservation des panneaux lumineux de signalisation, cisaillement de files. Il demande : a) si ces contraventions constituent des infractions à des arrêtés préfectoraux ou municipaux réglementant la circulation en ville et, comme telles, sanctionnées par l'article R. 26 P. 15 du code pénal, ou bien des infractions au code de la route réprimées par l'article R. 232 du même code; b) si, dans l'un et l'autre cas, lesdites contraventions ne doivent pas, avant toute citation, faire l'objet des procédures de l'amende de composition ou de l'amende forfaitaire; c) si, dans le cas où ces contraventions n'auraient pas fait l'objet des procédures précitées, le tribunal est tenu d'annuler la citation et remettre, tout au moins, en amende de composition.

14022. — 17 février 1962. — **M. Charret** expose à **M. le ministre de la justice** que certains commerçants sans scrupules, cachés sous des raisons sociales trompeuses telles que : « Diffusion des manufactures de ... », « Diffusion française de ... », lancent à travers la France des équipes de courtiers libres chargés de vendre des colis dits « publicitaires ». En fait, ces colis contiennent quelques coupes de tissu de médiocre qualité, des montres ou autres objets à vil prix. Usant de procédés frauduleux, ces courtiers s'introduisent auprès de personnes âgées et autres sans défense, en se recommandant des maires ou de tels organismes sociaux. Par leur insistance ou leurs fallacieuses promesses, ils parviennent à soutirer des sommes d'argent et des signatures au bas d'imprimés fort bien rédigés, qui ne sont que des contrats de vente à crédit. Après leur départ, les malheureux signataires s'aperçoivent qu'ils ont été dupés; que des procédés semblables sont employés pour la vente de vins de coupage, présentés comme des vins d'appellation d'origine; que de nombreux parquets ont été saisis de telles affaires, mais que les poursuites ont dû être abandonnées par insuffisance de la législation; qu'en tous cas, ces commerçants, eux-mêmes, restent hors d'atteinte de la loi, même lorsque leurs courtiers sont poursuivis en raison des procédés frauduleux employés. Il lui demande s'il pense pouvoir faire étudier par ses services une réglementation plus stricte de la vente à domicile engageant la responsabilité du commerçant qui utilise des courtiers libres ou salariés, lorsque des procédés frauduleux auront été employés.

14023. — 17 février 1962. — **M. Catayé** expose à **M. le ministre de la justice** que le décret n° 47-1573 du 25 août 1947 relatif à l'organisation judiciaire des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, dispose en son article 2 : « Les greffiers en chef ou greffiers chefs de service percevront pour le compte du Trésor, les émoluments alloués par les tarifs métropolitains pour les actes de leurs fonctions. » Ce texte supprime donc implicitement et sans réserve les émoluments qui, jusqu'alors, étaient alloués aux greffiers en chef des cours et tribunaux de ces anciennes colonies devenues départements. Cette disposition du décret précité du 25 août 1947 apparaît comme le reflet du principe posé par celui du 24 mai 1854 selon lequel : « Les greffiers n'ont droit à aucun émoulement pour les minutes des arrêts, des jugements et des ordonnances, des actes et des procès-verbaux qui sont dressés par les magistrats avec leur assistance, d'où il résulte que les traitements qu'ils reçoivent de l'Etat est la rémunération des services qu'ils rendent comme fonctionnaire public. » Mais, ajoute ce dernier texte : « Comme remplissant des fonctions de finances et responsables des sommes dues au Trésor, il leur est alloué une remise fixée au dixième des droits qui reviennent à l'Etat. Cette remise ne constitue pas un émoulement proprement dit : elle n'est accordée qu'à titre d'indemnité de responsabilité qui pèse sur les greffiers, assimilés pour cette perception aux receveurs de l'enregistrement. » Il semblerait bien que cette dernière disposition

ait échappé aux rédacteurs du décret du 25 août 1947 dans leur empressement à supprimer les émoluments précédemment alloués à ces fonctionnaires. Il est, en effet, incontestable que les greffiers en chef de département d'outre-mer remplissent des « fonctions de finances » au sens de la définition donnée par Dalloz dans son traité sur les greffiers de 1852 : « Leur emploi, dit-il, comporte tout à la fois des fonctions de finances et un office de judicature : fonctions de finances quand les greffiers perçoivent des droits dus à l'Etat, tels que ceux des mises au rôle des causes, des expéditions, etc. ». Certes le décret n° 60-110 du 11 février 1960 portant attribution d'une indemnité forfaitaire de sujétions et pour travaux supplémentaires aux attachés de justice et aux fonctionnaires des greffes et secrétariats de parquet de la métropole a été étendu aux départements d'outre-mer, encore devront-ils attendre pour son effet, la mise en vigueur de la réforme judiciaire. Mais il s'agit là d'une indemnité ayant un caractère tout à fait différent de celle qui pourrait être allouée en représentation de la responsabilité qui pèse sur les greffiers en chef puisqu'elle intéresse tous les agents des greffes et même les secrétaires de parquet. A ce sujet, il y a lieu de souligner que c'est à tort que les greffiers en chef des départements d'outre-mer ont été, quant au montant de l'indemnité qui leur est allouée assimilés aux chefs de service des greffes de la métropole. Ces derniers ont, en effet, une responsabilité limitée à leur seule section, alors que les greffiers en chef des départements d'outre-mer ont la responsabilité entière de leur greffe qui est aussi celui du tribunal de commerce. Il ne semble pas inutile de rappeler, par ailleurs, qu'alors qu'en métropole les nominations se font, soit en qualité de greffiers, soit en qualité de secrétaires en chef de parquet, dans les départements d'outre-mer il est fait appel à des fonctionnaires qui sont affectés indifféremment dans un greffe ou dans un parquet, ce qui implique une compétence supplémentaire non exigée en métropole. La responsabilité des greffiers en chef, est, sans conteste, très lourde et ne peut être comparée à celle des secrétaires en chef de parquet, qui, bien qu'ayant les mêmes indices, ne sont responsables que vis-à-vis de leurs chefs directs, alors que les greffiers en chef, sont, en plus, responsables pécuniairement vis-à-vis de l'enregistrement et du public non seulement de leurs propres erreurs, mais encore de celles commises par les agents placés sous leurs ordres. Il n'existe pas de procédure qui ne prévoient une amende contre le greffier en chef si telles ou telles formalités n'étaient pas remplies dans un délai déterminé. Une omission du juge peut se traduire par une amende contre le greffier en chef, de même que ce dernier encourt le paiement des doubles droits et amendes d'enregistrement en cas de négligence ou d'omission de la part d'un avoué. Il lui demande s'il ne serait pas équitable d'accorder : 1° le bénéfice des dispositions du décret n° 60-110 du 11 février 1960 avec effet à compter du 1° octobre 1959 et la fixation d'un taux plus élevé de cette indemnité, au moins en ce qui concerne les greffiers en chef, pour tenir compte de l'importance de leurs charges ; 2° comme remplissant des fonctions de finances et responsable des sommes dues au Trésor — responsabilité que n'avaient pas les greffiers en chef antérieurement au décret du 25 août 1947 — une indemnité spéciale fixée au dixième des droits qui reviennent à l'Etat, ou à un chiffre forfaitaire, fonction du greffe considéré, indemnité qui, bien entendu, ne constituerait nullement un émolument proprement dit.

14024. — 17 février 1962. — M. Boudet rappelle à M. le ministre de la justice que l'article 2, 1° du décret du 30 septembre 1953 prévoyait le bénéfice de la propriété commerciale pour les locaux accessoires indispensables. Ce qualificatif avait eu pour effet pratique de priver les commerçants et industriels de la protection légale recherchée pour la presque totalité des locaux accessoires. La modification résultant de la loi du 30 juillet 1960, substituant le terme « nécessaire » au terme « indispensable » avait semblé au Parlement devoir assurer la sauvegarde réclamée ; mais, la jurisprudence ayant considéré que les termes « nécessaire » et « indispensable » étaient équivalents, la modification résultant de la loi du 30 juillet 1960 est demeurée sans portée, mais engendrant par contre de multiples conflits judiciaires. Il lui demande : 1° de préciser la portée qu'il a entendu donner à la modification du 30 juillet 1960 ; 2° s'il ne conviendrait pas de substituer le terme « utile » au terme « nécessaire » puisque celui-ci a été considéré par la jurisprudence comme synonyme d'indispensable.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

14025. — 17 février 1962. — M. Marcenet appelle l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur les difficultés qu'éprouvent, parce qu'ils n'ont pas d'enfants, les agents des services de son département, pour obtenir leurs congés annuels en même temps que leurs conjoints membres du corps enseignant. Il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il envisage de prendre afin que les intéressés puissent bénéficier de leurs congés dans la limite des vacances scolaires.

14026. — 17 février 1962. — M. Baylot demande à M. le ministre des postes et télécommunications s'il ne croit pas devoir modifier les propositions absolument insuffisantes présentées en ce qui concerne l'intégration des commis nouvelle formule dans le cadre des contrôleurs. Le rythme prévu pour cette intégration, dans les propositions qui viennent d'être arrêtées, fait qu'il faudra 10 à 20 ans

pour arriver à terminer cette opération. Il se trouve que des personnes qui ont été exclues de l'intégration, lors des opérations récentes, parce qu'il leur manquait 10 jours d'ancienneté devront maintenant attendre 4 ou 5 ans. Il semble possible d'améliorer considérablement les propositions qui ont été faites.

RAPATRIES

14027. — 17 février 1962. — M. Vollquin demande à M. le secrétaire d'Etat aux rapatriés où en est actuellement le point de la question concernant les sinistrés français d'Agadir et, en particulier : 1° combien de victimes françaises ont été exactement dénombrées ? Combien de corps ont été rapatriés par les voies du Gouvernement ? Combien avec son aide ? Combien de familles sinistrées ont réintégré la métropole ? Combien ont été secourues ; le montant exact des sommes collectées et des sommes ayant été actuellement allouées ? 2° que reste-t-il encore à faire ? 3° les sinistrés pouvaient-ils et peuvent-ils obtenir aide et prêts ? Le Gouvernement marocain a-t-il effectué des versements et a-t-il promis, éventuellement, de les continuer ?

SAHARA, DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

14028. — 17 février 1962. — M. Maurice Lenormand expose à M. le ministre d'Etat chargé du Sahara, des départements d'outre-mer et des territoires d'outre-mer, que le haut-commissaire de la République dans l'Océan Pacifique a adressé au président de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie une lettre officielle, en date du 31 janvier 1962, n° 211/BL, par laquelle il demande la seconde lecture d'une délibération budgétaire dans les termes et pour les motifs suivants cités textuellement : « En application de l'article 53 du décret organique 57-811 du 22 juillet 1957, j'ai l'honneur de vous prier d'appeler l'assemblée territoriale à se prononcer en seconde lecture sur la délibération prise au cours de la session budgétaire concernant le rapport n° 156 C. G. du vice-président du conseil de gouvernement, relatif à la participation du territoire à l'augmentation de capital du Crédit de la Nouvelle-Calédonie. La position adoptée par le groupe de l'union calédonienne dans cette affaire ne satisfait pas à l'intérêt général et à la bonne administration du territoire. Cette attitude risque en effet de paralyser l'activité d'une société qui n'a cessé de se développer depuis son installation dans le territoire en 1956, etc. ». Il lui demande : 1° s'il peut lui indiquer depuis quand, l'article 53 qui prévoit que le chef du territoire peut demander une seconde lecture lorsqu'il estime que les délibérations prises par l'assemblée territoriale ne satisfont pas à l'intérêt général ou à la bonne administration du territoire peut permettre au haut-commissaire de la République de demander une seconde lecture « en raison de la position adoptée » par un groupe, en l'occurrence le groupe de l'union calédonienne nommément cité et mis en cause. N'estime-t-il pas que ce motif de seconde lecture n'est conforme, ni à l'esprit, ni à la lettre de l'article 53 ; 2° s'il estime que le haut-commissaire de la République a le pouvoir, par une lettre officielle et par un acte administratif, de prendre à partie des conseillers territoriaux clairement désignés, de leur dicter la « position » qu'ils ont, individuellement ou en groupe, à prendre dans une délibération financière et de les accuser d'être personnellement responsables « en raison de leur attitude », c'est-à-dire de leur vote, de la paralysie d'une société. N'estime-t-il pas qu'il s'agit dans ces conditions, non d'un acte de bonne administration, mais d'un acte politique ? 3° s'il conviendrait que, lorsqu'un haut fonctionnaire se permet par une lettre officielle adressée au président d'une assemblée de sanctionner la position personnelle prise par des membres de cette assemblée, de les accuser de lésés des intérêts privés solliciteurs de prêts et de prétexter, ainsi, une seconde lecture pour laquelle ils auront à changer de position, comme sous-entendu, le haut fonctionnaire commet un abus de pouvoir, fait pression sur des élus locaux en les désignant nommément par le nom de leur groupe et, en fait, pratique la mise au pas des élus à l'instar des régimes autoritaires où les assemblées ne servent que pour la figuration ou l'enregistrement des volontés administratives ; 4° s'il peut indiquer, par surcroît, quelle a été la « position » des autres groupes de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie qui ne sont ni cités, ni mis en cause, et, si lors du vote remis en question, la position de ces groupes a satisfait à l'intérêt général et à la bonne administration du territoire, et comment ? L'attitude qu'ils ont prise évitait-elle de paralyser la société susvisée ; 5° si les conseillers territoriaux du groupe de l'union calédonienne sont libres, à l'occasion d'une seconde lecture, de leur position, à prendre à l'égard d'un organisme qui, à l'époque d'une précédente augmentation de capital votée par ces conseillers s'est proposée d'utiliser des crédits pour circonvenir des électeurs comme en font foi un vote de protestation unanime de l'assemblée territoriale et une lettre saisissant le ministre d'Etat ; 6° s'il ne compte pas sanctionner la mise en cause des seuls élus territoriaux d'un seul groupe politique, par l'annulation de la mesure arbitraire du haut-commissaire de la République.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

14029. — 17 février 1962. — M. Chazelle demande à M. le ministre de la santé publique et de la population de lui indiquer : 1° le nombre de médicaments spécialisés de l'officine qui ont été recensés conformément aux dispositions de la circulaire du 15 décembre 1960,

relative à l'application du décret du 15 avril 1960 prescrivant que l'inspection des pharmacies devra procéder, dans chaque circonscription sanitaire, à un recensement de ces médicaments pour lesquels des visas ont été attribués antérieurement au 1^{er} janvier 1961; 2^o le nombre de dossiers qui ont été déposés pour chacun des départements correspondant à la région sanitaire; 3^o le nombre de pharmaciens inspecteurs de la santé, dont dispose chaque circonscription sanitaire.

14030. — 17 février 1962. — M. Cassez expose à M. le ministre de la santé publique et de la population, qu'une circulaire du 15 décembre 1960 concernant les médicaments spécialisés de l'officine, a rappelé que: « le médicament doit être préparé entièrement à l'officine et sous contrôle direct du pharmacien », la même circulaire ajoute: « Serait en infraction, le pharmacien qui confierait à un établissement pharmaceutique la formule de son médicament spécialisé de l'officine, en vue de sa fabrication par cet établissement, qui recevrait ledit médicament en vrac et qui n'interviendrait seulement que dans sa division et son conditionnement ». Il lui demande: 1^o en vertu de quel pouvoir son administration a donné ainsi une définition implicite du médicament différente de celle prévue à l'article L 511 du code de la santé publique, d'après lequel: toute drogue, substance ou composition présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines doit, pour être considérée comme médicament, être conditionnée en vue de la vente au poids médicinal; 2^o si cette mesure d'interdiction de fabrication de certaines matières premières par des spécialistes généralement appelés façonniers ne présente pas plus de danger dans le cas des spécialités pharmaceutiques proprement dites que dans le cas des produits maison; 3^o s'il n'estime pas qu'il y a lieu de revenir sur un texte qui ressemble beaucoup à un excès de pouvoir.

14031. — 17 février 1962. — Mme Ayme de la Chevrellère demande à M. le ministre de la santé publique et de la population pour quelle raison l'arrêté du 9 avril 1960 portant classement et échelonnement indiciaire de certains grades et emplois du personnel des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics, exclut du bénéfice du reclassement faisant l'objet dudit arrêté les agents qui n'étaient plus en fonctions à la date de sa publication, et quelles mesures ont été prévues pour éviter que ces anciens fonctionnaires ne soient lésés par rapport à ceux qui étaient encore en fonctions le 16 avril 1960.

14032. — 17 février 1962. — M. Chazelle expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que, dans sa réponse à la question écrite n° 2130 (*Journal officiel*, Débats du Sénat du 1^{er} décembre 1961, p. 2276), il a signalé qu'une enquête était en cours au sujet de l'utilisation pour une firme privée de fabrication d'insecticides, de véhicules de propagande portant en lettres très apparentes l'inscription: « Service officiel d'hygiène ». Il lui demande de lui faire connaître les résultats auxquels cette enquête a abouti.

14033. — 17 février 1962. — M. Noël Barrot expose à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'à la séance du 12 janvier 1962 de la société médicale des hôpitaux de Paris a été présentée une communication sur une « hépatite aigüe mortelle au cours d'un traitement par l'iproniazide ». Il lui demande: 1^o dans quelles conditions le visa a été accordé à cette spécialité alors que des constatations identiques à celles ayant fait l'objet de la communication ont été faites aux Etats-Unis dès le début de l'emploi de ce médicament; 2^o s'il est exact que d'après un travail publié (*New Engl. J. Med.* 1958, 258, 1209), il y a déjà plusieurs années, la mortalité provoquée par l'emploi de ce médicament peut atteindre 15 p. 100 pour les posologies les plus fortes; 3^o si ses services ont procédé à une enquête sur le nombre d'accidents ou d'incidents provoqués par cette spécialité; 4^o dans l'affirmative, si cette dernière a été l'objet d'une étude par une commission compétente; 5^o s'il n'envisage pas de retirer le visa à cette spécialité; 6^o s'il n'estime pas que les parents des malades victimes de l'emploi de cette spécialité sont en droit de mettre en cause la responsabilité de l'Etat.

14034. — 17 février 1962. — M. Noël Barrot expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que l'arrêté du 19 mars 1957 (*Journal officiel* du 27 mars 1957) a prévu pour son application un protocole qui a été publié au *Journal officiel* du 31 décembre 1961. Ce protocole qui constitue le cahier des charge pour la fourniture des appareils générateurs d'aérosols médicamenteux aux hôpitaux et aux collectivités publiques, indique les moyens à utiliser pour déterminer les constantes physiques que doivent présenter ces appareils, mais il n'indique pas ces constantes elles-mêmes et ne fixe pas leurs limites minima ou maxima. Ce procédé semble anormal étant donné les précisions qu'il impose, puisqu'il laisse la commission prévue seule juge d'apprécier ces données. En ce qui concerne le seul point précisé dans le protocole, c'est-à-dire la grosseur des particules, le texte est muet sur la façon d'opérer le prélèvement, c'est-à-dire sur l'essentiel du point de contrôle ayant le plus besoin d'être précisé, alors que d'autre part, il s'étend par

exemple sur le dosage des chlorures par la méthode Charpentier-Volhard, bien connue de tous. Il lui demande s'il lui paraît normal que les résultats des essais et des mesures numériques soient laissés à l'interprétation de la commission sans que des normes soient connues du fournisseur avec le coefficient correspondant, étant donné que l'on ne voit pas comment ce fournisseur pourra savoir ce que souhaite ou exige cette commission dont l'appréciation ne saurait être purement subjective.

TRAVAIL

14035. — 17 février 1962. — M. Poignant attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation des veuves d'assurés sociaux dont le mari est décédé avant l'ouverture de ses droits à pension. Constatant que dans l'ensemble des cas, ces femmes, parfois chargées de famille, toujours douloureusement affectées par le décès de l'être cher, sont désorientées et, bien entendu, connaissent de réelles difficultés financières quand ce n'est pas la misère. Il lui demande s'il n'envisage pas: soit le versement à la veuve, d'une pension calculée proportionnellement au nombre de cotisations trimestrielles versées par le défunt; soit le cumul des cotisations déjà versées par le mari avec celles que la veuve — en état d'exercer une profession — serait appelée à verser.

14036. — 17 février 1962. — M. Guillon expose à M. le ministre du travail que l'article 659 du code de la sécurité sociale prévoit « en sus des cotisations prévues aux articles L. 655 et L. 659 et servant à financer le régime d'allocation vieillesse et le régime d'assurance vieillesse complémentaire, une cotisation destinée à couvrir un régime d'assurance invalidité-décès fonctionnant à titre obligatoire dans le cadre, soit de l'ensemble du groupe professionnel soit d'une activité professionnelle particulière et comportant des avantages en faveur des veuves et des orphelins »; il remarque que tirant prétexte de ce que le régime invalidité-décès ne saurait comporter que des avantages en faveur des veuves et des orphelins, les services du ministère du travail ont estimé qu'il n'était pas possible, bien qu'ils soient astreints au versement de la cotisation, d'accorder des avantages aux artisans ne laissant ni veuve ni orphelin; il souligne qu'il y a parmi les artisans 25 p. 100 de célibataires, particulièrement dans les métiers féminins, si bien que l'on comprend que ces artisans et artisanes répugnent à verser une cotisation de 25 NF par an à un régime qui ne vaudra aucun avantage à leurs ayants droit. Il lui demande s'il n'envisage pas de déposer un projet de loi modifiant l'article 659 et libellant ainsi la fin de la phrase citée ci-dessus: « ... comportant des avantages notamment en faveur... ».

14037. — 17 février 1962. — M. Chamant expose à M. le ministre du travail que la circulaire du ministère du travail M. O. 77/46 du 1^{er} juillet 1946, dans son paragraphe II concernant l'organisation des services de la formation professionnelle, stipulait: « Il pourra être adjoind un directeur départemental un fonctionnaire ou agent spécialisé dans ces questions qui sera placé sous son autorité. Ces agents pourront être d'un grade différent suivant l'importance du département (inspecteurs principaux du travail et de la main-d'œuvre à Paris, Lyon, Marseille; inspecteurs contrôleurs ou agents contractuels dans les autres départements). » En application de cette circulaire, les inspecteurs divisionnaires ont fourni au ministère (4^e bureau) la liste des départements dans lesquels ils estimaient qu'il y avait lieu d'adjoindre au directeur départemental un agent spécialisé, et leurs propositions concernant cet agent. Des services départementaux de la formation professionnelle furent ainsi créés dans certains départements; des agents furent adjoindus aux directeurs départementaux et nommés dans ces services par M. le ministre du travail. En 1947 et 1948 furent organisés, par ailleurs, les services départementaux de main-d'œuvre et des sections spécialisées de la formation professionnelle furent créées, « en tant que de besoin », au sein de ces services. Des textes officiels, postérieurs au décret n° 48-699 du 20 avril 1948 relatif à l'organisation des services départementaux de main-d'œuvre font état du fonctionnement de ces deux services départementaux: de la main-d'œuvre, dans tous les départements, et de la formation professionnelle, dans certains départements seulement. C'est ainsi, notamment, que la circulaire ministérielle M. O. 237/49 du 1^{er} juin 1949, relative à l'organisation de la formation professionnelle, précise dans son paragraphe 2 qui traite des « attributions des représentants des directions départementales du travail et des services départementaux de main-d'œuvre »: « le contrôle (des centres de F. P. A.) sera exercé, sur place, au moins deux fois par semaine, soit par le directeur départemental, soit, en son nom, par le chef départemental de la main-d'œuvre ou, le cas échéant, par un agent du service départemental de la formation professionnelle ». La circulaire M. O. 301/50 du 16 juin 1950 relative à la visite des centres de F. P. A. précise que « des directeurs des centres de formation professionnelle doivent refuser la visite de leur établissement à toute personne, quelle que soit sa qualité, qui, étrangère aux services de main-d'œuvre ou de la formation professionnelle, n'aurait pas été préalablement autorisée... ». Il lui demande: 1^o s'il existe un texte officiel ayant supprimé les services départementaux de la formation professionnelle créés en 1946-1947; 2^o dans l'affirmative, si les agents (inspecteurs, contrôleurs ou agents contractuels) chargés de ces services et placés sous l'autorité des directeurs départementaux, ont été mutés dans les services de main-d'œuvre et placés sous l'autorité des chefs des services de main-d'œuvre; 3^o dans la négative, s'il existe des départements où fonctionnent des services départementaux de la formation professionnelle dépendant directe-

ment des directeurs départementaux, et lesquels; 4° s'il ne serait pas opportun de donner à ces services une importance accrue, ou de les rattacher éventuellement aux inspections divisionnaires, afin d'assurer une meilleure coordination des efforts sur le plan régional et en prévision de l'afflux prochain des jeunes gens de 17 ans dans les centres de formation professionnelle des adultes.

14038. — 17 février 1962. — M. Le Pen demande à M. le ministre du travail comment il peut se faire que la sécurité sociale puisse refuser l'immatriculation aux assurances sociales d'une jeune fille salariée de ses parents, dont elle est la gouvernante, sous prétexte qu'il n'existe pas de lien de subordination entre une fille et son père, lien cependant d'ordre naturel, alors qu'elle a obligé un contrôleur civil du Maroc à faire immatriculer son père, qui était son fondé de pouvoir et considéré par suite qu'il existait un lien de subordination entre le père et le fils, celui-ci étant d'ailleurs affilié à la sécurité sociale militaire. Il lui demande de préciser la doctrine de la sécurité sociale sur ce point.

14039. — 17 février 1962. — M. Richards expose à M. le ministre du travail qu'une mutuelle d'entreprise a ses fonds de secours alimentés: a) pour partie par les cotisations de ses membres; b) pour partie par des dons de l'entreprise. Il lui demande: 1° si, dans le cas où ladite mutuelle paraît à l'un de ses adhérents, à l'occasion d'une maladie, d'un accident ou d'une maternité, tout ou partie du salaire que ce dernier aurait pu percevoir de son employeur, est générateur de cotisations de sécurité sociale; 2° dans l'affirmative en vertu de quels textes une mutuelle pourrait, le cas échéant, être assimilée à une entreprise, alors qu'elle ne représente, en fait, qu'un organisme de secours; 3° si le fait, pour l'employeur, d'alimenter les fonds sociaux de la mutuelle de son entreprise pour permettre à cette dernière de faire face, le cas échéant, aux obligations que celle-ci a contractées à l'égard de ses adhérents, est suffisant pour l'assujettir aux cotisations de sécurité sociale pour les sommes par lui versées bénévolement à la mutuelle d'entreprise.

14040. — 17 février 1962. — M. Richards expose à M. le ministre du travail que certaines conventions collectives font obligation à l'entreprise de payer des indemnités compensatrices de salaire pour la partie représentée par la différence perçue par le salarié de la sécurité sociale au titre de maladie, accident ou maternité et les émoluments qu'il aurait reçus s'il avait assuré un travail effectif et ce jusques et y compris les heures supplémentaires, les primes d'ancienneté, de rendement, etc. Il lui demande: 1° si le fait, pour l'employeur, de payer à son employé des indemnités compensatrices pour absence à l'occasion d'une maladie, d'un accident ou d'une maternité, est générateur de cotisations de sécurité sociale; 2° dans l'affirmative, s'il serait logique de faire payer lesdites cotisations sur des risques qui ne peuvent exister comme l'assurance-accident; 3° si, éventuellement, le paiement des cotisations doit être effectué sur la partie de l'obligation contractuelle découlant de la convention ou sur la totalité de la rémunération qu'aura perçue le salarié, c'est-à-dire: a) sur l'indemnité journalière versée par la sécurité sociale sous la forme de demi-salaire; b) sur celle versée par l'employeur en raison de ses obligations; 4° dans quelles conditions doit-il être tenu compte éventuellement du plafond de sécurité sociale? 5° si, dans le cas où l'employeur aurait à payer sur la totalité du salaire, il n'existe pas une anomalie de lui faire régler sur les sommes versées par la sécurité sociale et sur des risques dont le salarié est déjà couvert du fait de sa prise en charge par la sécurité sociale au titre de la maladie, de l'assurance-vieillesse, etc., pour lui et ceux de sa famille qu'il peut couvrir du fait qu'il est un travailleur salarié.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

14041. — 17 février 1962. — M. Poudevigne demande à M. le ministre des travaux publics et des transports les raisons qui justifieraient la discrimination dont sont victimes les cheminots anciens combattants toujours privés du bénéfice de la double campagne. Il expose que ce bénéfice a été accordé à la quasi-totalité des fonctionnaires et aux personnels des services publics. Il lui demande quelle mesure il compte prendre pour faire cesser cette injustice.

14042. — 17 février 1962. — M. Royer expose à M. le ministre des travaux publics et des transports qu'un appel d'offres présentant le caractère d'une véritable adjudication a été lancé en avril 1961 par la S. N. C. F. pour le renouvellement des marchés de réparations (voitures et wagons) et que selon ses instructions, il a été fait un très large appel à la concurrence, c'est-à-dire que toutes les entreprises présentant les qualités techniques et financières nécessaires ont été admises à soumissionner. Le nombre des marchés était limité à 13 et le volume d'heures correspondant à chaque marché était défini à l'appel d'offres. Il lui demande s'il est exact, comme cela a été précisé à plusieurs reprises dans la presse, que, par voie d'autorité, il imposerait à la S. N. C. F. d'allouer pour une période de deux ans un marché de réparations aux Aciéries du Nord, à Cannes-la-Bocca qui s'étaient trouvées éliminées par le jeu de la concurrence; 2° dans l'affirmative, comment il se fait qu'après la position prise il se dispense d'appliquer les résultats de l'appel d'offres; 3° s'il

peut préciser: a) sur quel contingent d'heures d'entretien la S. N. C. F. prendrait les heures allouées aux Aciéries du Nord; b) à quel prix serait traité ce nouveau marché, qui serait notifié plus de six mois après les résultats connus de l'appel d'offres, ce qui semble contraire aux règles administratives normales, applicables en matière de marchés publics; c) quel serait de plus, le sort réservé aux autres industriels éliminés, qui seraient en droit de revendiquer, à leur tour, et pour les mêmes raisons un nouveau marché d'heures de réparation.

14043. — 17 février 1962. — Mlle Dienesch demande à M. le ministre des travaux publics et des transports quel est le tonnage transporté (moyenne journalière) sur la section de ligne Guingamp-Carhaix du réseau breton.

14044. — 17 février 1962. — Mlle Dienesch demande à M. le ministre des travaux publics et des transports de lui indiquer comment se répartirait le trafic à l'intérieur du réseau breton, en pourcentage, sur chacune des sections de lignes ou gares énumérées ci-après: Carhaix (gare exclue)—Guingamp; Carhaix (gare exclue)—Loudéac; Carhaix (gare exclue)—Châteaulin; Carhaix (gare exclue)—Rosporden; gare de Carhaix isolément, dans l'hypothèse où cette répartition ne tiendrait pas compte des circuits actuellement établis pour des raisons de commodité de transbordement.

14045. — 17 février 1962. — M. de Poulpiquet expose à M. le ministre des travaux publics et des transports les craintes provoquées dans le milieu des marins de la marine marchande et des pêcheurs, au cas où serait mis en application intégralement le rapport Dufour concernant la refonte de l'établissement national des invalides de la marine, ce qui porterait un préjudice considérable au régime particulier des retraites des marins. Il lui demande s'il compte faire en sorte: 1° qu'en aucun cas il ne sera touché au recul de l'âge d'ouverture de droit à pension et qu'aucune régression dans le mode de décompte des annuités ne sera décidée; 2° que soit maintenu le respect de la liaison salaires-pensions, en application de l'article 55 de la loi des pensions.

REponses DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

MINISTRE DELEGUE

13370. — M. Van Der Meersch expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre qu'aux termes des articles 15 du décret n° 55-1412 du 19 octobre 1955 et 16 du décret n° 56-1236 du 6 décembre 1956, les fonctionnaires issus des anciens cadres tunisiens et marocains intégrés dans les cadres français dans les cinq ans précédant la date à laquelle ils seraient atteints par la limite d'âge de leur cadre d'origine conservent, à titre personnel, ladite limite d'âge. S'il apparaît que la période de cinq années prendra fin au plus tard le 1^{er} avril 1962 pour les fonctionnaires du cadre tunisien car ils ont été intégrés dans l'administration française le 1^{er} avril 1957 — ou antérieurement à cette date — et que pour ceux d'entre eux qui continuent l'exercice de leurs fonctions en Tunisie, leur position administrative se trouve définie par une mise en détachement dans les conditions prévues par le statut de la fonction publique, il en va tout autrement pour les fonctionnaires du cadre marocain. En effet, ces derniers ont été intégrés pour ordre au plus tard le 1^{er} juillet 1957 — ou le 1^{er} octobre 1957 en ce qui concerne les magistrats et les membres de l'enseignement — mais s'ils poursuivent, ou s'ils ont poursuivi leur activité au Maroc, leur intégration ne devient effective qu'au moment où ils sont remis à la disposition du Gouvernement français, situation qui dérive de la mise en application de la convention franco-marocaine de coopération administrative et technique du 15 février 1957. L'administration a été ainsi amenée à fixer le point de départ du délai de cinq années prévu par le décret du 6 décembre 1956, non à la date susvisée du 1^{er} juillet 1957 mais à la date à laquelle le fonctionnaire cesse ses fonctions au Maroc pour venir les exercer en France. On ne peut pas, dans ces conditions, prévoir une limite à une période qui avait un caractère transitoire. D'une manière générale, les limites d'âge étaient inférieures de cinq années pour les anciens cadres tunisiens et de deux années dans les anciens cadres marocains par rapport aux limites d'âge fixées pour les fonctionnaires de l'Etat. En outre, les fonctionnaires classés en catégorie B ne sont pas admis au bénéfice d'un maintien en activité de deux années au-delà de leur limite d'âge, disposition prévue par les décrets des 18 décembre 1948 et 9 août 1953. S'il avait paru à l'origine opportun de ne pas conserver en activité des agents d'un âge avancé, et dont l'adaptation dans de nouvelles fonctions pouvait se révéler difficile, il n'en est pas de même actuellement. Dès l'instant que les fonctionnaires des anciens cadres tunisiens et marocains sont intégrés définitivement dans l'administration française dans laquelle ils concourent avec leurs collègues métropolitains pour les avancements de grades et d'échelons, il serait de toute justice de ne pas les traiter différemment que ces derniers en matière de limites d'âge.

Il lui demande s'il n'envisage pas d'abroger les dispositions des articles 15 du décret n° 55-1412 du 19 octobre 1955 et 16 du décret n° 56-1236 du 6 décembre 1956, conservant aux fonctionnaires issus des cadres tunisiens et marocains les limites d'âge auxquelles ils étaient soumis dans leur cadre d'origine. (Question du 6 janvier 1962.)

Réponse. — Le décret n° 55-1412 du 19 octobre 1955 pris pour l'application de la loi n° 55-1086 du 7 août 1955 relative à l'intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains dispose en son article 15 que « les fonctionnaires et agents qui feront l'objet d'une affectation en France dans les cinq ans précédant la date à laquelle ils seraient atteints par la limite d'âge de leur cadre tunisien conserveront à titre personnel ladite limite d'âge ». Cette disposition est reproduite par l'article 16 du décret n° 56-1236 du 6 décembre 1956 concernant les agents des cadres marocains le mot « affectation » étant remplacé par le mot « intégration ». La question posée par l'honorable parlementaire se ramène donc au point de savoir quels sont les effets juridiques qui se trouvent attachés à l'intégration « pour ordre » dont font l'objet les anciens fonctionnaires chérifiens en attendant leur intégration effective qui ne peut intervenir qu'après leur affiliation au régime de retraites métropolitain. La position à prendre comportant des incidences financières en matière de pension et de limite d'âge notamment, le ministre délégué auprès du Premier ministre ne sera en mesure de répondre à la question posée qu'après avoir recueilli l'avis du ministre des finances et des affaires économiques.

AFFAIRES ALGERIENNES

13240. — M. de Gracia expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes qu'en application de disposition de la loi n° 57-871 du 1^{er} août 1957, la durée de l'affectation ou du détachement de certains fonctionnaires de l'Etat en Algérie paraît excessive. En effet, le décret n° 58-531 du 2 avril 1958 portant réglementation d'administration publique de ladite loi a précisé, en son article 5 que « la durée de l'affectation ou du détachement ne peut excéder trois ans sans le consentement de l'intéressé » ; puis la durée de service des fonctionnaires en Algérie a été ramenée à deux ans par les dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 61-531 du 31 mai 1961. Il semble désirable d'appliquer ce délai aux fonctionnaires affectés en A. F. N. entre le 1^{er} juin 1960 et le 31 mai 1961, afin d'éviter qu'ils ne manifestent un mécontentement bien compréhensible si la fin de leur service en Algérie intervenait après celle des autres fonctionnaires qui ont été, ou seront affectés entre le 1^{er} juin 1961 et le 31 mai 1962. Il apparaît en raison des instructions ministérielles que les services de la délégation générale n'acceptent pas de laisser partir un fonctionnaire affecté pour trois ans en vertu du décret du 2 avril 1958, à la fin des deux ans prévus au décret n° 61-531 basant leur refus sur l'absence d'un texte ou sur des « impératifs de service » et cela malgré les apaisements que semble contenir la lettre ministérielle répondant à une pétition des intéressés. Il lui demande de lui donner tous éclaircissements sur cette situation. (Question du 15 décembre 1962.)

Réponse. — La durée de l'affectation ou du détachement des fonctionnaires en Algérie au titre de la loi n° 57-871 du 1^{er} août 1957 avait été fixée initialement à trois ans par l'article 5 du décret n° 58-531 du 2 avril 1958 et constituait le temps maximum au delà duquel les intéressés ne pouvaient être maintenus en affectation ou en détachement sans leur consentement. C'est cette durée maximum du séjour en Algérie qui a été ramenée de trois ans à deux ans par décret n° 61-531 du 31 mai 1961. Il en résulte que, selon les dispositions du texte précédent, les départements ministériels avaient toujours la faculté, comme actuellement, d'organiser la relève des fonctionnaires servant en Algérie, de façon à réduire la durée du séjour à deux ans, ou à une période moins longue encore. Compte tenu de la réduction de la durée du séjour en Algérie, il a été recommandé aux administrations d'examiner avec le maximum de compréhension les demandes de retour anticipé en métropole dont elles pourraient être saisies de la part de fonctionnaires détachés en application de la loi du 1^{er} août 1957, antérieurement au 1^{er} janvier 1961. Toutefois, il ne peut être donné suite à de telles demandes que si les impératifs du service ne s'y opposent pas, et si les ministères intéressés sont en mesure de remplacer nombre pour nombre les fonctionnaires mutés en métropole.

AFFAIRES CULTURELLES

13412. — M. Bernasconi demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles de lui faire connaître la suite réservée par la municipalité de Besançon à l'invitation qui a été faite de rétablir en leur état ancien 100 mètres de remparts historiques illégalement démolis. Il rappelle que cette affaire avait fait l'objet de sa part d'une question n° 10398 du 1^{er} juin 1961 à laquelle il avait été répondu le 9 septembre de la même année par l'annonce d'une intervention de la ville dans le sens indiqué ci-dessus. (Question du 13 janvier 1962.)

Réponse. — La ville de Besançon ayant fait état des frais très élevés qu'entraînerait la reconstruction de la portion de mur démolie, il est apparu, après consultation de la commission supérieure des monuments historiques, que ce mur ne présentait pas un intérêt et un caractère tels qu'une pareille dépense puisse être

imposée à la ville qui avait, par ailleurs, exposé des frs de nivellement et de présentation du terrain. L'administration des eaux et forêts a été consultée sur les plantations de cyprès et de troènes qui ont été effectuées par la ville sur l'alignement de l'ancien mur pour masquer le bâtiment du gymnase et sur les possibilités de développement de ces plantations. Quelques plantations et travaux complémentaires vont être demandés à la ville de Besançon.

AGRICULTURE

12965. — M. Mehaignerie rappelle à M. le ministre de l'agriculture que l'article 104 du décret n° 50-1225 du 21 septembre 1950 modifié autorise, dans certaines circonstances, l'assuré social agricole à effectuer des versements volontaires complémentaires de cotisations, en vue du maintien de son droit aux prestations. Cet article précise que le montant de cette cotisation volontaire journalière est égal au montant de la double contribution journalière patronale et ouvrière, telle qu'elle ressort des articles 2 et 3 du décret du 20 avril 1950. Or, l'article 2 du décret du 20 avril 1950, modifié par le décret n° 60-1480 du 30 décembre 1960, a fixé à 15,50 p. 100 le taux de la double part patronale et ouvrière (5,50 p. 100 à la charge du salarié et 10 p. 100 à la charge de l'employeur), le montant de cette cotisation étant affecté aux recettes du budget annexe des prestations sociales agricoles pour la couverture des charges techniques de l'assurance. D'autre part, les dépenses complémentaires de la caisse centrale et des caisses de mutualité sociale agricole, destinées, notamment à couvrir les dépenses d'action sanitaire et sociale, celles de la gestion administrative et du contrôle médical, sont financées, en application de l'article 1003-5 du code rural, par une cotisation fixée, dans chaque département, par les comités départementaux des prestations familiales agricoles. Le décret n° 60-1482 du 30 décembre 1960 fixant les conditions dans lesquelles sont déterminées les cotisations affectées aux dépenses complémentaires des organismes de mutualité sociale agricole, prévoit, dans son article 1^{er}, alinéa 2, que les salariés et assimilés et les membres non salariés de la famille des exploitants sont dispensés des cotisations complémentaires. Divers assurés sociaux agricoles demandant à effectuer des versements volontaires complémentaires, en application de l'article 104 du règlement d'administration publique du 21 septembre 1950, et se voyant réclamer par les caisses de mutualité sociale agricole des cotisations comprenant à la fois la part patronale, la part ouvrière et la cotisation complémentaire, il lui demande si cette façon d'opérer paraît être conforme au deuxième alinéa de l'article 1^{er} du décret n° 60-1482 du 30 décembre 1960 ci-dessus rappelé et, dans l'affirmative, dans quelles circonstances il estime alors que ledit alinéa 2 de l'article 1^{er} de ce dernier décret est susceptible de recevoir une application. (Question du 5 décembre 1961.)

Réponse. — Les dispositions de l'article 104 du décret n° 50-1225 du 21 septembre 1950 permettent au salarié momentanément inactif, en vue de maintenir son droit aux prestations de l'assurance, de verser lui-même, volontairement, la double contribution (part patronale et part ouvrière) telle qu'elle ressort des articles 2 et 3 du décret du 20 avril 1950, c'est-à-dire, exclusion faite de la cotisation complémentaire. Les salariés assurés sociaux agricoles qui usent de la faculté offerte par l'article 104 précité ne doivent donc pas se voir réclamer cette dernière cotisation.

13266. — M. Gullion expose à M. le ministre de l'agriculture les faits suivants : un exploitant agricole, antérieurement assuré volontaire à la caisse de mutualité sociale agricole de son département, et devenu depuis avril assuré obligatoire à cette même caisse, fait un séjour en clinique à la fin duquel il règle la somme de 3.068,53 NF. Il lui est remboursé par la caisse seulement 1.125,82 NF. Dans ce total, les frais de pharmacie entrent pour 96 NF — alors que le malade a déboursé 1.770 NF — dont 1.365 NF pour cinq flacons d'Improl. Aux explications demandées en ce qui concerne ce dernier remboursement, ou soi-disant tel, il a été répondu que ce traitement « devrait être compris dans le prix de journée, du fait de l'absence de convention avec la clinique ». On aurait, en outre, déclaré au plaignant que, si ce médicament avait été administré à domicile, il lui aurait été remboursé à 90 p. 100. Or, il semble évident : 1° qu'on ne peut inclure dans un prix de journée quel est, en l'occurrence, de 25,50 NF, un traitement par un médicament dont chaque flacon coûte 273 NF ; 2° qu'une thérapeutique administrée en perfusion, 24 heures sur 24, sous surveillance médicale stricte, peut difficilement être appliquée à domicile. Il lui demande si la caisse de mutualité sociale agricole applique bien l'esprit de la loi d'assurance maladie des exploitants agricoles, dont le législateur en décidant l'obligation, a voulu qu'elle soit une couverture effective des risques, et en particulier des risques importants, comme c'est le cas dans l'exemple cité. Ne pense-t-il pas qu'un remboursement dépassant à peine le tiers des frais engagés, est de nature à décourager les assurés à cette assurance et à les faire douter, soit des intentions du législateur, soit d'une application honnête de la loi par les caisses de mutualité sociale agricole. (Question du 23 décembre 1961.)

Réponse. — Les remboursements effectués par une caisse de mutualité sociale agricole à l'occasion de frais exposés par un assuré hospitalisé dans une clinique agréée ne peuvent excéder le montant du prix de journée, en régime commun, de l'établissement public de même nature le plus proche. Ce prix de journée comprend l'ensemble des frais accessoires nécessités par le séjour du malade, y

compris les frais de pharmacie. Par suite, l'assuré ne peut prétendre au remboursement des frais pharmaceutiques qu'à concurrence de la différence entre le prix de journée, tout compris, de l'hôpital public de référence et le coût journalier de l'hospitalisation en clinique, dans la mesure où ce dernier est inférieur. Si l'honorable parlementaire veut bien préciser les nom et adresse de l'intéressé dont le cas fait l'objet de sa question, une enquête pourrait être prescrite aux fins de déterminer si, en l'occurrence, les textes en vigueur ont été correctement appliqués.

ANCIENS COMBATTANTS

12936. — M. Mirguet demande à M. le ministre des anciens combattants de lui indiquer : 1° le montant total de l'indemnité versée par l'Allemagne en faveur des anciens déportés ; 2° le nombre approximatif des ayants droit qui pourraient prétendre au bénéfice de cette indemnité. (Question du 1^{er} décembre 1961.)

Réponse. — 1° L'accord signé le 15 juillet 1960 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne au sujet de l'indemnisation des ressortissants français ayant été l'objet de mesures de persécution national-socialistes, prévoit le versement par la République fédérale d'Allemagne d'une somme de 400 millions de deutsche mark en trois tranches annuelles d'un montant égal ; 2° les personnes qui pourront prétendre à cette indemnisation sont les déportés et internés résistants et politiques français victimes de persécutions national-socialistes tels qu'ils sont définis par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ou leurs ayants cause. Selon les renseignements statistiques relevés à la date du 1^{er} décembre 1961 dans le fichier mécanographique des déportés et internés de la guerre 1939-1945, tenu par l'Institut national de la statistique et des études économiques, le nombre des cartes délivrées à des déportés ou internés résistants ou politiques français ou à leurs ayants cause, s'élève à : déportés vivants ou décédés, 49.135 ; internés vivants ou décédés, 27.917. Soit au total : 77.052. Toutefois, pour l'établissement de la statistique complète, il y aura lieu de tenir compte des instances contentieuses qui seront réglées favorablement, des cartes délivrées qui n'ont pas encore été codifiées par l'Institut national de la statistique et des demandes nouvelles présentées en application du décret n° 61-1018 du 9 septembre 1961 portant levée de la torclusion pour une durée de six mois en ce qui concerne les demandes tendant à l'attribution du titre de déporté ou d'interné résistant ou politique de la guerre 1939-1945. Compte tenu de ces observations, il n'est pas possible de déterminer actuellement, avec précision, le nombre global de bénéficiaires éventuels de l'accord du 15 juillet 1960.

13073. — M. Cance expose à M. le ministre des anciens combattants que de grands invalides de guerre, résidant dans des communes souvent éloignées des villes, sont dans l'obligation de posséder une voiture automobile pour se déplacer, et notamment pour se rendre dans des établissements de soins ou à des consultations médicales et que, pour ces raisons, ils souhaiteraient bénéficier d'un dégrèvement de taxe intérieure de consommation sur l'essence. Il lui demande quelle suite il entend réserver aux doléances des intéressés. (Question du 7 décembre 1961.)

Réponse. — Les pourparlers engagés avec les ministères intéressés en vue de l'attribution d'une détaxe sur l'essence aux grands invalides de guerre utilisant une voiture automobile n'ont pu, jusqu'à ce jour, aboutir favorablement. Toutefois, les grands invalides de guerre, et d'une façon générale, les pensionnés de guerre ne pouvant se déplacer facilement, ont toujours la possibilité de faire venir leur médecin à domicile pour recevoir, au titre de l'article L. 115 du code des pensions d'invalidité et des victimes de la guerre, les soins qui leur sont nécessaires. Des indemnités sont alors réglées au praticien pour son déplacement suivant les tarifs en vigueur en matière de sécurité sociale. De plus, en application de l'article A. 17 du code précité, les frais de voyage pour soins externes peuvent être pris en charge au titre de l'article L. 115, après accord du directeur interdépartemental des anciens combattants et victimes de guerre dans le cas où l'état du pensionné nécessite son transport en ambulance ou lorsque les soins spéciaux qui lui sont prescrits ne peuvent être dispensés au centre hospitalier le plus proche et nécessitent un long déplacement.

ARMÉES

12828. — M. Malleville attire l'attention de M. le ministre des armées sur la situation des jeunes gens qui préparent, dans un lycée technique d'Etat, le concours d'entrée à l'école normale supérieure de l'enseignement technique. Il s'agit incontestablement d'études supérieures puisque, pour suivre les cours de cette classe préparatoire à une grande école, il faut soit être titulaire du baccalauréat complet avec mention, soit être titulaire d'un brevet de technicien. Or, l'autorité militaire chargée du recrutement dans la subdivision de Paris vient de décider de résilier les sursis de ces jeunes gens. Cette décision semble avoir été prise dans des conditions assez étonnantes puisque l'autorité militaire en question, saisie par les parents des jeunes gens intéressés, a reconnu ne pas avoir d'instructions particulières pour leur cas. Ces jeunes gens bénéficient de la sécurité sociale et la carte d'immatriculation constitue la preuve de la qualité d'étudiant. Il lui demande s'il compte prendre contact avec M. le ministre de l'éducation nationale, dans

les meilleurs délais, pour que soit rapidement prise la décision qui permette aux jeunes gens, dont la situation est indiquée ci-dessus, de bénéficier, dans les conditions réglementaires actuelles, du sursis d'incorporation. (Question du 28 novembre 1961.)

Réponse. — La situation des jeunes gens qui préparent le concours d'entrée à l'école normale supérieure de l'enseignement technique a été minutieusement étudiée en liaison avec le ministère de l'éducation nationale. C'est ainsi qu'après un échange de correspondance, il a été établi que la préparation à ce concours s'effectuait principalement dans les établissements suivants qui possèdent une section préparatoire spéciale : la section de lycée technique d'Etat annexée à l'école normale supérieure de l'enseignement technique, à Cachan ; le lycée technique d'Armentières ; le lycée technique d'Etat à Lyon ; le lycée technique d'Etat à Reims ; le lycée Faidherbe à Lille ; l'école nationale des arts et industries textiles de Roubaix ; le lycée Lakanal à Sceaux ; l'école normale nationale d'apprentissage de Toulouse ; l'école des arts appliqués rue Dupetit-Thouars, à Paris. Les jeunes gens élèves de ces sections susceptibles d'être appelés sous les drapeaux en janvier 1962, ont fait l'objet d'une reconduction de sursis à titre conservatoire en attendant que le principe du renouvellement des sursis de tous les élèves des sections précitées soit mis au point par la commission mixte armée-éducation nationale. Cette étude est actuellement en cours.

13376. — M. Malleville demande à M. le ministre des armées si, à l'instar de la réglementation d'octobre 1959, qui a décidé d'attribuer la croix de chevalier de la Légion d'honneur aux anciens combattants de la guerre 1914-1918, réunissant un certain nombre de titres, il ne serait pas opportun d'envisager au profit d'anciens combattants qui ne réunissent pas tous les titres exigés par le décret précité, mais qui peuvent justifier de leur présence au front d'une façon ininterrompue, du 2 août 1914 au 11 novembre 1918 et qui possèdent au moins une citation, l'attribution de la médaille militaire. (Question du 6 janvier 1962.)

Réponse. — La réglementation en vigueur définie dans le cadre des dispositions du décret n° 60-427 du 5 mai 1960 (Journal officiel du 6 mai 1960) fixant les contingents de médailles militaires destinés aux personnels n'appartenant pas à l'armée active prévoit l'établissement de propositions pour cette distinction en faveur des anciens combattants de la guerre 1914-1918 qui : ou bien ont une invalidité d'au moins 50 p. 100 résultant de blessures de guerre ; ou bien sont titulaires de deux titres de guerre. Les anciens combattants de 1914-1918 peuvent en outre, être proposés s'ils ont obtenu une citation à l'ordre de l'armée. Ces dispositions permettent d'attribuer la médaille militaire à de nombreux anciens combattants de 1914-1918, dont plusieurs milliers sont décorés chaque année.

13422. — M. Volquin demande à M. le ministre des armées si, au moment où les forces de maintien de l'ordre et de police semblent manquer, aussi bien en Afrique du Nord qu'en métropole et, au moment où la province est souvent dégarnie au profit de la capitale ou de quelques gros centres urbains, il ne lui paraît pas souhaitable et nécessaire de remédier au déficit important d'effectifs existant dans la gendarmerie départementale et de combler ainsi les nombreuses vacances existantes actuellement en attendant un renforcement ultérieur de cette gendarmerie. (Question du 13 janvier 1962.)

Réponse. — Le problème des effectifs de la gendarmerie départementale n'a pas échappé à l'attention du ministre des armées qui a notamment déclaré au Parlement, lors des débats sur la loi de finances pour 1962 : « Il ne me paraît pas possible dans un avenir proche, c'est-à-dire dans le courant de l'année 1962, d'augmenter les effectifs théoriques des gendarmeries ; mais ce qui me paraît possible et ce à quoi nous commençons à nous employer, c'est de compléter les brigades, tout au moins un certain nombre d'entre elles, à leur effectif théorique... ; ce complément pouvant être réalisé par la création d'un tableau d'effectifs au profit des écoles de gendarmerie qui n'ont pas ce tableau présentement et qui sont obligées de prélever leur effectif sur ceux des brigades ou des escadrons ». La réalisation de ce tableau d'effectifs des écoles, envisagée pour 1962, permettra cependant de pallier dans une certaine mesure le déficit existant dans la gendarmerie départementale par un apport de 2.000 officiers et sous-officiers. L'effort sera poursuivi au cours des années ultérieures, en vue de mettre le personnel de la gendarmerie en mesure d'assurer ses missions dans les meilleures conditions.

13513. — M. de Pierrebourg expose à M. le ministre des armées que la circulaire ministérielle n° 2929 D. P. M. A. A./D. D. du 16 juin 1961, fixant les conditions des propositions pour la croix de chevalier de la Légion d'honneur en faveur des officiers de réserve, prévoit, en dehors du nombre d'annuités : 1° un titre de guerre ou de résistance ; 2° blessure de guerre ; 3° citation avec Croix de guerre ; 4° croix du Combattant volontaire ; 5° médaille de la Résistance ; 6° médaille des Evadés. Or, le fait pour un combattant de n'avoir pas été blessé, surtout quand il a fait sans désemparer un assez long séjour dans les premières lignes, notamment dans des secteurs tels que Souchez, Bois-en-H., Verdun (juin et octobre 1916), Argonne, Chemin-des-Dames, etc., est un hasard providentiel et ne fait qu'augmenter son mérite. Il lui demande s'il ne serait pas possible et équitable de tenir compte : a) du fait d'avoir

été sous les armes pendant toute la première guerre, et jusqu'à l'armistice pendant la deuxième, et ce, parmi les combattants; b) du fait aussi d'avoir été proposé en 1935, pour tenir compte de l'assiduité aux séances de l'E. P. O. R., en conformité avec les promesses d'un tour de faveur à ce sujet faites par les ministres d'alors et les chefs d'unité, proposition non solutionnée, malgré l'assiduité continuée jusqu'en 1939, et qui a valu un témoignage de satisfaction du ministre. Le tout appuyé en tant que résistant par une aide efficace aux F. F. I. (argent, essence, accueil en cachette) et aux personnes juives (dissimulation de leur personne et de leur mobilier) malgré les risques d'arrestation encourus. (Question du 20 janvier 1962.)

Réponse. — La réglementation en vigueur exige des officiers de réserve de l'armée de l'air, candidats au grade de chevalier de la Légion d'honneur, qu'ils soient titulaires d'un titre de guerre (blessure de guerre, citation avec Croix de guerre, croix du Combattant volontaire, médaille de la Résistance, médaille des Evadés) et réunissent un minimum d'annuités. La même réglementation permet en outre des propositions en faveur des cadres des réserves qui, outre le minimum d'annuités visé ci-dessus, ont rendu ou rendent des services au sens de la loi n° 55-1180 du 22 novembre 1956. Pour tous les personnels proposés dans les conditions précédentes, les services actifs et les campagnes dont fait mention d'honorable parlementaire sont pris en compte lors de l'examen des candidatures.

13623. — M. Portolano rappelle à M. le ministre des armées que le vendredi 19 janvier 1962, à Bône, un officier a tiré sur de jeunes colliers d'affiches de seize et quatorze ans en tuant un et blessant grièvement un autre. Il lui rappelle également qu'il y a un peu plus d'un an, dans la même ville, la troupe avait tiré sur quelques dizaines de collégiens cernés par elle et chantant la Marseillaise et avait tué deux d'entre eux. Il lui demande: 1° si l'officier auteur des coups de feu du 19 janvier 1962 s'est livré à ces actes en exécution d'ordres qui lui ont été donnés ou si, comme il convient de l'espérer, ce dernier a agi de sa propre autorité; 2° si, compte tenu de ces faits et outre les poursuites judiciaires qui s'imposent, il ne croit pas pour le moins opportun de rappeler aux forces qui sont sous ses ordres que le meurtre de nos enfants ne constitue pas la nouvelle mission de l'armée française. (Question du 27 janvier 1962.)

Réponse. — 1° Une information judiciaire a été ouverte à la suite du décès auquel fait allusion l'honorable parlementaire; 2° l'armée a pour mission de maintenir l'ordre en Algérie.

COMMERCE INTERIEUR

13437. — M. Clamens appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat au commerce intérieur sur la situation paradoxale créée par l'application de l'arrêté n° 24588 du 9 novembre 1961, modifié par l'arrêté n° 24606 du 24 novembre 1961, sur le prix de vente de la chaussure, situation qui risque de jeter le discrédit sur certains industriels et commerçants honnêtes, et même, dans certains cas, de désorganiser des affaires qui, soucieuses de raccourcir les circuits de distribution, se trouveront, pour ainsi dire, négligées par des concurrents opposés à cette réduction. En effet, l'exécution du paragraphe 2 de l'arrêté — calcul du prix maximum de vente au consommateur par le fabricant — a pour résultat de priver brutalement certains industriels d'une quantité importante de leurs ordres en carnet, cependant que ces ordres ne sont point perdus pour les clients grossistes habituels, puisqu'ils sont repris par leurs collègues appliquant apparemment des remises plus importantes. Le prix maximum de vente des chaussures de fabrication française, toutes taxes comprises, tel qu'il est défini à l'article 1° de l'arrêté, et tel qu'il devra figurer à la fois sur les factures de vente des chaussures considérées et sur la chaussure gauche de chaque paire avant sortie de la fabrique pour le circuit de distribution, résulte de l'application du taux limite de marque brute de 33,33 p. 100 (multiplicateur 1,50) au prix de vente sortie fabrique, toutes taxes comprises, des dites chaussures, majoré forfaitairement de 0,40 nouveau franc pour frais d'approche (fabrique, magasin de vente). Le prix de vente sortie fabrique, toutes taxes comprises, visé ci-dessus s'entend du prix de base sortie usine, toutes taxes comprises, remises ou ristournes par quantités ou saisonnières habituellement consenties, et escompte pour paiement comptant, non déduits. Il est anormal que le prix pilote retenu seul comme base de calcul du prix maximum (pour, dans l'esprit du législateur, éviter des disparités de prix maximum au consommateur) favorise seulement quelques entreprises de production et de négoce au détriment du consommateur. Il lui demande s'il n'est pas possible de modifier les dispositions mises en vigueur en s'inspirant des remarques qui précèdent pour aboutir à des prescriptions plus équitables, c'est-à-dire, ne lésant pas gravement les intérêts des uns au profit de certains autres. (Question du 13 janvier 1962.)

Réponse. — Le problème des remises accordées par certains fabricants de chaussures aux distributeurs de ces articles fait actuellement l'objet, dans toute la France, d'une enquête d'information. Pour éviter les disparités de régimes signalées par l'honorable parlementaire, des dispositions particulières pourraient être envisagées dans ce domaine, compte tenu des résultats de l'étude comparative des situations résultant de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation applicable à la vente des chaussures.

CONSTRUCTION

13027. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre de la construction que des milliers de souscripteurs éprouvent de vives inquiétudes sur la suite de leurs litiges avec une société immobilière du fait du dépôt de bilan d'une de ses filiales. Des centaines d'autres sont menacés d'être spoliés. Il lui demande: 1° quelles dispositions il a prises pour sauvegarder le patrimoine des souscripteurs et empêcher le promoteur de réaliser ses actifs; 2° si des mesures conservatoires ont été prises et lesquelles. (Question du 6 décembre 1961.)

Réponse. — Seule l'autorité judiciaire saisie des litiges nés entre la société dont il s'agit et plusieurs groupes de souscripteurs de ses programmes de logements sera qualifiée pour prendre, à la requête des intéressés, des mesures tendant à leur garantir l'attribution en jouissance ou en propriété des logements respectivement souscrits. Le promoteur de la société s'est engagé à faire délivrer très prochainement aux souscripteurs des logements terminés, par actes notariés, soit un titre de propriété, qui deviendra opposable aux tiers dès inscription de la mutation au fichier immobilier, soit les parts de sociétés à la détention desquelles est attaché le droit à la jouissance des logements souscrits. Par contre, l'autorité administrative ne possède pas de moyens lui permettant d'empêcher la société anonyme dont il s'agit, ses filiales et leurs dirigeants, de réaliser une partie de leurs biens propres, distincts du patrimoine des sociétés de construction constituées pour la réalisation de chacun de leurs programmes.

13428. — M. Palméro expose à M. le ministre de la construction que plusieurs sinistrés reçoivent actuellement des notifications d'annulation de dommages de guerre avec obligation de reversement et cela après de longs délais, alors même que la situation sociale des intéressés a évolué au point tel que certains ne sont plus en mesure d'assurer ces remboursements et que certains sont décédés. Il lui demande quelles mesures sont prises en de tels cas. (Question du 13 janvier 1962.)

Réponse. — La loi n° 46-2389 du 23 octobre 1946 a prévu que les indemnités dues aux sinistrés devaient être fixées en appliquant, à la constatation des dommages, des prix figurant à des bordereaux ou barèmes homologués. Cependant, l'article 42 de ce même texte permettait de procéder à des règlements provisoires sans attendre l'homologation d'instruments de calcul dont l'élaboration exigeait forcément des délais et la détermination de certaines règles d'évaluation qui ne pouvaient être dégagées que par la jurisprudence. Les trop-perçus sur les indemnités ont essentiellement pour origine le très large usage que l'administration a fait de cette possibilité, le plus souvent d'ailleurs à la demande des sinistrés et de leurs représentants: il importait en effet de mettre rapidement à la disposition des sinistrés les moyens de commencer la reconstitution de leurs biens. Il est bien évident que l'administration devait, ainsi que l'a prescrit la loi du 28 octobre 1946, substituer aux évaluations provisoires des évaluations définitives en faisant application d'instruments de calcul homologués après avis de commissions dans lesquelles la profession était largement représentée et en tenant compte des enseignements dégagés d'une jurisprudence constante selon laquelle notamment les reconstitutions doivent être prises en considération selon l'ordre chronologique de leur réalisation. Dans tous les cas où il apparaît que la décision définitive est inférieure aux sommes versées sur la base d'une décision provisoire, il est impossible de renoncer à constater le trop-perçu et à en demander le remboursement, même si le sinistré a employé les sommes en excédent, à la reconstitution de son bien. Il s'agit là du problème du recouvrement des créances de l'Etat qui n'est pas de la compétence du ministère de la construction. Toutefois, l'administration, soucieuse d'atténuer à l'égard des sinistrés de bonne foi et de leurs éventuels ayants droit après décès, qui succèdent non seulement aux droits, mais également aux obligations de leurs auteurs, les inconvénients résultant de la mise en recouvrement des trop-perçus, a pris un certain nombre de dispositions particulières dont les modalités sont analysées ci-dessous. En premier lieu, les services recherchent, avant toute mise en demeure de reverser, si le redevable est créancier de l'Etat au titre d'un autre dossier de dommages de guerre afin de précompter la somme perçue à tort. Lorsque la régularisation ne peut être effectuée par la mesure de compensation ci-dessus décrite, le sinistré a la possibilité de solliciter l'octroi d'une avance remboursable dans les conditions fixées par le décret n° 55-112 du 20 janvier 1955, ce qui permet de se libérer par annuités dans un délai qui peut atteindre cinq ou dix ans selon la nature du bien reconstitué. Lorsque les sinistrés ou leurs ayants droit ne peuvent ou ne veulent bénéficier de ces mesures, il doit être procédé à leur rencontre à l'émission de titres de perception dont le recouvrement incombe aux services du ministère des finances et des affaires économiques. Les sinistrés peuvent alors, s'ils détiennent des titres de la caisse autonome de la reconstruction qui leur ont été délivrés en règlement d'une autre indemnité de dommages de guerre, se libérer de leur dette en remettant ces titres au trésorier-payeur général chargé du recouvrement du trop-perçu. Les sinistrés peuvent, en outre, solliciter du même comptable supérieur, des délais de remboursement ou la remise gracieuse, totale ou partielle, de leur dette. Enfin, selon l'article 60 de la loi n° 61-1396 du 21 décembre 1961 portant modification de l'article 42 ter de la loi du 28 octobre 1946, la différence entre les sommes perçues par les sinistrés et le montant de la décision définitive ne donne pas lieu à répétition lorsqu'elle est égale ou inférieure à 1.000 nouveaux francs. Lorsque cette différence excède 1.000 nouveaux francs, la

remise gracieuse pourra être consentie par décision conjointe du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de la construction, après avis d'une commission qui comprendra notamment des membres du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes et des magistrats de l'ordre judiciaire et dont la composition et les règles de fonctionnement seront fixées par décret.

13517. — M. Laurent rappelle à M. le ministre de la construction que l'article 60 de la loi de finances pour 1962 prévoit que les trop-perçus de dommages de guerre inférieurs à 1.000 NF ne seront pas mis en recouvrement. Il lui demande si cette mesure s'applique aux remboursements déjà réclamés et inférieurs à 1.000 NF. (Question du 20 janvier 1962.)

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que des instructions ont été adressées aux trésoriers-payeurs généraux et aux directeurs départementaux de la construction afin que les sommes trop perçues sur indemnités de dommage de guerre ne soient pas mises en recouvrement lorsqu'elles n'excèdent pas 1.000 NF, et que le recouvrement de ces sommes ne soit pas poursuivi au cas où elles auraient été mises en recouvrement antérieurement à la publication de la loi n° 61-1396 du 21 décembre 1961.

EDUCATION NATIONALE

13387. — M. Mainguy expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, depuis quelque temps, il a été procédé dans différentes facultés de médecine, à des essais d'examens selon la méthode du choix multiple. Il lui demande si cette méthode, qui serait, paraît-il, l'objet de critiques dans son pays d'origine, a donné satisfaction à ses promoteurs et s'il est envisagé de la généraliser. (Question du 6 janvier 1962.)

Réponse. — La méthode des examens par questions à choix multiple a été utilisée en 1961 dans quelques facultés de médecine ayant demandé à organiser cette expérience pour certains examens. Dans l'ensemble, les résultats ont été satisfaisants, mais il n'est pas encore possible de porter un jugement définitif sur la valeur de ce nouveau système d'examens. L'expérience sera poursuivie en 1962. Il n'est nullement envisagé de rendre obligatoire la méthode des examens par questions à choix multiple, qui pourra être adoptée librement par les facultés ou écoles, mais ne leur sera pas imposée.

13522. — M. Chazelle appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation défavorisée dans laquelle se trouvent les maîtres auxiliaires de l'enseignement technique, en raison d'une part, de leur classement indiciaire en catégorie D, d'autre part, de l'insécurité de leur emploi, le statut de cette catégorie de personnel stipulant qu'ils ne sont employés qu'à titre précaire et qu'ils peuvent être licenciés sans préavis même en cours d'année scolaire. Il s'agit cependant de maîtres compétents qui ont rendu de grands services à l'enseignement technique et qui doivent en rendre davantage encore pendant quelques années par suite de l'insuffisance des effectifs du personnel enseignant et de la grave crise de recrutement de ce personnel. Il lui demande si pour améliorer la situation des maîtres auxiliaires de l'enseignement technique, il ne pourrait être envisagé des dispositions exceptionnelles adaptées aux circonstances actuelles, qui permettraient aux intéressés de pouvoir : 1° être classés dans l'une des catégories A, B, ou C de la fonction publique ; 2° être titularisés à la suite d'un stage probatoire de quatre ou cinq années d'exercices. (Question du 20 janvier 1962.)

Réponse. — Les maîtres auxiliaires figurent au nombre des personnels bénéficiaires du plan de revalorisation de la fonction enseignante arrêté par le Gouvernement au cours de l'année 1961. C'est ainsi que vont leur être applicables des mesures analogues à celles qui ont déjà été prises en faveur des personnels titulaires : accélération des rythmes d'avancement et relèvement indiciaire. Il est permis d'espérer que les projets de textes réglementaires destinés à traduire ces mesures, qui viennent de faire l'objet d'une dernière mise au point avec les départements ministériels intéressés, pourront être publiés à bref délai. Comme toutes les mesures de revalorisation de la fonction enseignante, les dispositions de ces textes, qui constituent une amélioration sensible de la situation des maîtres auxiliaires, auront effet du 1^{er} mai 1961.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

12734. — M. Hostache expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, par décision insérée au B. O. C. D. de 1960, deuxième partie, 801, et prise en application de l'article 168 du code général des impôts, la valeur locative des châteaux classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques doit être fixée à celle arrêtée lors de la dernière révision de l'évaluation des propriétés bâties ; les mêmes dispositions ne semblent pas avoir été adoptées en ce qui concerne l'application de l'article 180 du code général des impôts relatifs à la taxation d'après les dépenses ostensibles et notaires, malgré l'analogie marquée de ces deux modes d'appréciation. Il en résulte que, pour un château classé ou non classé, la base de taxation se trouve fort différente, selon qu'on s'appuie sur l'un ou l'autre des deux articles précités, et fréquemment les inspecteurs des contributions, en l'absence de pré-

cisions catégoriques, peuvent renoncer aux dispositions de l'article 168 en faveur de celles de l'article 180, infiniment moins avantageuses pour le contribuable. Cette appréciation annule les intentions bienveillantes qui ont présidé à la rédaction de l'article 168, dont le but était de sauvegarder le patrimoine national. Il lui demande s'il n'entre pas dans ses intentions de donner des instructions à ses services compétents pour étendre les avantages prévus par l'article 168 à l'article 180. (Question du 21 novembre 1961.)

Réponse. — Il est effectivement admis que la valeur locative des châteaux ayant un caractère historique ou artistique particulier et qui, classés ou non, font partie à ce titre du patrimoine national, peut être fixée, pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, à celle arrêtée lors de la dernière révision des évaluations des propriétés bâties. Cette solution doit, en principe, être retenue pour l'application, non seulement des dispositions de l'article 168 du code général des impôts, mais également de celles de l'article 180 du même code relatives à la taxation d'office des redevables d'après leurs dépenses personnelles ostensibles et notaires, ainsi que le suggère l'honorable parlementaire.

INDUSTRIE

13109. — M. Ulrich signale à M. le ministre de l'industrie qu'un service local de l'Electricité de France, exploitant d'une régie municipale de distribution d'eau courante, a décidé la suppression pendant toute la semaine du service de l'eau aux particuliers, au profit d'une brasserie servie en priorité, l'eau n'étant fournie aux particuliers que pendant les heures de nuit et du dimanche. En raison de cette décision, les particuliers de tout un quartier de la localité sont privés pendant la semaine, et ceci depuis plusieurs années, de la possibilité d'utiliser les installations sanitaires (bains, toilettes, chasses d'eau) et certains appareils de chauffage. Pour protester contre cette situation ces particuliers ont refusé de payer les quittances d'eau ; l'Electricité de France leur a notifié par lettre recommandée que l'eau serait coupée, ce qui risque d'entraîner des catastrophes en cas d'incendie toujours possible. Il lui demande s'il existe des dispositions qui autorisent l'Electricité de France simple exploitant d'une régie municipale, à recourir à de semblables procédés et à couper l'eau aux usagers. (Question du 8 décembre 1961.)

Réponse. — Le réseau de distribution d'eau de la ville de Saverne est effectivement insuffisant pour répondre aux besoins des usagers et plus particulièrement dans certains quartiers de la ville. Le centre de distribution mixte Electricité de France-Gaz de France de Sélestat, qui est chargé de l'exploitation de cette distribution d'eau, a soumis un projet de renforcement des ouvrages à la commune de Saverne à laquelle incombe, en vertu du règlement de la régie, la charge de l'entretien et de la réfection du réseau. Ce projet vient d'être accepté par la municipalité qui a passé commande des travaux ; ceux-ci seront exécutés au cours de l'année 1962 et de nombreuses améliorations de la distribution d'eau seront très certainement réalisées dès avant l'été prochain.

13168. — M. Ziller demande à M. le ministre de l'industrie pour quelles raisons, en application de la loi de la mise en retraite anticipée dans les houillères du bassin des Cévennes, certains pères de famille avec des enfants à charge ont été mis à la retraite alors que par contre, des mineurs ayant plus de trente ans de services, sans charge de famille, peuvent continuer à travailler. (Question du 12 décembre 1961.)

Réponse. — Les mesures visées par l'honorable parlementaire ont été prises en vertu du décret n° 60-717 du 23 juillet 1960, qui a modifié temporairement l'âge limite de maintien en activité fixé par le décret n° 54-51 du 16 janvier 1954. La notion même d'âge limite implique la possibilité de maintenir un agent en activité au-delà de cet âge, par accord entre l'intéressé et l'employeur, notamment dans l'intérêt du service comme le prévoit expressément l'article 3 du décret du 16 janvier 1954. Dans cet esprit, les houillères ont également pris en considération certains critères d'âge et de situation de famille ; en particulier, elles n'ont mis à la retraite aucun père de famille ayant trois enfants à charge, apportant ainsi un certain nombre d'assouplissements dans l'application du décret du 23 juillet 1960. La date limite d'application de ce décret ayant été fixée au 30 juin 1961, il est inévitable qu'un certain nombre d'agents, ayant dépassé depuis lors l'âge limite de maintien en activité fixé par le décret du 23 juillet 1960, se trouvent encore en activité. Mais cette circonstance ne fait que traduire un retour aux conditions normales de mise à la retraite auxquelles le décret susvisé n'avait dérogé que temporairement.

13338. — M. Vaschetti, se référant à la réponse faite le 29 juillet 1961 à sa question écrite n° 10518, demande à M. le ministre de l'industrie : 1° de préciser les titres des rédacteurs de l'administration centrale du ministère de la production industrielle qui ont été recrutés sur titres, et en vertu de quels textes ce recrutement a été effectué ; 2° d'indiquer en précisant éventuellement leur nombre par corps, si des agents ont été promus au titre de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 et du décret n° 45-102 du 19 décembre 1945 pris pour son application, dans les corps ci-après : a) rédacteurs ; b) secrétaires d'administration ; c) agents supérieurs ; 3° dans l'affirmative, de faire connaître si ledit reclassement a été opéré à la suite d'un succès à un concours ouvert postérieurement à la

période de l'empêchement subi par les intéressés ; 4° de préciser si des auxiliaires temporaires et contractuels ont été titularisés au titre des textes précités ; 5° d'indiquer, éventuellement, en précisant leur nombre par corps, si des agents ont été titularisés ou promus en vertu de l'ordonnance « Jeanneney » du 22 février 1945. (Question du 30 décembre 1961.)

Réponse. — 1° a) Nomination de 46 rédacteurs à l'administration centrale au titre des lois des 30 avril 1941 (art. 6) et 21 août 1941 modifiées relatives à l'organisation du secrétariat d'Etat à la production industrielle ; b) nomination de 4 rédacteurs à l'administration centrale du secrétariat d'Etat à la production industrielle au titre de la loi du 9 mai 1944, relative à l'organisation du secrétariat d'Etat à la production industrielle et du décret du 9 mai 1944 portant règlement d'administration publique relatif aux cadres et effectifs des personnels et établissements relevant du secrétariat d'Etat à la production industrielle (art. 31) ; c) nomination de 32 rédacteurs à l'administration centrale du ministère de la production industrielle au titre de l'ordonnance du 22 février 1945 autorisant à titre exceptionnel, des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement des fonctionnaires. Au total, 82 rédacteurs ont ainsi été recrutés sur titres en vertu des textes législatifs et réglementaires précités. Ces nominations comportaient des agents titulaires des diplômes suivants : neuf doctorat en droit, cinq diplôme d'études supérieures de droit, trente-trois licence en droit, sept licence es lettres, deux licence es sciences, un diplôme de l'école des sciences politiques, six baccalaurat, trois brevet supérieur, trois brevet élémentaire ; 2° a) rédacteurs ; b) secrétaires d'administration ; c) agents supérieurs. Aucune promotion dans les corps ci-dessus énumérés n'est intervenue en application de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 et du décret n° 45-102 portant règlement d'administration publique pour l'application au ministère de la production industrielle de ladite ordonnance ; 3° et 4° Etant donné la réponse incluse sous le 2°, les questions exposées sous les troisième et quatrième points se trouvant être devenues sans objet ; 5° en vertu de l'ordonnance du 22 février 1945, les nominations et promotions figurant au tableau ci-dessous ont été prononcées :

CORPS DES EMPLOIS	NOMINATIONS	PROMOTIONS	TOTAUX
Chef de bureau.....	"	2	2
Sous-chef de bureau.....	"	4	4
Rédacteurs (I).....	32	"	32
Ingénieurs des mines.....	18	7	25
Ingénieurs T. P. E. (mines).....	25	4	29
Adjoints techniques des mines.....	17	"	17
Totaux.....	92	17	109

(1) Tous les rédacteurs recrutés au titre de cette ordonnance ont été intégrés dans le corps provisoire des agents supérieurs à compter du 1^{er} janvier 1946.

13460. — M. Le Guen appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie sur l'importance que revêt la formation professionnelle dans l'artisanat. Il lui rappelle que plus de 150.000 apprentis sont formés chaque année par les artisans et qu'il serait souhaitable qu'à l'instar de ce qui est fait pour les centres d'apprentissage, l'enseignement professionnel donné au sein de l'entreprise artisanale, soit considéré comme une véritable scolarité et que les avantages sociaux accordés aux élèves de l'enseignement technique soient également attribués aux apprentis formés dans l'entreprise artisanale. Il lui demande s'il n'est pas possible notamment d'obtenir que : 1° les maîtres d'apprentissage soient exonérés des cotisations dues aux caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales sur les salaires versés à leurs apprentis ; 2° les mêmes exonérations soient étendues au versement forfaitaire de 5 p. 100 sur les rémunérations perçues par les apprentis, lesquelles ne devraient pas être assimilées à un salaire ; 3° les primes et bourses soient accordées systématiquement aux apprentis. (Question du 13 janvier 1962.)

Réponse. — Les suggestions de l'honorable parlementaire retiennent toute l'attention du ministère de l'industrie, qui est entièrement d'accord pour l'adoption de mesures tendant à encourager et à développer l'apprentissage dans l'artisanat. Il y a lieu toutefois d'observer que l'exonération des cotisations de sécurité sociale est du domaine de M. le ministre du travail et que l'exonération du versement forfaitaire de 5 p. 100 relève de M. le ministre des finances et des affaires économiques. Enfin, les primes et les bourses sont accordées aux apprentis par M. le ministre de l'éducation nationale.

INFORMATION

13785. — M. Jean-Albert-Sorai demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'information, s'il est exact que sous sa haute autorité, se soit constitué un syndicat national des conseillers en relations publiques, lequel aurait récemment procédé à l'attribution d'un certain nombre de cartes profession-

nelles, et dans l'affirmative en vertu de quels textes et sous quelle forme s'est organisée ladite profession, quelle valeur doit être attribuée à la carte et quelles prérogatives les titulaires sont en droit de tirer de sa possession. (Question du 3 février 1962.)

Réponse. — Aucun texte particulier n'est venu organiser la profession de conseil en relations publiques. Certaines personnes exerçant cette activité ont constitué un syndicat, conformément aux dispositions du code du travail et, comme il est d'usage, ce syndicat a délivré des cartes à ses adhérents. La remise d'un certain nombre de ces cartes, au cours d'une brève cérémonie qui s'est déroulée le 22 janvier au ministère de l'information ne peut avoir la signification que lui prête l'honorable parlementaire. Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'information a seulement entendu témoigner ainsi de l'intérêt qu'il porte au développement de cette activité professionnelle.

INTERIEUR

12993. — M. Baylot signale à M. le ministre de l'Intérieur que les Français expulsés d'Algérie par mesure de police et astreints à résider en France doivent signer hebdomadairement dans un commissariat, une feuille de présence. Or, cette formalité n'était jusqu'à présent imposée qu'aux repris de justice condamnés à de lourdes peines. Il lui demande si ces Français expulsés, compte tenu du mobile, indiscutablement patriotique et national, ne pourraient pas être dispensés de signature, les commissariats s'en tenant à l'apposition d'un timbre sur le carnet *ad hoc*. (Question du 5 décembre 1961.)

Réponse. — Toute personne assignée à résidence à domicile par arrêté ministériel pris en application de la décision du 24 avril 1961 a l'obligation de se présenter périodiquement à l'autorité de police ou de gendarmerie de son domicile pour faire connaître sa présence. Un visa est apposé à l'occasion de ce contrôle par l'autorité de police (commissaire de police ou commandant de brigade de gendarmerie) sur le carnet dont est titulaire l'assigné à résidence, carnet qui est différent du carnet anthropométrique dont sont dotés les interdits de séjour. Aucune signature n'est demandée au titulaire du carnet.

13040. — M. Van der Meersch expose à M. le ministre de l'Intérieur qu'un fonctionnaire de la sûreté nationale affecté à la C. R. S. n° 199 à Sétif (Algérie) et qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite avec pension d'ancienneté à jouissance immédiate par arrêté SN/PER/PE n° CO 443 du 23 décembre 1959, n'a encore perçu à ce jour qu'une modeste avance sur « retraite proportionnelle ». Considérant que la question du décompte des services militaires est réglée depuis mai 1960 et que rien ne s'oppose à la délivrance du brevet définitif, il demande quelles mesures seront prises pour que ce fonctionnaire bénéficie rapidement de la totalité de sa retraite. (Question du 6 décembre 1961.)

Réponse. — L'affaire évoquée par l'honorable parlementaire a présenté de sérieuses difficultés de règlement tenant aux conditions d'application au fonctionnaire intéressé du texte spécial qu'il invoquait pour solliciter son admission à la retraite. Le ministre des finances et des affaires économiques vient de faire savoir qu'après un nouvel examen du cas particulier, il lui avait paru possible d'accepter la liquidation de la pension dans les conditions prévues.

13156. — M. Rousseau expose à M. le ministre de l'Intérieur que, en vertu du décret n° 49-869 du 4 juillet 1949 portant réorganisation de certains cadres d'agents de préfecture et du décret n° 49-870 du 4 juillet 1949 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier des corps des attachés de préfecture, sauf 500 à 600 environ, le pourcentage d'intégration a été variable suivant les préfectures, allant de 40 à 50 p. 100 à 90 et 100 p. 100. L'action syndicale a permis ultérieurement la création d'un cadre d'agents administratifs supérieurs avec rétroactivité administrative totale, mais non pécuniaire. En effet, il existe une différence de traitement de 300 nouveaux francs par mois pour des agents remplissant des fonctions identiques. En fin de carrière, les agents administratifs supérieurs, classés dans le cadre B, sont à l'indice 390 tandis que les attachés de préfecture, classés dans le cadre A, sont à l'indice 455. Enfin le cadre A peut prétendre à la retraite à cinquante-cinq ans en bénéficiant de cinq années de bonification, le cadre B ne le peut pas. Ainsi, un certain nombre d'agents administratifs parfaitement notés, dont le nombre n'excède pas à l'heure actuelle le chiffre de 300, dont 6 à la préfecture de la Dordogne, sont lourdement pénalisés, alors que dans les autres administrations, tous les fonctionnaires occupant les postes qui ont été transformés ont été intégrés dans les nouveaux grades. Il lui demande s'il n'envisage pas le reclassement de ces agents qui ont la pénible impression d'avoir été victimes d'une grave injustice et, de ce fait, totalement découragés. (Question du 12 décembre 1961.)

Réponse. — Depuis 1949, différentes mesures ont été proposées par le ministère de l'Intérieur en vue de l'amélioration de la situation des personnels non intégrés des préfectures. Pour tenir compte des aménagements de carrière envisagés en faveur des fonctionnaires des préfectures des catégories A et B, un relèvement de leurs indices a été également proposé en faveur des chefs de bureau et des agents administratifs supérieurs. En ce qui concerne l'admission à la retraite des fonctionnaires dont il s'agit, l'honorable parlementaire fait certainement allusion aux dispositions de l'article 8 de la loi

du 4 août 1956, aux termes duquel les fonctionnaires de catégorie A peuvent, sur leur demande, être admis à faire valoir leurs droits à pension s'ils satisfont, à la date de radiation des cadres, à la condition de durée de services pour bénéficier d'une pension d'ancienneté, et si leur âge n'est pas inférieur de plus de cinq ans à l'âge minimum requis pour l'attribution d'une telle retraite. Toutefois, la durée d'application des dispositions du texte précité a été limitée à cinq ans, de sorte que les demandes de mise à la retraite anticipée des fonctionnaires en cause ne sont plus recevables depuis le 7 août 1961.

13193. — M. Michel Sy expose à M. le ministre de l'Intérieur que près de trois cents policiers exerçant ou ayant exercé en Algérie, ont été rayés des cadres ou mis en congé spécial à la suite d'une décision présidentielle du 8 juin 1961 : le *Journal officiel* a publié la liste des policiers frappés par ces mesures et à l'égard desquels on ne pouvait retenir aucune faute professionnelle mais seulement leur dévouement au maintien de l'intégralité du territoire et leur attachement à la cause de l'Algérie française. Il lui demande : 1° si les publications de pareilles listes ne pourraient avoir pour effet de dresser de véritables listes de « suspects » désignés ainsi aux yeux de F. L. N., quelles mesures compte prendre l'administration pour garantir à ces policiers dont beaucoup sont rentrés dans les départements métropolitains, leur sécurité personnelle, celle de leur famille ou de leur domicile, envers les agents du F. L. N. dont l'action risque d'être ainsi orientée et facilitée. (*Question du 14 décembre 1961.*)

Réponse. — Les noms des fonctionnaires de police mis en congé spécial en application de la décision présidentielle du 8 juin 1961 ont été publiés en septembre dernier au *Journal officiel*, en application des règles normales d'administration de ces fonctionnaires.

13466. — M. Ernest Denis rappelle à M. le ministre de l'Intérieur que par arrêté du 8 septembre 1961, en application de la décision du 8 juin 1961, ont été radiés des cadres de la sûreté nationale en Algérie un certain nombre de fonctionnaires, l'arrêt en question ne contenant aucun motif et ayant été pris sans que les intéressés aient été en mesure de s'expliquer sur les griefs retenus contre eux sans qu'un dossier à charge leur ait été préalablement communiqué et sans que la commission paritaire ait été consultée. Ces fonctionnaires ignorent donc les raisons pour lesquelles il a cru devoir prendre contre eux une mesure aussi grave qui compromet d'une manière définitive le déroulement de leur carrière. Ils estiment que rien dans leur comportement ne permet d'affirmer que, lors des événements d'Algérie, ils n'aient pas fait preuve du loyalisme que le Gouvernement était en droit d'attendre des fonctionnaires de police. Il en ressort que les droits de la défense ont été méconnus et que les prescriptions de l'ordonnance du 4 février 1959 et de la loi du 28 septembre 1948 relatives à la communication préalable du dossier et à la consultation de la commission paritaire, prescriptions auxquelles il n'est pas dérogé par la décision du 8 juin 1961 ont été violées. Il lui demande de lui préciser : 1° s'il accepterait la comparaison de ces policiers d'Algérie devant les commissions de discipline en raison des suspicions dont ils sont l'objet et victimes ; 2° s'il envisage une possibilité de révision des dossiers administratifs des intéressés ; 3° quels sont les droits à la retraite pour ces fonctionnaires radiés des cadres de la sûreté nationale ayant plus de dix années de service. (*Question du 13 janvier 1962.*)

Réponse. — La décision présidentielle du 8 juin 1961, prise après consultation du Conseil constitutionnel, précise en son article 1^{er} que, eu égard aux circonstances ayant justifié la mise en œuvre de l'article 16 de la Constitution, les fonctionnaires de police pouvaient, nonobstant toutes dispositions législatives ou réglementaires contraires, être placés en position de congé spécial ou rayés des cadres pendant un délai de trois mois à compter de cette décision. Dans ces conditions, les dispositions de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 et de la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948, visées dans la question écrite, n'avaient pas à recevoir application. La mesure de radiation des cadres ne s'applique qu'aux fonctionnaires de police totalisant moins de quinze années de services. L'article 5 de la décision du 8 juin 1961 susvisée fixe le montant de l'indemnité à laquelle ils peuvent prétendre dans ce cas.

13469. — M. Palmero expose à M. le ministre de l'Intérieur que le décret du 27 février 1961 fixant les dispositions statutaires communes applicables à divers corps de la catégorie « B », et notamment les secrétaires administratifs de préfecture, détermine une amélioration de carrière pour les agents du cadre « B » des administrations ci-après :

	Carrière normale.
Finances. — Contrôleurs.....	185 à 390
Débouchés. — Contrôleur divisionnaire: 420.	
Dessinateurs projeteurs.....	185 à 390
Débouchés. — Chef dessinateur projeteur: 430.	
Postes et télécommunications. — Contrôleurs.....	185 à 390
Débouchés. — Contrôleur divisionnaire: 420.	
Travaux publics. — Techniciens des ponts et chaussées.	185 à 390
Débouchés: 430.	
Education nationale. — Instituteurs.....	185 à 390
Débouchés. — Directeurs d'école primaire: 420,	

que, d'autre part, la création du grade de chef de section en faveur des secrétaires administratifs de préfecture (indices nets 315 à 390), décidée au cours de la réunion du 8 décembre 1961 du conseil supérieur de la fonction publique, ne respecte pas le

principe d'égalité et d'uniformisation du cadre « B », base du décret précité, et qu'une fois encore les secrétaires administratifs de préfecture sont gravement lésés par rapport à leurs collègues de grade équivalent; il lui demande s'il envisage l'alignement des secrétaires administratifs de préfecture sur l'échelonnement indiciaire déjà adopté dans les autres administrations: carrière normale: 185 à 390 net; grade de chef de section: 315 à 430 net. (*Question du 13 janvier 1962.*)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire comporte une réponse affirmative, sous la seule réserve que l'indice net terminal proposé a été fixé à 420 (et non 430) par analogie avec la situation des fonctionnaires des services extérieurs des finances et des postes et télécommunications.

13563. — M. Le Guen expose à M. le ministre de l'Intérieur que, conformément à plusieurs arrêts de la cour de cassation (11 mai et 7 juin 1956, 25 octobre 1957), le paiement de la taxe vicinale incombait au fermier pour la double raison, d'une part, que les prestations auxquelles la taxe vicinale a été substituée, étaient payées autrefois par le fermier, et d'autre part, que cette taxe devait être considérée comme une redevance perçue sur celui qui profite du produit de la taxe, à savoir l'exploitant fermier auquel bénéficie directement l'entretien des chemins vicinaux. L'ordonnance n° 59-115 du 7 janvier 1959 a substitué à la taxe vicinale une taxe de voirie, destinée à l'entretien de l'ensemble des chemins communaux, voies communales, d'une part, et chemins ruraux d'autre part, alors que la taxe vicinale était destinée seulement à couvrir l'entretien des chemins vicinaux. Par ailleurs, alors que pour les taxes des prestations il existe un plafond légal fixé par l'article 15 de l'ordonnance du 7 janvier 1959 à sept journées, aucune limitation n'est imposée aux conseils municipaux en ce qui concerne la taxe de voirie, laquelle apparaît donc comme une taxe de substitution aux prestations. Il lui demande si l'on ne doit pas considérer que la taxe de voirie est bien différente de la taxe vicinale et qu'il n'y a pas lieu d'appliquer à cette taxe de voirie la jurisprudence que la cour de cassation avait instaurée pour la taxe vicinale, étant fait observer qu'il ne semblerait pas juste que les exploitants fermiers soient les seuls à subir les charges d'entretien de tout un réseau routier qui bénéficie à l'ensemble de la population. (*Question du 20 janvier 1962.*)

Réponse. — La question posée se rapporte à un problème de droit privé dont l'interprétation appartient exclusivement aux juridictions judiciaires. Il ne semble pas que la cour de cassation ait déjà été amenée à préciser sa position depuis l'institution de la taxe de voirie. Il convient cependant de signaler que le tribunal paritaire de Morlaix, dans un jugement du 12 janvier 1961 (*Gaz. Pal.* 1961-1 Som. 25) a appliqué à la taxe de voirie la précédente jurisprudence de la cour de cassation concernant la taxe vicinale.

13564. — M. Laurent rappelle à M. le ministre de l'Intérieur que le décret n° 55-687 du 21 mai 1955, dans son article 3, détermine les conditions dans lesquelles les conseils généraux doivent procéder à la répartition entre les communes de la part des dépenses d'aide sociale qui leur incombe pour les groupes II et III. Il est prévu, notamment, que 10 à 25 p. 100 de ces dépenses sont réparties au prorata du nombre, pendant l'année écoulée, des bénéficiaires de l'aide sociale résidant dans la commune au moment de leur admission. Cette répartition, même effectuée au taux de 10 p. 100, le plus faible possible, aux termes du décret, impose aux communes une charge, par admission, pouvant dépasser 100 NF, alors que certaines décisions d'admission n'engagent que des dépenses globales inférieures à cette somme et sont pourtant parfaitement justifiées lorsqu'il s'agit de personnes totalement démunies de ressources, ou de familles très chargées d'enfants. Il lui demande s'il n'envisage pas de nouvelles mesures réglementaires laissant aux conseils généraux une plus grande latitude dans la répartition des frais d'aide sociale laissés à la charge des communes. (*Question du 20 janvier 1962.*)

Réponse. — Le conseil général étant tenu, conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 55-687 du 21 mai 1955, de répartir entre 10 p. 100 au moins et 25 p. 100 au plus du contingent communal au prorata des admissions à l'aide sociale prononcées, au cours de l'année écoulée, dans chaque commune, c'est en fonction des considérations ci-après qu'il convient d'apprécier la portée exacte de cette obligation. Par rapport à la totalité des dépenses d'aide sociale, la participation des collectivités locales, telle qu'elle résulte de l'application des barèmes annexés au décret précité, s'élève en moyenne à 34 p. 100 dans le groupe II et à 68 p. 100 dans le groupe III. Le conseil général, qui dispose d'une très large latitude, peut mettre à la charge des communes de 50 à 10 p. 100 des dépenses du groupe II et de 75 à 20 p. 100 des dépenses du groupe III incombant aux collectivités locales. Le contingent communal atteint ainsi en moyenne de 17 à 3,4 p. 100 des dépenses totales du groupe II et de 51 à 13,6 p. 100 de celles du groupe III. Dans l'hypothèse du minimum de 10 p. 100 prévu, c'est donc sur 1,70 à 0,34 p. 100 de l'ensemble des dépenses du groupe II et 5,1 à 1,36 p. 100 de l'ensemble des dépenses du groupe III qu'est susceptible de jouer l'obligation de répartir partiellement le contingent communal au prorata du nombre des admissions. Ces pourcentages se révèlent en définitive extrêmement modiques. Ils constituent au demeurant de simples bases de répartition d'une partie du contingent entre les communes, sans imposer à chacune d'elles, comme on pourrait être tenté de le croire, une participation fixe aux dépenses réellement occasionnées par toute

admission à l'aide sociale la concernant. Etant donné ses modalités pratiques d'application, la règle édictée par l'article 3 du décret du 21 mai 1955, ne saurait donc, en aucun cas, entraîner les fâcheuses conséquences évoquées par l'honorable parlementaire. Elle est tout au plus de nature à jouer un certain rôle d'élément modérateur dans le mécanisme de l'admission à l'aide sociale et il ne paraît pas dès lors opportun d'envisager de la modifier.

13565. — M. Laurent rappelle à M. le ministre de l'Intérieur que le décret n° 55-687 du 21 mai 1955 portant règlement d'administration publique pour la détermination de la part des départements et communes dans les dépenses d'aide sociale a fixé le taux de la participation de l'Etat à des chiffres très variables suivant les départements, allant notamment, pour les dépenses du groupe III, de 10 à 88 p. 100. Il lui demande sur quelles bases ont été effectués ces calculs et si les éléments qui pouvaient justifier de semblables différences, en 1955, ne se sont pas modifiés depuis six ans. (Question du 5 janvier 1962.)

Réponse. — Les barèmes prévus par le décret n° 55-687 du 21 mai 1955, pour la répartition des dépenses d'aide sociale entre l'Etat et les collectivités locales (départements et communes) ont été établis : 1° en respectant certains principes posés par les textes relatifs à la réforme des lois d'assistance (non-augmentation, par rapport au système antérieur, de la charge incombant aux collectivités locales, dans leur ensemble — classement des dépenses en trois groupes, de manière à proportionner la responsabilité financière des dites collectivités à celle qu'elles assument en matière d'admission à l'aide sociale) ; 2° en tenant strictement compte de la richesse et des charges propres à chaque département et exprimées, en première analyse, par la valeur du centime et la moyenne du produit brut de la taxe locale de 1951, 1952, 1953, pour ce qui est de la richesse, par le chiffre de la population résultant du recensement de 1954, pour ce qui est des charges. Etant donné la diversité d'évolution des structures économiques et sociales au cours des dernières années, ces barèmes ont pu devenir, pour un certain nombre de départements, injustes ou inadéquats. Il serait donc conforme à l'équité de procéder à leur révision générale, afin de les adapter, dans toute la mesure du possible, aux contingences actuelles. Le ministre de l'Intérieur a déjà eu l'occasion de faire part de son point de vue à ses collègues des finances et de la santé publique et de la population intéressés eux aussi, soit du point de vue financier, soit sur le plan technique, par cet important problème. Mais, la population constituant la base essentielle d'appréciation des charges des collectivités locales, il paraît indispensable, pour pouvoir tabler sur des données vraiment actuelles, de différer la révision générale des barèmes — opération au demeurant fort délicate à mener — jusqu'à la publication des résultats du prochain recensement, qui doit avoir lieu en mai 1962.

13570. — M. Carter expose à M. le ministre de l'Intérieur que les dispositions de l'ordonnance du 5 juin 1959 de M. le préfet de police sur le bruit ne peuvent que rencontrer une approbation sans réserve en tant qu'elles interdisent tout bruit causé sans nécessité ou dû à un défaut de précaution. Il s'étonne cependant de voir que les cris ou chants publicitaires ainsi que le battage des tapis, draperies et étoffes avant 7 heures aient pu, par exemple, fait l'objet d'une intervention expresse, alors qu'il n'est pas question du chant du coq qui paraît, de ce fait, bénéficier d'un traitement de faveur bien injustifié. Il n'est pas moins curieux de constater que l'arrêt type réprimant le bruit excessif transmis aux préfets par une circulaire commune intérieur-santé publique du 28 mars 1961 ne vise que les hurlements et aboiements de chiens ou les miaulements prolongés des chats. Il lui demande quel est le recours dont disposent les malheureux habitants de certaines communes du département de la Seine, dont le sommeil est compromis et les nerfs mis à rudo épreuve par le sans-gêne des amateurs forcenés de basse-cour. (Question du 20 janvier 1962.)

Réponse. — L'ordonnance du 25 août 1880 de M. le préfet de police dispose, en son article 2 : « Il est interdit d'élever, sans autorisation, des pigeons, des poules et autres oiseaux de basse-cour qui peuvent être une cause d'insalubrité ou d'incommodité ». D'autre part, l'arrêté interpréfectoral du 1er mars 1940, portant règlement sanitaire du département de la Seine, en son article 67, stipule : « Il est interdit d'élever et d'entretenir dans les habitations ou leurs dépendances des quadrupèdes ou des oiseaux domestiques ou sauvages lorsqu'ils sont une cause d'insalubrité ou d'incommodité pour le voisinage ». Par application de ces textes, la direction des services vétérinaires ou les commissaires de police effectuent des enquêtes sur les cas qui leur sont signalés, et leur action s'avère efficace : en effet, ou le propriétaire des animaux trop bruyants prend alors les dispositions convenables pour faire cesser les incommodités en cause, ou bien il reçoit notification de « faire cesser la gêne signalée ou de se débarrasser de l'animal sous peine de poursuites ». En cas de refus d'obtempérer, procès-verbal est dressé au contrevenant et transmis au tribunal de simple police. Il appartient donc aux personnes incommodées par les cris des coqs d'adresser leurs plaintes, dûment circonstanciées, à M. le préfet de police.

12659. — M. Palméro demande à M. le ministre de l'Intérieur s'il envisage de baser les traitements des secrétaires généraux des villes de France sur la population fictive calculée selon les dispositions du décret du 28 mars 1957 pour respecter exactement la proportionnalité, étant donné que celle-ci est déjà uti-

lisée pour le calcul des subventions, des traitements des directeurs d'offices d'habitations à loyer modéré, etc. (Question du 16 novembre 1961.)

Réponse. — Il serait contraire aux dispositions réglementaires en vigueur d'utiliser le chiffre de population fictive d'une commune comme base de calcul pour la fixation de la rémunération des agents qui sont à son service. Le décret n° 57-393 du 28 mars 1957 n'autorise la prise en compte de cet élément numérique que pour l'attribution des subventions et autres moyens d'aide financière de l'Etat aux communes sur le territoire desquelles sont mis en œuvre des programmes importants de construction. Ces dispositions ont pour seul but d'alléger les charges supplémentaires, souvent très lourdes, que ces programmes créent aux communes. Par contre, le décret du 25 mai 1955 ne reconnaît quelque valeur en matière de fixation de l'assiette de l'impôt et d'application des lois d'organisation municipale (le cas évoqué par l'honorable parlementaire entre sans nul doute dans cette catégorie) qu'aux chiffres de population établis officiellement soit par un recensement général, soit par un recensement partiel.

13673. — M. Le Tac demande à M. le ministre de l'Intérieur : 1° s'il est possible d'attribuer les détaxes des jeux à un concessionnaire de jeux pour des périodes dépassant la durée de sa concession ; 2° si les délibérations d'assemblées municipales qui auraient concédé de telles attributions pour une durée excédant la durée de la concession sont valables. (Question du 27 janvier 1962.)

Réponse. — Le taux du prélèvement opéré par la commune sur le produit brut des jeux résulte du cahier des charges consenti à l'exploitant par la municipalité. Par application de l'article 44 de la loi du 27 avril 1946, ce taux ne peut dépasser 15 p. 100. La durée de validité du cahier des charges est fixée par le conseil municipal, en accord avec le directeur de l'établissement, sans qu'elle puisse toutefois excéder dix-huit ans (article 4 de l'arrêté interministériel du 23 décembre 1959). Le montant du prélèvement effectué par la commune n'est donc susceptible d'être modifié qu'à l'expiration de la validité du cahier des charges ou à l'occasion de la modification de ce contrat par un avenant ayant recueilli l'accord des deux parties.

13791. — M. Fanton rappelle à M. le ministre de l'Intérieur qu'au cours de la séance du 4 novembre 1960 devant l'Assemblée nationale le ministre de l'Éducation nationale s'était engagé à accepter les demandes des organisations de vacances qui souhaiteraient participer à la quête jusqu'à autorisée uniquement pour l'association Jeunesse au plein air. Il lui demande : 1° de lui faire connaître les raisons qui l'ont amené à ne pas accepter la demande présentée le 9 novembre 1960 par l'Union française des colonies de vacances, organisme national particulièrement représentatif puisqu'il groupe près de 40 p. 100 des œuvres de vacances françaises ; 2° les mesures qu'il compte prendre pour faire en sorte que cesse la discrimination dont font l'objet les associations autres que Jeunesse au plein air, notamment en ce qui concerne la répartition des fonds recueillis au cours de la campagne qui doit se dérouler en février 1962, ainsi qu'au cours des prochaines séances. (Question du 3 février 1962.)

Réponse. — 1° Ce n'est que postérieurement à la séance du 16 novembre 1961, au cours de laquelle la commission interministérielle chargée de l'élaboration du calendrier des appels à la générosité publique a examiné les propositions de « journées nationales » dont elle était saisie pour 1962, que le ministre de l'Éducation nationale a proposé l'inscription d'une journée de collecte en faveur de l'Union française des colonies de vacances. Cette proposition est actuellement soumise à l'examen de la commission compétente qui va faire connaître très prochainement son avis ; 2° la répartition des fonds recueillis au cours des campagnes inscrites au calendrier des appels à la générosité publique n'incombe pas au ministre de l'Intérieur, dont le rôle consiste uniquement à harmoniser les propositions de journées faites par les divers départements ministériels assurant la tutelle des œuvres admises au bénéfice des collectes nationaux.

JUSTICE

12898. — M. Jean-Albert Sorel rappelle à M. le ministre de la justice qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 1er septembre 1948 les dispositions de celle-ci ne sont pas applicables aux locaux utilisés commercialement avant le 1er juin 1948, et postérieurement affectés à l'habitation. Il lui demande si, en conséquence, un loueur professionnel d'appartements meublés, exerçant son commerce depuis une date antérieure au 1er juin 1948 et dont les appartements primitivement classés dans la catégorie « grand luxe » ont été déclassés par décision administrative, peut, en cessant son exploitation commerciale et en affectant ses locaux à l'habitation pure et simple, louer ces derniers, soit nus, soit meublés, à un prix égal ou même supérieur à celui qu'il pratiquait comme loueur professionnel « grand luxe » et tourner ainsi les conséquences du déclassement ; et, dans l'affirmative, quelles mesures il compte prendre pour éviter une telle spéculation ou y mettre un terme. (Question du 29 novembre 1961.)

Réponse. — Aux termes de l'article 3 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, ne sont pas soumis aux dispositions de cette loi : « les locaux utilisés commercialement avant le 1er juin 1948

et postérieurement affectés à l'habitation ». L'application de cette disposition semble ainsi subordonnée au fait que l'affectation des locaux à usage d'habitation soit la conséquence d'un changement de la destination antérieurement donnée aux lieux loués. Les locaux affectés à la location en meublés, par une personne exerçant la profession de loueur en meublé, s'ils sont soumis, quant à la détermination du montant du loyer, à un régime particulier qui est fonction du caractère commercial de l'activité du bailleur, n'en demeurent pas moins des locaux destinés à l'habitation. Cette double remarque conduit à penser, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, que l'article 3 de la loi du 1^{er} septembre 1948 ne concerne pas la modification apportée au seul mode d'exploitation d'un immeuble qui demeure à usage d'habitation.

12987. — M. Junot expose à M. le ministre de la justice qu'une société a pris la suite d'un bail signé antérieurement par un de ses associés en 1930 et dont le loyer était de 50.000 francs en 1934. En 1925, à la suite des décrets Laval, le loyer a été ramené 52.500 francs plus 10 p. 100 de charges. Il a été renouvelé en 1940 pour une période de 3, 6, 9 ans à compter du 1^{er} avril 1940 à 50.000 francs; révisé en 1943 et porté à 60.000 francs; révisé en 1946 et porté à 300.000 francs; révisé le 1^{er} octobre 1950 et porté à 350.000 francs; révisé en 1952 et porté à 300.000 francs; renouvelé en 1955 à 1.200.000 francs. Cette société payait donc en 1955 vingt-quatre fois le loyer d'avant guerre, valeur équitable attendu que les jugements rendus en la matière, à l'époque, oscillaient entre vingt et vingt-cinq fois le loyer d'avant-guerre. Le 1^{er} avril 1958, la société propriétaire a notifié une demande en révision de loyer. Aucun accord amiable n'a pu intervenir et la procédure habituelle a été formée devant le président du tribunal de grande instance qui, par une ordonnance, a désigné un expert. Cet expert a fait un rapport dans lequel il conclut à une valeur locative de 20.900 nouveaux francs, soit 2.090.000 anciens francs. Une ordonnance du président du tribunal de grande instance du 15 avril 1961 a purement et simplement entériné le rapport de l'expert et fixé le prix du loyer à la somme ci-dessus, soit une augmentation de loyer par rapport à la période 1955-1958 de 74 p. 100. Il lui demande s'il est normal que, l'indice ayant augmenté d'un peu plus de 15 p. 100, le loyer soit, lui, augmenté de 74 p. 100 et si l'indice ayant à nouveau augmenté de plus de 15 p. 100 par rapport à 1958 et le loyer étant à nouveau révisable depuis le 1^{er} novembre 1961, cette société doit compter à nouveau sur une augmentation de 74 p. 100 ou plus. (Question du 5 décembre 1961.)

Réponse. — L'article 27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 modifié subordonne la recevabilité de la demande en révision du prix d'un bail consenti sur un local à usage commercial, à une variation d'au moins 15 p. 100 de l'indice dit des 250 articles depuis la dernière fixation du loyer. Lorsque la demande est recevable, le loyer doit, aux termes de l'article 23 du même décret, correspondre à la valeur locative équitable. Cependant, la variation de cette valeur n'est pas nécessairement identique à la variation de l'indice des prix. La valeur locative équitable dépend, également, de nombreux facteurs dont certains peuvent avoir varié depuis la précédente révision du prix, notamment en cas d'évolution du quartier dans lequel le local est situé, de modifications intervenues en ce qui concerne l'activité économique locale ou générale, de développement ou de diminution de l'activité commerciale considérée, etc. Aussi, les juges du fond sont-ils, à défaut d'accord des parties, seuls qualifiés pour apprécier, sous le contrôle des juridictions d'appel, les incidences que comportent ces facteurs sur le prix des loyers.

13113. — M. Mahlas rappelle à M. le ministre de la justice que depuis le 1^{er} janvier 1960, date à laquelle est intervenue la dernière majoration des rentes viagères constituées entre particuliers, les différents indices du coût de la vie n'ont cessé d'augmenter. Il lui demande s'il ne lui semblerait pas indispensable de mettre à l'étude un projet tendant à prévoir une nouvelle majoration de cette catégorie de rentes viagères. (Question du 8 décembre 1961.)

Réponse. — La dernière intervention du législateur, en vue de revaloriser certaines rentes viagères constituées entre particuliers, ne remontant qu'au 29 décembre 1959 (loi n° 59-1484, d'origine parlementaire), la chancellerie n'envisage pas d'élaborer, du moins dans l'immediat, un projet de loi pour revaloriser les rentes viagères.

13175. — M. Vaschetti expose à M. le ministre de la justice qu'une nouvelle organisation clandestine vient d'apparaître. Cette organisation a, selon la grande presse généralement bien informée, distribué dix mille tracts à Paris, avant d'en distribuer au moins autant en Algérie. Il lui demande à quelle date et à quel parquet il a ordonné que soit ouverte une information contre les membres de ce prétendu comité de défense républicain qui déclare lui-même disposer d'armes et de commandos. Il attire son attention sur le fait que, au cas où cette information ne serait pas encore ouverte ou ne le serait pas dans les plus brefs délais, d'autres comités au moins aussi républicains pourraient se croquer autorisés à se créer et s'organiser en commandos armés. (Question du 12 décembre 1961.)

Réponse. — L'activité d'un « comité de défense républicain » visé par l'honorable parlementaire s'est en effet manifestée par la

diffusion de tracts adressés à diverses personnalités soupçonnées d'être en relation avec l'O. A. S. A la suite de cette diffusion une enquête a été ouverte par les services du ministère de l'intérieur afin de déterminer la nature exacte de ce groupement. Par ailleurs, le parquet de la Seine a bien été saisi de la lettre de M. Vaschetti qui dénonçait l'activité de ce groupement. Des investigations ont été aussitôt ordonnées et sont actuellement en cours. Dès que le résultat en sera connu, il sera alors possible d'apprécier la suite judiciaire qu'il convient éventuellement de réserver à cette affaire.

13470. — M. Blin expose à M. le ministre de la justice le cas d'un greffier d'instance qui a accepté de faire des enquêtes en matière d'accidents du travail pour le compte d'une caisse de sécurité sociale, qui le rémunérait de ce travail. Cet officier ministériel a compris dans le total de ses produits le bénéfice que lui a rapporté cette activité, qu'il exerçait à titre facultatif. Il lui demande si, étant donné ces circonstances, il est normal que des gains de ce genre provenant d'une activité d'ordre contractuel soient retenus pour l'évaluation de la finance de la charge de ce greffier, laquelle est en voie de suppression, alors que le greffier d'instance qui doit assumer le paiement de l'indemnité à fixer, s'est refusé à procéder à de telles formalités et qu'il n'a pas l'intention d'y procéder à l'avenir. (Question du 13 janvier 1962.)

Réponse. — En vertu de l'article 474 du code de la sécurité sociale, la caisse primaire de sécurité sociale doit faire procéder aux enquêtes d'accident du travail par le greffier du tribunal d'instance de la circonscription ou, à défaut, par un agent assermenté, agréé par le ministre du travail et de la sécurité sociale, dans les conditions prévues aux articles 44 et suivants du décret du 31 décembre 1946. Cet agent assermenté, désigné au lieu et place du greffier compétent, dans les cas prévus à l'article 50 de ce décret, peut être soit le titulaire d'un greffier voisin, soit toute autre personne qualifiée. Il s'ensuit que, lorsque le greffier d'instance procède aux enquêtes d'accident du travail dans sa propre circonscription, il ne fait qu'accomplir un acte entrant dans ses attributions normales; les émoluments perçus, à cet égard, doivent être compris dans les produits de son greffe pour l'évaluation de la finance. Dans le cas où cet officier public exerce les fonctions d'agent assermenté de la caisse dans une autre circonscription, les revenus provenant d'une telle activité sont assimilés à ceux d'une profession accessoire et ne peuvent être pris en considération pour déterminer la valeur de l'office.

13672. — M. Boscher expose à M. le ministre de la justice que l'article L. 88 du code des débits de boissons permet aux officiers et agents de police administrative ou judiciaire, lors de la constatation d'un crime ou d'un délit, ou d'un accident de la circulation, de faire procéder sur la personne de l'auteur présumé aux vérifications médicales destinées à prouver la présence d'alcool dans son organisme, à la condition qu'il leur semble que ce crime, ce délit ou cet accident ait été commis sous l'empire d'un état alcoolique. Le conducteur qui refuse de se soumettre à ces vérifications est alors traduit en justice, ce refus constituant le délit prévu par l'article L. 89 du même code. Il semblerait à première vue que les agents de la police administrative ou judiciaire puissent agir ainsi dans le cas de la conduite d'un véhicule. Il n'en est rien, selon une décision de la cour de cassation du 29 juin 1961, le texte de l'article L. 88 précité, incomplet, ne le prévoit pas, bien qu'il paraisse que ce soit là son principal objet; le conducteur peut donc refuser de se soumettre au prélèvement sanguin. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de faire modifier l'article L. 88 du code des débits de boissons en ajoutant au crime, au délit et à l'accident de circulation la conduite d'un véhicule. (Question du 27 janvier 1962.)

Réponse. — L'interprétation donnée de l'article L. 88 du code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme par la cour de cassation, dans son arrêt du 29 juin 1961, fait l'objet d'études de la part des divers services des départements ministériels intéressés, dans la perspective des remarques formulées par l'honorable parlementaire.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

13679. — M. Becker expose à M. le ministre des postes et télécommunications que dans sa réponse du 6 janvier 1962 à la question écrite n° 12953 il indique que l'administration des postes et télécommunications a demandé au ministre des finances que les contrôleurs I. E. M. des postes et télécommunications bénéficient de la bonification de dix-huit mois allouée à leurs homologues des régies financières et qu'actuellement le ministre des finances n'a pas encore donné suite à cette demande. Il lui demande à quelle date les postes et télécommunications sont intervenus auprès des finances et si, depuis cette date, aucune nouvelle démarche n'a été tentée auprès de M. le ministre des finances. (Question du 27 janvier 1962.)

Réponse. — L'administration des postes et télécommunications a saisi le ministre des finances et des affaires économiques de cette question par lettre du 8 juillet 1961. Depuis lors, à diverses reprises des démarches ont été effectuées auprès de ce département ministériel dans le but de faire aboutir favorablement la demande qui avait été présentée.

RAPATRIES

13473. — M. Baylot demande à M. le secrétaire d'Etat aux rapatriés, comme suite à la réponse donnée le 5 décembre 1961 à la question n° 12345 : 1° sur quelles données se base l'affirmation suivant laquelle la situation des rapatriés n'est pas identique suivant qu'ils proviennent d'Afrique du Nord ou d'Indochine ; 2° quelles sont les raisons pour lesquelles ces derniers seraient plus favorisés que les premiers et n'auraient pas droit à la même solidarité de la nation ; 3° la fin de la réponse semblait comporter un engagement dans le redressement de cette situation pour l'avenir, que cet engagement fût énoncé d'une façon plus précise. (Question du 13 janvier 1962.)

Réponse. — La loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer est applicable à nos compatriotes qui ont quitté un territoire ayant accédé à l'indépendance après avoir été sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France. Pour déterminer la nature de l'aide à apporter aux rapatriés, il ne sera plus fait désormais de distinction entre les territoires qui ont suivi cette évolution politique. Les textes, qui seront pris en application de la loi précitée, détermineront dans quelles conditions les mesures prévues par cette loi pourront rétroactivement bénéficier à des rapatriés entrés en métropole avant sa promulgation.

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

13580. — M. Davoust demande à M. le ministre de la santé publique et de la population, comme suite à sa réponse du 15 novembre 1961 à la question écrite n° 11767, si les incompatibilités de l'article 16 du décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958 jouent également pour les établissements visés à l'article 15 du même décret, étant précisé que le décret de création de l'établissement prévoit notamment : « ... la commission administrative est composée comme suit : trois représentants du conseil général, élus par cette assemblée, quatre membres nommés par le préfet, un représentant de l'ordre des médecins choisis sur une liste de trois médecins proposés par le syndicat départemental des médecins, en accord avec le conseil de l'ordre... ». Il lui demande : 1° le représentant de l'ordre des médecins peut-il être choisi parmi les médecins chefs de service de l'établissement ; 2° une personne qui perçoit pour ses services des indemnités annuelles de l'établissement — un vétérinaire par exemple — peut-il être membre de la commission administrative ; 3° par assimilation avec l'article 17 du même décret, le vice-président peut-il être choisi parmi les représentants du conseil général. Dans le cas où ces questions comportent une réponse affirmative, comme c'est le cas pour la question n° 11767 : 1° quelles sont les conséquences pratiques de désignations irrégulières ; 2° qui doit engager la procédure pour les faire cesser ; 3° quelle est cette procédure. (Question du 20 janvier 1962.)

Réponse. — Les incompatibilités édictées au deuxième alinéa de l'article 16 du décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958 sont valables dans l'ensemble des hôpitaux et hospices publics. Les deux premières questions posées par l'honorable parlementaire appellent dès lors une réponse négative. Par contre, et sauf dispositions spéciales du décret de création de l'établissement, dans le cas prévu à l'article 15 du décret précité, rien ne s'oppose à ce que le vice-président de la commission administrative d'un hôpital-hospice public soit choisi parmi les représentants du conseil général au sein de ladite commission. Il est précisé que la présence au sein d'une commission administrative d'une personne à qui est opposable l'une des incompatibilités prévues par la réglementation en vigueur a pour effet d'entacher d'irrégularité les délibérations de cette commission. Sans préjudice de recours éventuels devant les tribunaux administratifs de toutes personnes intéressées, il appartient à l'autorité préfectorale qui a qualité pour arrêter la liste des membres de chaque commission administrative de procéder au remplacement de ceux de ces membres qui se trouveraient frappés de l'une des incompatibilités prévues par le décret du 11 décembre 1958.

13684. — M. Caillemer signale à M. le ministre de la santé publique et de la population les difficultés auxquelles se heurte l'attribution aux débilés mentaux de la majoration pour aide constante d'une tierce personne. Certains de ces malades devant être l'objet d'une surveillance continue, même dans le cas où ils peuvent accomplir certains actes essentiels de la vie, il lui demande s'il est possible aux commissions d'aide sociale, et à quelles conditions, d'attribuer la majoration. (Question du 27 janvier 1962.)

Réponse. — L'article 7 du décret n° 61-495 du 15 mai 1961, qui a modifié le deuxième alinéa de l'article 7 du décret n° 59-143 du 7 janvier 1959 (anciennement article 170 du code de la famille et de l'aide sociale), a apporté un changement important dans les conditions d'attribution de la majoration spéciale pour les grands infirmes (y compris les débilés mentaux) bénéficiaires de l'aide sociale ayant besoin de l'aide constante d'une tierce personne. Le taux de cette majoration spéciale servie par l'aide sociale, précédemment fixé uniformément à 80 p. 100, varie désormais, compte tenu de l'importance réelle des sujétions que l'état de l'infirmes impose à son entourage, entre 40 et 80 p. 100 de la majoration prévue à l'article 314 du code de la sécurité sociale. Pour calculer le quantum de cette allocation, les commissions d'admission à l'aide sociale peuvent donc maintenant tenir compte des besoins des grands infirmes qui nécessitent l'aide constante d'un tiers et proportionner

l'aide de la collectivité à ces besoins. En ce qui concerne plus particulièrement les débilés mentaux, il ne fait pas de doute que la nécessité de leur surveillance constante peut être assimilée au besoin d'une aide constante et qu'à ce titre ces infirmes, s'ils remplissent par ailleurs les conditions de ressources personnelles fixées par l'article 170 du code de la famille et de l'aide sociale, peuvent bénéficier de la majoration spéciale pour aide constante d'une tierce personne. Mais lorsque le débilé est apte à effectuer lui-même, sous cette surveillance, les actes essentiels de la vie, c'est-à-dire lorsqu'il ne souffre d'aucun handicap physique, les commissions d'admission ont toute latitude pour apprécier et fixer le quantum du taux de la majoration à attribuer, ce dernier pouvant, éventuellement, être égal au minimum de 40 p. 100 ou à un chiffre proche de ce minimum. La possibilité, donnée par le nouveau texte, de fractionner la majoration spéciale pour tierce personne, permet aux commissions d'admission à l'aide sociale d'attribuer de façon plus libérale et plus équitable cette allocation et d'éviter ainsi les difficultés signalées par l'honorable parlementaire.

13688. — M. Malguy rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la population que les médecins hospitaliers affiliés au régime général doivent justifier, pour avoir droit aux prestations d'une durée d'emploi minimum au cours du trimestre précédent. Il lui demande : 1° si un directeur d'établissement se conforme à ces instructions quand il refuse une attestation à un praticien, motif pris que celui-ci n'a pas soixante heures de présence à l'hôpital durant le trimestre précédent ; 2° si, étant donné la nature du travail médical et le mode de calcul des cotisations, il n'estime pas nécessaire de prévoir, pour l'ouverture des droits aux prestations, un système d'équivalence comme il a été fait pour certaines professions. (Question du 27 janvier 1962.)

Réponse. — L'exigence des soixante heures de travail dans le trimestre pour l'ouverture des droits aux prestations résulte des dispositions de l'article 249 du code de la sécurité sociale auxquelles il ne peut être dérogé. La sécurité sociale n'exige d'ailleurs pas, en règle générale, un décompte exact des heures de travail mais une attestation de l'employeur précisant que le salarié a accompli plus ou moins de soixante heures dans le trimestre. Il convient de remarquer que la durée du travail ainsi exigée représente moins d'une heure de présence par jour ouvrable et qu'il est difficile d'admettre qu'un médecin hospitalier, même à temps partiel, ne soit pas présent dans son service une heure par jour en moyenne.

TRAVAIL

13300. — M. Le Theule expose à M. le ministre du travail qu'un assuré social, né postérieurement au 1^{er} avril 1886 et ayant cotisé pendant trente ans, peut prétendre à une pension de retraite, au titre de la sécurité sociale, à l'âge de soixante ans. En cas de décès de celui-ci, antérieurement à cet âge, sa veuve, également âgée de moins de soixante ans et non invalide, ne bénéficiera pas d'une pension de reversion lorsqu'elle atteindra l'âge de soixante-cinq ans. Il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable dans le cas où le de cujus a cotisé pendant trente ans, c'est-à-dire pendant le nombre d'années minimum exigé par la loi, d'envisager que sa veuve puisse au moins bénéficier, d'une part, de la rente des cotisations versées par son mari, décédé avant d'avoir acquis le droit à pension, d'autre part, des prestations en nature de l'assurance maladie de la sécurité sociale. (Question du 23 décembre 1961.)

Réponse. — Le problème évoqué par l'honorable parlementaire a déjà retenu toute l'attention de Monsieur le ministre du travail qui se propose de remédier à la situation existante. Il est rappelé toutefois que la situation des personnes âgées a fait l'objet d'un examen d'ensemble par une commission fonctionnant auprès de Monsieur le Premier ministre et présidée par M. Laroque, conseiller d'Etat. Les conclusions de cette commission viennent d'être déposées et sont examinées par le Gouvernement, qui prendra prochainement toutes décisions appropriées à l'amélioration du sort des personnes âgées. Par suite, la solution à apporter à la situation des veuves dont le mari est décédé avant l'âge de soixante ans ne pourra être résolue que dans le cadre desdites solutions. En tout état de cause, il convient par ailleurs de rappeler que l'article L. 629 du code précité prévoit, en faveur des conjoints survivants de salariés qui remplissaient, à la date de leur décès, les conditions requises pour prétendre à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, l'attribution éventuelle d'une allocation de veuf ou de veuve, servie sous condition de ressources, sans qu'il soit exigé que le de cujus ait atteint l'âge de soixante ans à son décès. Toutefois, cette dernière allocation n'ouvre pas droit aux prestations en nature de l'assurance maladie.

13353. — M. Lollive expose à M. le ministre du travail que de nombreux organismes sociaux (sociétés mutualistes, œuvres privées, caisses de sécurité sociale, municipalités, etc.) ont entrepris la création de cabinets dentaires dont il est inutile de souligner les services rendus à la population. Or, ces organismes se heurtent à l'hostilité systématique du conseil de l'ordre des chirurgiens-dentistes. Il est de fait que les praticiens qui assurent le fonctionnement des cabinets dentaires sociaux étant dans l'obligation de communiquer leur contrat à l'ordre, celui-ci en prend prétexte soit pour refuser aux titulaires leur inscription au tableau de l'ordre, soit pour engager contre eux des poursuites disciplinaires, voire même correctionnelles.

Pourtant l'article 5 du code de déontologie stipule : « Les principes ci-après énoncés, qui sont traditionnellement ceux de la médecine française, s'imposent à tout médecin, sauf dans les cas où leur observation est incompatible avec une prescription législative ou réglementaire ou serait de nature à compromettre le fonctionnement rationnel et le développement normal des services ou institutions de médecine sociale ». Il semble que les entraves apportées par les conseils de l'ordre des chirurgiens-dentistes au fonctionnement des cabinets dentaires sociaux soient facilitées par l'absence de définition de la notion « d'institution de médecine sociale ». Il lui demande : 1° de préciser les critères qui permettent, au regard de la législation et de la réglementation en vigueur, d'apprécier si un dispensaire de soins est ou n'est pas une institution de médecine sociale ; 2° si la commission interministérielle des tarifs, créée par le décret n° 60-451 du 12 mai 1960 ayant fait état (*Journal officiel* du 1^{er} avril 1961, page 3239, par. B, cabinets dentaires)... de l'intérêt qu'il y a à encourager les institutions de médecine sociale dans cette région (région parisienne) en l'absence de conventions signées avec le corps médical et les syndicats dentaires..., les dispositions qu'il compte prendre dans cet esprit pour mettre fin aux abus de pouvoir des conseils de l'ordre des chirurgiens-dentistes à l'égard des praticiens exerçant dans les cabinets dentaires sociaux. (*Question du 30 décembre 1961.*)

Réponse. — 1° Seuls peuvent être considérés comme institutions de médecine sociale les établissements de soins gérés par des œuvres à but non lucratif. Il s'ensuit que les dispensaires gérés par une société mutualiste, par une caisse de sécurité sociale, par une municipalité, par une œuvre privée à but non lucratif doivent être considérés comme des institutions de médecine sociale auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article 5 du code de déontologie ; 2° dans l'état actuel de la réglementation, les chirurgiens-dentistes exerçant dans un dispensaire relevant d'une institution de droit privé doivent soumettre au conseil départemental de l'ordre les termes de leur contrat. Le conseil départemental vérifie la conformité des clauses de ce contrat avec les prescriptions du code de déontologie. Les chirurgiens-dentistes exerçant dans un dispensaire dépendant d'une collectivité publique sont tenus de communiquer leur contrat au conseil national de l'ordre par l'intermédiaire du conseil départemental. Les observations que le conseil national aurait à formuler sont adressées par lui au ministre qui exerce la tutelle de l'administration intéressée. Au cas où un chirurgien-dentiste exerçant dans un dispensaire dépendant d'une collectivité privée ne donnerait pas suite aux observations présentées par le conseil départemental de l'ordre, ce dernier pourrait le traduire en vue de sanctions devant le conseil régional. Il peut être fait appel d'une décision du conseil régional devant le conseil national et la décision du conseil national peut elle-même être déférée au Conseil d'Etat. Cette procédure semble pouvoir donner toutes garanties aux intéressés.

13405. — M. Guthmuller, se référant à la réponse donnée le 27 avril 1961 à sa question écrite n° 9563, expose à M. le ministre du travail que la commission Laroque a fait connaître son rapport sur la revalorisation des retraites et l'assistance aux vieillards. Elle conseille d'une façon assez inattendue de reporter l'âge de la retraite de soixante-cinq à soixante-dix ans, indiquant comme motif que la S. N. C. F. comprend plus de retraités que d'employés en activité parce que les retraites sont accordées de cinquante à cinquante-cinq ans, quelquefois à soixante ans. Il en est de même pour l'E. D. F. La commission relève également que cette faveur est aussi réservée à plusieurs administrations. Il lui demande : 1° s'il ne pense pas que la règle générale voudrait que les retraites soient unifiées à soixante-cinq ans pour les hommes et soixante ans pour les femmes. Il y aurait lieu, ensuite de classer les emplois qui ne peuvent admettre le vieillissement. Il attire encore son attention en particulier sur les travaux pénibles des femmes employées dans les usines où la productivité exige un rendement et une cadence qu'elles ne peuvent tenir ; 2° en raison de l'importance de cette question, quelles mesures il compte prendre et si ces mesures peuvent être prises en dehors d'une entente sur le plan européen. (*Question du 6 janvier 1962.*)

Réponse. — En ce qui concerne le problème de l'âge au regard de l'assurance vieillesse, il y a lieu d'être particulièrement prudent, la charge de cette assurance, en raison, tant de la substitution de nouvelles promotions à pensions élevées aux bénéficiaires d'allocations aux vieux travailleurs salariés que de l'allongement de la durée de la vie humaine, étant appelée à s'accroître dans des proportions très importantes dans un proche avenir. Le Gouvernement, qui procède d'ailleurs actuellement à l'examen des conclusions de la commission instituée en vue de proposer des réformes, dans le cadre d'une politique d'ensemble, compte tenu de l'évolution démographique prévisible au cours des années à venir, prendra prochainement des décisions à cet égard. En ce qui concerne l'étude éventuelle du problème de l'âge de la retraite sur le plan européen, aucune décision n'a été prise en ce domaine par les organes compétents de la Communauté économique européenne. Une telle étude trouverait, bien entendu, sa place dans le cadre général des travaux à entreprendre sur l'harmonisation des systèmes sociaux visés aux articles 117 et 118 du traité de Rome.

13585. — M. Jallion, se référant aux dispositions de l'arrêté du 1^{er} septembre 1961 fixant la nouvelle base de calcul des cotisations de sécurité sociale dues pour le personnel des hôtels, cafés et restaurants, appelle l'attention de M. le ministre du travail sur le cas de nombreux cafés de petite et moyenne importance situés dans

les villes de province où l'emploi d'une personne peut être rendu obligatoire soit en raison de l'âge des employeurs, soit du fait que l'exploitant se trouve seul pour assurer la marche de son commerce, soit en raison de l'existence d'une saison touristique en général relativement courte. Dans ces différents cas, les pourboires sont fréquemment perçus directement par la personne employée, sans être ajoutés au prix des consommations. Pour la plupart de ces cafés, le montant des pourboires perçus dans le cadre d'une année est inférieur au salaire national minimum à garantir dans cette branche d'entreprise, soit en espèces, 257,16 nouveaux francs, par mois, ce qui, compte tenu du logement et de la nourriture représente un salaire total de 362,44 nouveaux francs. L'employeur est alors tenu à verser un complément de salaire s'ajoutant au montant des pourboires perçus. Il lui demande ; 1° si, dans ce cas, il convient d'appliquer les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 1^{er} septembre 1961 prévoyant que les cotisations ne peuvent être calculées sur une base de rémunération inférieure à 400 nouveaux francs par mois ; 2° dans l'affirmative, à quelles prescriptions d'ordre comptable doivent satisfaire les employeurs, et s'ils peuvent simplement inclure dans leur comptabilité le complément de salaire versé (les justifications de pourboires fournies par le personnel étant conservées par l'employeur à titre de documents extra-comptables) ; 3° dans la négative, s'il convient d'appliquer les dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 1^{er} septembre 1961 exigeant le calcul des cotisations sur une base forfaitaire minimum de 550 nouveaux francs par mois étant fait observer que, dans ce cas, la base de calcul des cotisations serait manifestement supérieure au montant du salaire réel du personnel de ces cafés, lequel n'exécède pas 362,44 nouveaux francs par mois. Il lui demande alors comment expliquer que les employeurs devraient calculer les cotisations de sécurité sociale sur une base minimum de rémunération de 550 nouveaux francs par mois alors qu'ils ont l'obligation d'assurer à leurs salariés une rémunération minimum totale mensuelle de 362 nouveaux francs. (*Question du 20 janvier 1962.*)

Réponse. — L'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1961 (*Journal officiel* du 7 septembre 1961) relatif au calcul des cotisations de sécurité sociale dues pour les personnels des hôtels, cafés et restaurants, notamment lorsque ces personnels sont rémunérés en totalité ou en partie à l'aide de pourboires, précise que la rémunération à prendre pour base de calcul des cotisations comprend les sommes en espèces versées par l'employeur, les avantages en nature et les pourboires. Cette disposition, qui reprend pratiquement les termes de l'article L. 120 du code de la sécurité sociale, montre nettement qu'en ce qui concerne les personnels considérés la rémunération en espèces que l'employeur est tenu de verser aux intéressés ne constitue pas la seule base de calcul des cotisations à retenir dans les cas de l'espèce. Pour pallier l'impossibilité où se trouve l'employeur de connaître le montant global du gain réel de ses employés lorsque ces derniers reçoivent directement leurs pourboires des mains de la clientèle et les conservent par devers eux, l'article 5 de l'arrêté du 1^{er} septembre 1961 a fixé une grille de rémunérations forfaitaires correspondant à trois catégories d'emploi. Les rémunérations forfaitaires figurant dans cette grille doivent servir de base au calcul des cotisations de sécurité sociale sans qu'il y ait lieu de rechercher, par quelque procédé que ce soit, si le gain global réel de chaque intéressé a été inférieur ou supérieur au tarif forfaitaire prévu pour son emploi. Il est à noter, par ailleurs, que lesdites rémunérations forfaitaires sont valables pour la première zone de la région parisienne et subsistent pour les autres zones les abattements correspondants.

13586. — M. Jallion expose à M. le ministre du travail le cas suivant : une société à responsabilité limitée comporte trois associés : deux associés gérants, minoritaires à eux deux, et un associé non gérant, bailleur de fonds et non parent des gérants. Par suite de difficultés d'exploitation, les associés ont décidé de réduire l'activité et de maintenir la vie de la société en attendant une modification de l'objet social. Un seul gérant a conservé une activité professionnelle et il perçoit une rémunération, l'autre gérant minoritaire n'a plus d'activité dans la société et ne perçoit aucune rémunération. Il lui demande : 1° si, en vertu de la circulaire n° 57/SS du 16 mai 1956, le gérant minoritaire n'ayant plus d'activité professionnelle et ne percevant plus de rémunération en argent ou en nature, est dispensé du paiement des cotisations aux organismes de sécurité sociale ; 2° si, en vertu de l'article 24 de la loi du 7 mars 1925 aux termes duquel « sauf stipulation contraire des statuts, les gérants de sociétés à responsabilité limitée ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société, en toutes circonstances, toute limitation contractuelle des pouvoirs des gérants est sans effet à l'égard des tiers... », il faut admettre qu'un gérant est réputé, sans qu'il soit recevable à faire la preuve contraire, exercer l'activité commerciale ou industrielle se rapportant à la société dont il est le cogérant et par ce seul motif obligé à verser des cotisations à un organisme de sécurité sociale ; 3° si le texte de l'article 1^{er} du décret du 10 octobre 1946 qui est ainsi conçu : « est considéré comme exerçant une activité professionnelle toute personne qui consacre à cette activité le temps moyen qu'elle requiert et en tire des moyens normaux d'existence... » peut être valablement opposé aux appels de cotisations qui seraient exigées par un organisme de sécurité sociale en s'appuyant sur les dispositions de l'article 24 de la loi du 7 mars 1925 citée au paragraphe 2° ci-dessus. (*Question du 20 janvier 1962.*)

Réponse. — 1° et 2° la situation des gérants de sociétés à responsabilité limitée, au regard de la sécurité sociale, doit être appréciée en l'état actuel des textes, non pas par rapport aux pouvoirs statutaires qu'ils peuvent détenir dans le cadre de la réglementation sur les sociétés à responsabilité limitée, telle qu'elle résulte

de la loi du 7 mars 1925, mais uniquement en fonction du nombre des parts possédées dans la société, par le ou les gérants. C'est ainsi que sont assimilés aux salariés et soumis, comme tels, au régime général de sécurité sociale, les gérants qui ne possèdent pas, ensemble, plus de la moitié du capital social, étant entendu que les parts appartenant, en toute propriété ou en usufruit, au conjoint et aux enfants mineurs non émancipés d'un gérant sont considérées comme possédées par ce dernier (art. L. 242-8° du code de la sécurité sociale, modifié par l'ordonnance du 7 janvier 1959). Toutefois, et conformément à la circulaire n° 57/SS du 16 mai 1956, les organismes de sécurité sociale, chargés du recouvrement ne peuvent, en l'absence de toute rémunération en espèces ou en nature, exiger de cotisations au titre du régime général des salariés ou assimilés. Par contre, les gérants associés majoritaires ou appartenant à un collège majoritaire de gérance d'une société à responsabilité limitée ont la qualité de non salariés et relèvent, comme tels, du régime d'allocations familiales applicable aux employeurs et travailleurs indépendants (art. 153 du décret n° 46-1378 du 8 juin 1946); 3° le décret n° 46-2280 du 10 octobre 1946 dispose dans son article 1er qu'est considérée comme exerçant une activité professionnelle, pour l'assujettissement au régime d'allocations familiales des employeurs et travailleurs indépendants, toute personne qui consacre à cette activité le temps moyen qu'elle requiert et en tire des moyens normaux d'existence. Il n'existe pas de définition de la notion de moyens normaux d'existence. On peut admettre, à titre indicatif, qu'une personne ayant des moyens normaux d'existence est celle qui dispose d'un revenu professionnel se rapprochant du salaire servant de base au calcul des prestations familiales dues à la famille, dans sa commune de résidence (circulaire n° 114/SS du 2 juillet 1951). Il faut toutefois noter que pour l'assiette des cotisations dues par les employeurs et travailleurs indépendants, gérants de sociétés à responsabilité limitée, le Conseil d'Etat a estimé qu'il n'y avait pas lieu de tenir compte de la rémunération du capital investi qui peut leur être procuré par le fonctionnement de la société. Cette rémunération présente une nature analogue à celle du dividende distribué aux associés n'ayant pas la qualité de gérant et, dès lors, ne saurait avoir le caractère d'un revenu professionnel (avis du Conseil d'Etat, section sociale du 14 mars 1950).

13593. — M. Jacson demande à M. le ministre du travail : a) quel doit être le rôle de l'administration de tutelle vis-à-vis des œuvres des caisses de sécurité sociale ; b) s'il apparaît normal que cette administration prenne des mesures propres à favoriser le « débauchage » par une caisse du personnel d'une autre caisse située dans la même circonscription, en autorisant la seconde à offrir un salaire double de celui donné par la première à la même catégorie de personnel, les chiffres étant respectivement de : 18.200 nouveaux francs contre 8.920 nouveaux francs ; c) si dans le cas particulier aux cliniques dentaires des caisses de Nancy et de Troyes, il n'aurait pas été du rôle de l'administration de suggérer aux directions de ces deux caisses de coordonner leurs politiques en matière de recrutement du personnel, au lieu de favoriser la concurrence entre ces deux caisses. (Question du 20 janvier 1962.)

Réponse. — Aux termes de l'article L. 171 du code de la sécurité sociale « les décisions des conseils d'administrations des caisses d'allocations familiales et des caisses primaires et régionales de sécurité sociale sont communiquées immédiatement au directeur régional de la sécurité sociale. Dans les huit jours de cette communication, celui-ci peut, dans le cas où lesdites décisions lui paraissent contraires à la loi ou de nature à compromettre l'équilibre financier de la caisse, en suspendre l'exécution jusqu'à décision du ministre qu'il saisit aux fins d'annulation. Si la décision ministérielle n'intervient pas dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle le ministre a été saisi, la décision du conseil d'administration prend son entier effet ». En outre il résulte du décret n° 61-33 du 11 janvier 1961 que les directeurs des organismes de sécurité sociale doivent communiquer au directeur régional de la sécurité sociale toutes les décisions qu'ils prennent, notamment en matière de recrutement, selon la procédure et dans les délais prévus par l'article L. 171 précité. Les caisses de sécurité sociale sont amenées à recruter en vue du fonctionnement de certaines de leurs œuvres (cliniques dentaires, dispensaires...) du personnel dont les conditions d'emploi et de rémunération ne sont pas fixées par la convention collective nationale de travail du personnel des organismes de sécurité sociale, mais par des contrats individuels. Les décisions prises, soit par le conseil d'administration, soit par le directeur d'une caisse en vue de l'élaboration de tels contrats doivent être communiquées au directeur régional de la sécurité sociale dans le cadre des dispositions précitées du code de la sécurité sociale et du décret du 11 janvier 1961. Les directeurs régionaux de la sécurité sociale et le ministre du travail s'efforcent d'utiliser les moyens d'intervention que leur confèrent ces dispositions de manière à prévoir l'unité la plus grande possible dans les décisions de l'espèce. Toutefois cette intervention, consistant en l'annulation des mesures qui entraîneraient des dépenses supérieures à une certaine limite, n'empêche pas certaines inégalités de se produire au-dessous de cette limite, lorsque les caisses et leurs cocontractants se sont mis d'accord sur des rémunérations inférieures. Dans le cas particulier signalé, il est fait connaître à l'honorable parlementaire que le ministre du travail a annulé la décision par laquelle le conseil d'administration de la caisse primaire de sécurité sociale de Troyes avait adopté des conditions de rémunération supérieures à la limite précitée en faveur du chirurgien-dentiste et des mécaniciens-dentistes de sa clinique dentaire. En n'attendant pas pour passer contrat avec deux mécaniciens-dentistes l'expiration du délai prévu par le code pour l'intervention éventuelle d'une décision

d'annulation, la caisse primaire de Troyes a violé les dispositions d'ordre public de l'article L. 171 du code, violation qui entraîne, ainsi que l'annulation ministérielle, la nullité des contrats dont il s'agit.

13597. — M. Pascal Arrighi expose à M. le ministre du travail que la loi du 2 août 1957 a étendu à compter du 1er janvier 1957 le bénéfice des prestations du fonds national de solidarité aux invalides civils ; que la révision des dossiers entraîne actuellement la réduction ou la suppression de l'allocation supplémentaire, en raison du dépassement du plafond des ressources, à la suite des majorations successives de la pension principale, mais que, de ce fait, la somme totale perçue par les intéressés est notablement diminuée. Il lui demande quelles mesures sont envisagées pour faire en sorte que les invalides civils ne soient frustrés des avantages auxquels ils pouvaient, à bon droit, prétendre. (Question du 20 janvier 1962.)

Réponse. — Il est envisagé d'augmenter, le plus rapidement possible, les plafonds de ressources faisant obstacle à l'attribution de l'allocation supplémentaire. Cette mesure permettra, dès son intervention, de rétablir dans leurs droits à l'intégralité de l'allocation les invalides qui ont vu cet avantage réduit ou supprimé par suite des majorations de la pension principale.

13598. — M. Nilès attire l'attention de M. le ministre du travail sur les difficultés rencontrées par les salariés pour obtenir la liquidation de leur pension vieillesse de la sécurité sociale. Il lui signale notamment que : 1° pour justifier du versement des cotisations, les travailleurs salariés doivent produire les bulletins de paie remontant à plus de trente ans, c'est-à-dire à partir du 1er juillet 1930. Faute de pouvoir représenter ces pièces, les salariés se voient refuser la liquidation de la totalité des versements correspondant aux bulletins de paie manquants. Certes, ils ont la possibilité d'exercer un recours contre leur employeur en vertu de l'article 1382 du code civil. Mais cette procédure est longue et coûteuse et, dans la majorité des cas, les vieux travailleurs sont désarmés pour faire valoir leurs droits. Il lui demande s'il envisage une procédure plus simple pour permettre aux intéressés d'obtenir une pension correspondant à la totalité des versements précomptés par l'employeur sur leur salaire ; 2° l'article 64 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 prévoit qu'un décret pris après consultation du conseil supérieur de la sécurité sociale fixera la liste des activités reconnues pénibles. Ce décret n'ayant pas été publié jusqu'à ce jour, les vieux travailleurs qui, à partir de l'âge de soixante-cinq ans sont en droit de demander la liquidation de leur pension, se trouvent lésés car ils sont dans l'impossibilité, lors de la constitution de leur dossier, de réclamer la majoration prévue par l'ordonnance précitée. Or, il s'agit de vieux travailleurs qui, en raison même de la nature de la profession exercée, n'ont souvent que peu d'années à vivre. Il lui demande à quelle date le décret visé sera enfin publié. (Question du 20 janvier 1962.)

Réponse. — 1° Lorsqu'à l'occasion de la demande de liquidation des droits à l'assurance vieillesse, il est constaté des lacunes au compte individuel de l'assuré, la caisse régionale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés se met en rapport avec l'intéressé en vue d'obtenir les précisions susceptibles d'orienter des recherches plus fructueuses parmi les bordereaux de versements d'employeurs. Lorsque les résultats des recherches ainsi effectuées s'avèrent être négatifs, la régularisation de la situation de l'assuré peut alors être envisagée pour autant toutefois qu'il apporte la preuve du précompte de la part ouvrière des cotisations d'assurances sociales subi sur son salaire pendant la période en cause. En effet, conformément aux dispositions de l'article 71, paragraphe 4 du décret du 29 décembre 1945 modifié, il ne peut être tenu compte des cotisations arriérées d'assurance vieillesse, pour l'ouverture du droit et le calcul des pensions de vieillesse, que si elles ont, en temps utile, fait l'objet d'un précompte sur le salaire de l'intéressé. Il est toutefois précisé que la preuve de ce précompte peut résulter (à défaut de la production du bulletin de paie mentionnant ledit précompte) de toutes autres pièces ayant une valeur probante à cet égard, tels, par exemple, les livres comptables de l'employeur ; 2° le conseil supérieur de la sécurité sociale qui doit, en application de l'article L. 334 du code de la sécurité sociale (article 64 de l'ordonnance du 19 octobre 1945), être consulté avant la publication du décret établissant la liste des activités particulièrement pénibles ouvrant droit à la liquidation, dès l'âge de soixante ans, d'une pension de vieillesse calculée en fonction du taux de 40 p. 100 (normalement applicable au soixante-cinquième anniversaire des assurés) a chargé une commission d'études de lui proposer la liste desdites activités. Mais, en raison des difficultés techniques considérables que présente l'établissement de cette liste, celle-ci n'a pu encore être dressée. Il est toutefois rappelé que, d'ores et déjà, en application de l'article L. 332 du code de la sécurité sociale, les requérants reconnus médicalement inaptes au travail peuvent obtenir, dès leur soixantième anniversaire, une pension de vieillesse calculée dans les mêmes conditions que celles prévues en faveur des assurés ayant exercé une activité particulièrement pénible.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

13303. — M. Cruels expose à M. le ministre des travaux publics et des transports la situation nettement défavorisée des familles rurales qui, pour assurer l'instruction de leurs enfants, doivent accepter, outre les frais importants d'un internat, la charge de

voyages onéreux à l'occasion des vacances. Il lui souligne tout l'intérêt que présenterait pour les familles nombreuses, notamment celles de nos milieux ruraux de l'Ouest, le maintien des réductions de tarifs consenties par la Société nationale des chemins de fer français aux enfants de ces mêmes familles qui poursuivent leurs études au-delà de dix-huit ans. Il lui demande si cette mesure pourra être appliquée dès la nouvelle année scolaire et universitaire. Il se permet d'appeler son attention sur la réponse en date du 5 novembre 1961 qui lui a été faite à une précédente question écrite identique posée au ministre de la santé publique et de la population sous le numéro 11611. (Question du 23 décembre 1961.)

Réponse. — L'article 8 de la loi du 29 octobre 1921 prévoit l'octroi de réductions sur les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français aux familles comportant au minimum trois enfants de moins de dix-huit ans. Le remboursement de la perte de recettes qui résulte pour le chemin de fer de cette mesure est pris en charge par le budget de l'Etat en application de l'article 20 bis de la convention du 31 août 1937 modifiée. Pour 1962, le montant de cette charge a été évalué à 82.647.000 nouveaux francs. Dès lors, le report de la limite d'âge de dix-huit ans prévue par la loi devant entraîner pour le chemin de fer une perte de recettes nouvelle nécessiterait l'ouverture de crédits supplémentaires destinés à rembourser la Société nationale des chemins de fer français. La réalisation de cette mesure est ainsi dominée par des considérations financières : elle est essentiellement du ressort du ministre des finances qui a été saisi de la question. A titre indicatif, le report à vingt ans de la limite d'âge en cause entraînerait pour la Société nationale des chemins de fer français une perte de recettes s'élevant, d'après les estimations effectuées à ce sujet, à 7.200.000 nouveaux francs par an.

13408. — M. Bellec expose à M. le ministre des travaux publics et des transports qu'une commission a été chargée d'examiner le reclassement de 226 personnes reconnues « empêchées de guerre » et dépendant du secrétariat général de l'aviation civile. Cette commission, au cours de sa deux centième séance le 12 juillet 1960, a proposé le reclassement de toutes ces victimes de guerre ; or, au cours de la deux cent quatorzième séance le 25 juillet 1961, la commission a été avisée que l'administration ne prenait en considération que 66 dossiers appartenant à des fonctionnaires titulaires, rejetant purement et simplement ceux des 160 autres « empêchés de guerre » qui, pourtant, avaient été lésés dans leur carrière pour des durées allant de six mois à huit ans. Il lui demande si cette décision est définitive ; s'il est possible d'y faire appel ou s'il envisage de prendre une mesure gracieuse en faveur des intéressés, et quelle pourrait être éventuellement cette mesure. (Question du 6 janvier 1962.)

Réponse. — Les opérations de reclassement des personnels de l'aviation civile reconnus avoir subi un empêchement en raison des événements de guerre (ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945) ont été effectuées dans le cadre des dispositions des décrets d'application n° 45-2850 du 17 novembre 1945 et n° 45-2851 du 21 novembre 1945, pris respectivement pour les personnels des établissements et services extérieurs et de l'administration centrale du ministère de l'air ; le Conseil d'Etat, consulté en 1950, avait, en effet, estimé que celles-ci demeureraient applicables après le transfert des services de l'aviation civile au ministère des travaux publics et des transports. Tous les fonctionnaires et agents reconnus avoir été empêchés par la commission de reclassement créée à cet effet auprès du secrétariat général à l'aviation civile et qui remplissaient strictement les conditions prévues par ces décrets ont fait l'objet d'une révision de carrière en fonction de l'empêchement subi. Par contre, il n'avait pas été possible au 12 juillet 1960 de procéder au reclassement de 226 fonctionnaires et agents des services de la navigation aérienne qui, bien que reconnus empêchés, ne remplissaient pas les conditions fixées, du fait qu'ils étaient entrés au service de l'Etat en qualité d'auxiliaire ou de contractuel et non par voie des concours normaux d'accès aux corps de fonctionnaires. Sur proposition de la commission qui tendait à un reclassement de 172 d'entre eux — la commission ayant, en effet, elle-même estimé que 54 agents ne pouvaient bénéficier à la fois de leur temps d'empêchement et des services militaires correspondants — l'administration a pu, par une interprétation bienveillante des dispositions du décret précité du 17 novembre 1945, procéder au reclassement de 66 agents, compte tenu du fait qu'après leur entrée en qualité d'auxiliaire ou de contractuel ils avaient accédé à un corps de fonctionnaires par la voie d'examen ou de concours professionnels qui ont été assimilés à cette occasion aux concours normaux dits extérieurs. Dans le cadre de la réglementation en vigueur, il n'est pas possible d'envisager une mesure de reclassement en faveur des 106 autres agents qui, ou bien ne se sont présentés à aucun examen ou concours ou bien en ont subi sans succès les épreuves.

13488. — M. Le Douarec demande à M. le ministre des travaux publics et des transports s'il envisage d'établir la traction diesel sur les lignes le Mans—Rennes—Brest, le Mans—Rennes—Redon—Quimper, le Mans—Nantes—Quimper, le Mans—Nantes—le Croisic et, dans l'affirmative, à quelle date approximative. (Question du 13 janvier 1962.)

Réponse. — L'électrification de la ligne le Mans—Rennes, prolongement de l'électrification Paris—le Mans, a été prévue pour être réalisée, de 1962 à 1965, au titre du IV^e plan de développement

économique et social. Les lignes de Bretagne, au-delà de Rennes, seront dieselisées. Cependant, les locomotives diesel les plus récentes, actuellement en service sur le réseau de la Société nationale des chemins de fer français, sont insuffisantes pour assurer la traction sur ces lignes. Il sera nécessaire d'attendre, pour pouvoir réaliser cette modernisation de la traction, la mise au point et la livraison des locomotives diesel plus puissantes, de 2.000, 2.600 et 4.000 CV qui ont été commandées. Il n'est pas encore possible de prévoir la date de mise en service de ces nouvelles locomotives.

Erratum

au Journal officiel (débat parlementaire) du 10 février 1962.

Page 238, 1^{re} colonne :

Erratum au Journal officiel (débat parlementaire) du 3 février 1962.

Substituer au titre : « Questions orales »,

Le titre : « Questions écrites ».

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 138 [alinéas 2 et 6] du règlement.)

13202. — 14 décembre 1961. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre de la construction que les plans d'aménagement de certaines communes riveraines des aéroports viennent d'être modifiés par l'adjonction d'une clause de non edificandi frappant certaines zones dites de bruit intense. De ce fait, la commune d'Athis-Mons en particulier est coupée littéralement en deux par une telle zone qui comprend non seulement des terrains nus, mais également de nombreux pavillons dont la majorité ont été construits antérieurement à la création de l'aéroport d'Orly. L'interdiction est absolue, elle frappe donc non seulement les candidats présents et éventuels, mais aussi bien les propriétaires d'immeubles existants qui ne peuvent améliorer leurs conditions d'habitat, même s'il s'agit d'améliorations d'ordre sanitaire, ou de modifications pour loger une nombreuse famille. Il lui demande : 1° si l'enquête commodo et incommodo prévue pour toute modification au plan d'urbanisme a été effectuée à la fois sur la clause elle-même et sur l'étendue de la zone de bruit intense ; 2° si le Gouvernement est en droit d'imposer aux citoyens des méthodes de prévention contre le bruit, alors que lesdits citoyens en acceptent les inconvénients ; 3° s'il n'existe pas d'autres méthodes (réglementaires ou perfectionnement technique qui limiteraient les inconvénients du bruit) ; 4° s'il ne serait pas possible d'autoriser les constructions, sous la réserve acceptée en juin dernier, d'une clause dégageant l'aéroport des responsabilités et inscrite dans le permis de construire ; 5° dans tous les cas, si des indemnités compensatrices des dommages subis (impossibilité de vente de terrain, perte sur la valeur des immeubles, remboursement des exonérations de taxes de mutation, etc.) pourront être attribuées aux intéressés.

13221. — 15 décembre 1961. — M. Davoust demande à M. le ministre de la construction : 1° de lui faire connaître l'état actuel des instances judiciaires engagées par les souscripteurs de l'immobilière Lambert ; 2° quelles mesures ont été prises pour assurer, en toute hypothèse, la sauvegarde du patrimoine des souscripteurs ; 3° pour quelles raisons ont été refusées aux conventions de prêts entre promoteurs et organismes prêteurs, le caractère d'une stipulation pour autrui au sens de l'article 1121 du code civil.

13257. — 15 décembre 1961. — M. Guthmuller expose à M. le ministre de la construction les faits suivants : la Société coopérative H. L. M. rurale des Vosges, 3, avenue de Latre-de-Tassigny, à Epinal, a fait édifier sur un terrain sis à Dogneville, lieu-dit Brunéve, un groupe de six pavillons à usage d'habitation dont les clés ont été remises aux locataires-attributaires le 1^{er} avril 1961 en vertu d'un contrat de location-vente. Or, depuis cette date, et comme le laissent prévoir les infiltrations déjà constatées lors de l'aménagement des fondations, les caves de ces habitations individuelles sont inondées périodiquement par des eaux résiduelles provenant de puits perdus qui précisément ont été creusés à proximité desdits immeubles — et aux frais des candidats à l'accession à la propriété — pour les prémunir des infiltrations constatées dès l'origine ; le danger de contamination qu'encourent ces familles chargées d'enfants est tel que le directeur départemental de la santé a fait établir, le 7 décembre courant, par les services de la gendarmerie, un procès-verbal d'insalubrité afin que soient engagées des poursuites pénales contre la Société coopérative H. L. M. rurale. Cette dernière, jusqu'alors impassible aux nombreuses réclamations qui lui ont été adressées par les occupants, a récemment décidé de faire effectuer par une entreprise spécialisée des son-

dages sur ces terrains qui, de l'avis unanime des habitants de la localité, ont toujours été couverts par les eaux pendant une grande partie de l'année; toutefois dans une lettre adressée à l'un des pétitionnaires, le directeur de la société en question émet la prétention de faire supporter par ceux-ci le coût des travaux de protection et d'assainissement. Il lui demande: 1° si cette prétention est justifiée ou si, au contraire, comme il serait logique de le penser, la responsabilité de cette situation incombe, à des degrés divers, au ministère de la construction qui a délivré le permis de construire et le certificat de conformité, d'une part, et à l'organisme constructeur, promoteur du projet, d'autre part; 2° si ces responsabilités sont reconnues, quelle procédure peut être engagée par les locataires-attributaires desdits appartements pour obtenir la réparation du préjudice matériel et moral qu'ils ont incontestablement subi; 3° s'agissant de fonds publics, s'il n'y aurait pas lieu de s'assurer de la compétence des directeurs d'H. L. M. ou si ces postes ne devraient pas être occupés obligatoirement par des architectes.

13409. — 13 janvier 1962. — M. Lecucq fait remarquer à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, s'il y a lieu de féliciter le Gouvernement pour le geste qu'il a fait en faveur des fonctionnaires du secteur public en leur accordant une prime exceptionnelle de 60 NF, il est néanmoins regrettable que ce geste ne soit pas étendu aux retraités, qui s'en fussent trouvés fort aise. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de réparer cette omission qui prouverait aux personnes âgées les bonnes intentions à leur égard d'un gouvernement qui se veut avant tout social.

13411. — 13 janvier 1962. — M. Ernest Denis demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes de lui préciser: 1° le nombre de victimes civiles dues aux attentats en Algérie pour les années 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960 et 1961; 2° le nombre de Français musulmans vietnams, en métropole, des deux terrorismes (F. L. N. et M. N. A.) pour les années 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960 et 1961.

13419. — 13 janvier 1962. — M. Cance expose à M. le ministre des anciens combattants qu'un certain nombre de demandes d'attribution du titre de déporté ou d'interné politique (loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948) sont bloquées, depuis plusieurs années, dans ses services à Alger. Il lui demande: 1° combien de dossiers de l'espèce sont en suspens en Algérie; 2° pour quelles raisons il n'a pas prescrit leur transmission à son administration centrale étant donné l'impossibilité dans laquelle il semble se trouver de faire fonctionner la commission des déportés et internés politiques d'Alger; 3° quelles mesures il compte prendre pour obtenir la liquidation de ces dossiers; 4° quelles dispositions il a prises pour permettre aux déportés et internés politiques et résistants d'Algérie de faire valoir leurs droits à l'indemnisation prévue par le décret du 29 août 1961 et garantir aux intéressés que leurs demandes seront examinées normalement.

13420. — 13 janvier 1962. — M. Collobi rappelle à M. le ministre des armées les dispositions du décret du 31 janvier 1961 dont l'article 14 stipule que « les jeunes gens non titulaires du baccalauréat complet qui envisagent de poursuivre des études supérieures doivent entreprendre ces études dans l'année civile ou ils ont vingt ans ». Il lui expose que certains établissements d'enseignement supérieur — tel celui qui confère le diplôme d'Etat de géomètre-expert topographe — recrutent leurs élèves à la suite d'un concours auquel prennent part des candidats bacheliers complets ou non; et lui demande s'il n'estime pas indispensable de modifier l'article 14 du texte précité afin que tous les élèves d'un établissement d'enseignement supérieur qui ont subi avec succès les épreuves d'un concours dont le niveau est supérieur à la seconde partie du baccalauréat puissent bénéficier d'un sursis d'incorporation leur permettant de terminer leurs études avant d'accomplir leur temps de service militaire actif.

13423. — 13 janvier 1962. M. Vollquin demande à M. le ministre des armées, si, en raison même de la diminution prévue des effectifs, appelée à intervenir prochainement en Afrique du Nord il ne lui semble pas possible d'établir une rotation entre les appelés du contingent, de façon à ce qu'une plus grande équité puisse être appliquée en matière d'affectation dans cette région. Une partie du contingent pourrait, par exemple, servir pendant un laps de temps déterminé et l'autre, déjà instruite, la remplacer. En tout état de cause il y a là un problème qui doit être étudié et auquel une solution devrait pouvoir être apportée dès que possible.

13425. — 13 janvier 1962. — M. Ernest Denis demande à M. le secrétaire d'Etat au commerce intérieur de lui préciser: 1° le nombre de débits de boissons ayant cessé toute activité depuis une vingtaine d'années; 2° le nombre de nouvelles licences (quelle que soit la catégorie) qui furent accordées pendant la même période; 3° le nombre de débits de boissons en activité au 31 décembre 1961.

13429. — 13 janvier 1962. — M. Palmero demande à M. le ministre de la construction son avis sur l'interprétation du décret n° 60-1064 du 1^{er} octobre 1960, concernant l'application des mesures transitoires lorsque les travaux d'entretien ont été réalisés dans l'immeuble après le 1^{er} janvier 1961. Il est dit notamment: « Ces mesures transitoires ne sont pas applicables aux modifications de la surface corrigée qui seront justifiées par une modification de l'état d'entretien de l'immeuble postérieure au 31 décembre 1960 ». Se basant sur ce texte, le propriétaire d'un immeuble dans lequel on a refait la cage d'escalier en mars 1961, a refusé à son locataire le bénéfice des mesures transitoires et a exigé l'application immédiate de la nouvelle valeur locative parce que les travaux ont été faits après le 1^{er} janvier 1961. Il lui demande si cette interprétation n'est pas abusive. En effet, si elle est appliquée, cela se traduirait par une pénalisation des locataires de cet immeuble qui subiraient une augmentation brutale de leur loyer sans qu'ils soient nullement responsables du retard apporté par leur propriétaire pour réaliser les travaux d'entretien avant le 1^{er} janvier 1961. Ne doit-on pas plutôt interpréter la phrase incriminée dans le sens contraire, c'est-à-dire que les propriétaires ayant réalisé les travaux après le 1^{er} janvier 1961 perdent le bénéfice des majorations semestrielles au taux double et doivent se contenter de majorations simples prévues au décret du 27 décembre 1958.

13430. — 13 janvier 1962. — M. Frédéric-Dupont demande à M. le ministre de la construction: 1° quelles sont les lois, les règlements généraux et les règlements particuliers qui définissent le montant maximum du coût total définitif des ouvrages de voirie construits à l'intérieur de l'aire d'une cité H. L. M. rurale, acquise ou à acquérir en toute propriété par les propriétaires des parcelles bâties ou à bâtir; 2° quel est le montant maximum de la quote-part à payer par chacun des propriétaires, ou à amortir par les locataires de tel ou tel logement, si certains immeubles venaient à être loués, faute de candidats propriétaires solvables; 3° quelle est la proportion à ne pas dépasser entre le coût du logement proprement dit d'une part, et le coût total des clôtures, et des travaux d'aménagement définitif des voies desservant soit le logement intéressé, soit l'ensemble de tous les logements de la cité; 4° si le coût maximum des travaux en domaine commun à payer par les propriétaires doit avoir une valeur différente à ne pas dépasser, qu'il s'agisse soit d'une cité H. L. M. rurale d'immeubles collectifs, soit d'une cité H. L. M. rurale possédant à la fois des aires d'immeubles collectifs desservis par telles ou telles voies neuves, et des aires à maison individuelles desservies également par telles ou telles voies neuves; 5° s'il existe des textes imposant au maître de l'ouvrage et aux maîtres de l'œuvre de faire en sorte que le coût total de l'achat du terrain, de l'aménagement des accès et dessertes, des réseaux divers et des clôtures et de tous travaux en domaine commun, ne dépasse pas telle proportion avec le montant du prix proprement dit de chaque logement; 6° quel recours peut être tenté, et dans quelles formes, par le propriétaire d'un logement auquel il est demandé, à l'avance ou après coup, de faire les frais d'une dépense en domaine commun disproportionnée avec la dépense en ce domaine privé propre.

13431. — 13 janvier 1962. — M. Alliot expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les directeurs d'écoles de plein air, même si leurs titres (diplômes universitaires) se limitent au brevet élémentaire terminent leur carrière avec l'indice de traitement 595, que l'établissement fonctionne avec internat ou demi-internat; que les adjoints d'écoles de plein air, même si leurs titres universitaires sont supérieurs (baccalauréat ou brevet supérieur) ne terminent leur carrière qu'à l'indice de traitement 500 si l'établissement fonctionne en demi-internat; qu'il y a donc une disparité de réglementation entre les directeurs et les adjoints des écoles de plein air qui fonctionnent avec le demi-internat; que, d'autre part, la même disparité de réglementation existe entre les adjoints des écoles de plein air avec internat par rapport à leurs collègues des cours complémentaires. Compte tenu du fait que les directeurs et adjoints des écoles de plein air doivent être titulaires du diplôme spécial de plein air; que l'activité professionnelle des maîtres et maîtresses dans lesdites écoles est plus intense que dans les écoles fréquentées par des élèves en bonnes conditions physiques; il lui demande si cette disparité d'indice pour le traitement ne lui semble pas être illogique et quel ajustement des indices il prévoit pour réparer ce qui constitue une injustice.

13434. — 13 janvier 1962. — M. Clerget expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'à l'occasion de l'assemblée générale du comité d'expansion économique et de productivité de la Haute-Saône qui s'est tenue à Vesoul, le 18 décembre 1961, il a appris avec une profonde surprise, par M. l'inspecteur principal de l'enseignement technique, que le département de la Haute-Saône ne recevait, en 1962, aucun crédit d'équipement au titre des constructions scolaires, et se trouverait ainsi être le seul département de France dans cette situation de misère qui s'explique d'autant moins que, compte tenu de sa très forte démographie et de ses possibilités d'expansion, la Haute-Saône aurait précisément besoin d'une extension considérable des établissements existants. Il lui demande: 1° si l'allégation mentionnée ci-dessus est exacte; 2° dans l'affirmative, quel est l'organisme qui a cru devoir prendre cette décision, et sur quels critères il a pu la fonder; 3° pour quelles raisons les parlementaires du département n'ont pas été

consultés à l'occasion de l'attribution des crédits de ce genre qui intéressent au plus haut point la vie du département; 4° comment il a pu se faire que les parlementaires apprennent une information d'une telle importance lors d'une réunion publique, ce qu'ils estiment absolument inadmissible parce que se trouvant de ce fait déconsidérés à l'égard de l'opinion publique; 5° quelles mesures seront prises pour éviter le retour d'un tel incident.

13435. — 13 janvier 1962. — **M. Grasset-Morel** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale**: 1° les conditions dans lesquelles seront appliquées, en 1962, les dispositions du troisième alinéa de l'article 4 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 sur l'enseignement agricole. Cet alinéa prévoit que des décrets établiront, pour chaque ordre d'enseignement, la proportion minima des bourses réservées à la population rurale, compte tenu de son importance, et des difficultés particulières rencontrées par elle pour l'éducation de ses enfants; 2° les critères de ressources retenus pour les salariés agricoles, les exploitants et les salariés membres de la famille de l'exploitant; 3° quelle est l'importance relative des bourses accordées en 1961, aux diverses catégories de population du département de l'Herault.

13436. — 13 janvier 1962. — **M. Vollquin** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques**, sur les difficultés d'application rencontrées par certains agents de son administration, lorsque des oppositions sont pratiquées entre les mains des comptables du Trésor à l'occasion de règlements de rappels de traitements ou salaires. Les uns estiment que ces rappels sont saisissables en totalité, d'autres seulement en fonction de la proportion saisissable afférente à la rémunération normale, ce qui semble d'ailleurs plus équitable et plus humain. Il lui demande de faire connaître son point de vue à ce sujet en attendant un texte réglementaire qui pourrait paraître ultérieurement.

13438. — 13 janvier 1962. — **M. Vollquin** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur le fait qu'au moment où l'Etat abandonne le recouvrement de certaines créances inférieures à 5 nouveaux francs, en raison de certaines difficultés bien précises rencontrées en la circonstance, il semblerait rationnel d'adopter la même ligne de conduite en ce qui concerne le recouvrement des créances des collectivités locales ou organismes publics ou para-publics inférieures à ce même montant. Il lui demande s'il ne compte pas autoriser le comptable intéressé à en solliciter l'admission en non-valeur.

13439. — 13 janvier 1962. — **M. Le Douarec** rappelant à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le décret du 1^{er} août 1961 a réduit à 8 p. 100 les abattements de zone de 8,50 p. 100, 9 p. 100 et 10 p. 100 en matière de prestations familiales, lui demande quel est le montant annuel et par régime (régime général, régime agricole, etc.), des charges financières incombant à l'Etat du fait de cette réduction.

13440. — 13 janvier 1962. — **M. Le Douarec** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques**: 1° quel serait le montant annuel et par régime (régime général, régime agricole, etc.) des charges financières incombant à l'Etat du fait d'une éventuelle réduction à 5 p. 100 des abattements de zone de 8 p. 100, 2° quel serait le montant annuel et par régime (régime général, régime agricole, etc.) des charges financières incombant à l'Etat du fait d'une éventuelle suppression totale des abattements de zone en matière de prestations familiales.

13441. — 13 janvier 1962. — **M. Le Douarec** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** de lui faire connaître le montant annuel du bénéfice estimatif résultant, pour l'Etat, de la dernière hausse du prix du tabac.

13442. — 13 janvier 1962. — **M. Le Douarec** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques**: 1° qu'un immeuble d'une superficie totale inférieure à 2.500 mètres carrés, comprenant maison d'habitation avec dépendances et terrain non bâti, est divisé entre une mère et sa fille, l'une étant propriétaire d'une partie du terrain non bâti et des dépendances de la maison d'habitation, l'autre de la maison d'habitation et du surplus du terrain non bâti; 2° que le premier lot n'ayant aucun accès à la voie publique doit nécessairement se desservir par le second lot. Il lui demande quel sera le taux des droits de mutation en cas de vente de l'ensemble de cet immeuble réalisée par le même acte et à un seul acquéreur.

13443. — 13 janvier 1962. — **M. Rossi** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'une société à responsabilité limitée, créée en 1942, avec pour objet exclusif « l'acquisition d'un immeuble à usage d'habitation (précisé dans les statuts), sa

location, son aménagement et sa reconstruction », a strictement borné son activité à la location non meublée dudit immeuble, conformément à son objet, jusqu'à ce jour; que quelques années après sa constitution, les associés, en vue de permettre éventuellement l'accomplissement d'opérations d'achats et de ventes de marchandises diverses, ont modifié l'objet statutaire en conséquence, puis, comme aucune suite n'ayant été donnée à cette modification et aucune opération de ce genre n'ayant jamais été réalisée, ont finalement rétabli l'objet statutaire dans sa teneur primitive, les opérations autres que la location de l'immeuble social, son aménagement et sa reconstruction étant exclues. Ainsi la société considérée a toujours eu, en fait, une activité purement civile et son objet, strictement civil à l'origine, puis inutilement étendu à d'éventuelles opérations commerciales, a été finalement conforme de nouveau à l'activité civile qui a toujours été et demeure la sienne. Par ailleurs, les statuts de la société prévoient, suivant une disposition qui n'y figurait pas lors de sa constitution, mais y a été introduite, par décision ultérieure des associés, la possibilité d'être transformée en société civile sans création d'un être moral nouveau. Par ailleurs, la société réunit toutes les autres conditions exigées pour qu'elle puisse être considérée comme une société civile immobilière de personnes non passible de la taxe des sociétés. Enfin, il est indiqué, à toutes fins utiles, que, par hypothèse, aucun des associés n'exerce et n'exercera la profession de marchand de biens et n'est ou ne sera susceptible d'être taxé en ladite qualité. Il demande si, dans de telles conditions, la transformation de la société en société civile immobilière bénéficiera pleinement, comme il y a lieu de le penser, des dispositions de l'article 47 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959, avec toutes les conséquences de droit, et si notamment, compte tenu de la sincérité de cette transformation, qui n'a fait que confirmer la société à sa véritable nature et au caractère réel de son activité depuis sa constitution, à assurer, après sa transformation, tant à elle-même qu'à ses associés, le régime réservé aux associés et aux associés des sociétés civiles immobilières non passibles de la taxe sur les sociétés, à savoir, notamment: l'exonération de l'impôt sur les revenus des personnes physiques en cas de revente, avec plus-values par certains des associés des parts sociales leur appartenant; l'exonération des plus-values en cas de revente de l'immeuble social par la société à un prix supérieur à sa valeur comptable ou en cas de conformation des statuts aux dispositions de la loi du 28 juin 1938 relative aux sociétés de construction; l'exonération des revenus en provenance notamment des plus-values réalisées, en cas de distribution desdits revenus.

13444. — 13 janvier 1962. — **M. Palmero** signale à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le décret attribuant aux personnels civils et militaires de l'Etat en activité une prime unique non soumise à retenue pour pension de 60 nouveaux francs viole une nouvelle fois le principe de la péréquation automatique des pensions de retraite prévu par la loi de 1948, et lui demande s'il envisage des mesures de compensation en faveur des retraités.

13445. — 13 janvier 1962. — **M. Frédéric-Dupont** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'en vertu du livre I^{er}, titre III, chapitre II, article L 23, dans la liquidation d'une pension d'ancienneté ou proportionnelle, sont comptés, pour leur durée effective, les services civils sédentaires ou de la catégorie A et éventuellement les bonifications prévues à l'article L 9 s'y rapportant lorsqu'ils complètent les vingt-cinq premières années de service valables dans la liquidation d'une pension d'ancienneté pour les fonctionnaires ou militaires dont le droit à une telle pension est acquis après vingt-cinq années de service. Il lui demande si le même bénéfice ne pourrait pas être accordé pour les services civils sédentaires ou de la catégorie A des fonctionnaires titulaires d'une pension d'invalidité au titre de la loi du 31 mars 1919.

13446. — 13 janvier 1962. — **M. Le Guen** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur les inégalités auxquelles donne lieu la répartition du produit de la taxe locale. Cette taxe payée par les agriculteurs des communes rurales sur le matériel qu'ils achètent est attribuée à concurrence de 70 p. 100 à la ville où se trouve le siège social de l'organisme vendeur et à concurrence de 30 p. 100 au fonds de péréquation sur lequel les communes rurales perçoivent le minimum garanti par habitant, quelles que soient les charges qu'elles assument. C'est ainsi qu'en 1959, environ 32 millions de Français pour la plupart ruraux ont perçu 100 milliards d'anciens francs au titre de la taxe locale, tandis que 10 millions d'urbains ont perçu plus de 210 milliards. Dans les villes de plus de 300.000 habitants, la taxe locale couvre plus de 70 p. 100 du budget, alors que dans les communes de 400 habitants, elle ne représente plus que 35 p. 100. Il s'ensuit que les communes rurales se trouvent dans l'obligation, pour faire face à leurs charges, d'augmenter les centimes payables par leurs contribuables, lesquels par l'intermédiaire de la taxe locale subviennent en même temps aux besoins des centres plus favorisés. Il n'y a rien d'étonnant, dès lors, à ce que dans un bon nombre de communes rurales de l'Ouest les impôts communaux atteignent le chiffre de 6.000 à 14.000 anciens francs par habitant. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de réformer un système qui entraîne de telles inégalités et s'il ne serait pas équitable que le produit de la taxe locale soit également réparti en fonction du nombre d'habitants de la commune et des charges — notamment entretien du réseau routier et équipement — supportés par cette commune.

13447. — 13 janvier 1962. — M. Le Guen expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les artisans et petits commerçants avaient accueilli avec satisfaction le dépôt du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires, qui aurait permis de libérer de la perception de la taxe locale un million de détaillants. Ceux-ci sont aujourd'hui déçus par le sort qui a été fait à ce projet de loi devant le Parlement. Il conviendrait que ce problème soit cependant résolu au plus vite afin qu'une nouvelle législation dispense désormais les détaillants de ce rôle de collecteurs d'impôts, auquel ils ne sont pas préparés et qu'elle les libère d'un contrôle tracassier et de cette suspicion de fraude à laquelle ils sont nécessairement soumis. Il lui demande quelles sont ses intentions en la matière.

13448. — 13 janvier 1962. — M. Bilin demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quels sont, par ministère, les montants des reports de crédits prévisibles de l'année 1961 sur 1962.

13449. — 13 janvier 1962. — M. Bilin demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quels sont, par ministère, les montants des reports de crédits de l'année 1959 sur 1960 et de l'année 1960 sur 1961.

13450. — 13 janvier 1962. — M. Dilligent expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques les faits suivants: une personne a fait l'acquisition d'une maison qui appartenait à ses tantes et celles-ci se sont réservées un droit d'habitation dans l'immeuble vendu. L'acte de vente a été enregistré en tenant compte de cette charge. Par la suite cette même personne a acheté un autre immeuble et pour cette opération, elle a payé les droits d'enregistrement aux taux normal. Il a été convenu entre l'acquéreur et ses tantes, que celles-ci reporteraient leur droit d'usage sur cet immeuble. Cependant les parties désirent faire constater ces conventions par un acte régulier. Il lui demande quels sont, dans ces conditions, les droits d'enregistrement qui seront exigibles lors de la passation de cet acte et si, notamment: 1° il convient de considérer l'acte en cause comme comportant, d'une part, rönociation au droit d'usage sur le premier immeuble et entraînant, par suite, paiement du complément du droit de mutation, et d'autre part, constitution du droit d'usage sur l'autre immeuble emportant, par suite, un droit dont il est difficile de déterminer la nature; 2° si l'on ne doit pas plutôt considérer l'acte comme un transfert de droit d'usage, acte qui n'étant prévu par aucun article du tarif devrait être enregistré comme acte inconnu, c'est-à-dire au droit fixe.

13451. — 13 janvier 1962. — M. Lecocq demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui donner la liste des emprunts qui ont été contractés à l'étranger. avec leur lieu, leur date, leur durée et leur taux, en 1956-1957 et 1958.

13452. — 13 janvier 1962. — M. Lecocq attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le fait que les associations familiales craignent que la diminution de 0,75 p. 100 du taux de la cotisation des prestations familiales n'ait pour les familles des conséquences graves; les associations familiales se demandent si, en effet, les ressources nouvelles que procurera le relèvement du plafond suffiront à compenser les pertes qui résulteront de la mesure susindiquée et doutent que les fonds escomptés pour 1962 puissent couvrir les dépenses des prestations au niveau fixé par le Gouvernement. Il lui demande s'il peut donner aux associations familiales des apaisements à ce sujet.

13453. — 13 janvier 1962. — M. de Poulpquet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une personne a acquis le 18 avril 1952 une parcelle de terrain d'une contenance de 1.056 mètres carrés appartenant à sa propriété, dans le but d'y édifier une maison d'habitation destinée à assurer le logement de ses enfants. De ce fait, elle a bénéficié du tarif réduit alors en vigueur, s'étant engagée à construire ladite maison dans un délai de quatre années du jour de l'acte. Depuis quelque temps, cette même personne propriétaire et dirigeant une entreprise industrielle étudie et envisage d'étendre et de développer son industrie, ce qui entraînerait la création de plusieurs emplois nouveaux dans une région défavorisée. Pour ce faire, il lui est nécessaire d'édifier de nouveaux ateliers, et elle ne peut les construire que sur le terrain faisant l'objet de l'acquisition du 18 avril 1952, appartenant à ses ateliers actuels. De ce fait, son fils s'est vu dans l'obligation d'acquiescer un autre terrain pour la construction de sa maison d'habitation. Il lui demande, étant donné le cas particulier de cet industriel, s'il ne lui est pas possible de pouvoir bénéficier pour l'acquisition du 18 avril 1952 du droit réduit prévu par l'article 721 du code général des impôts dans le cadre d'une extension d'installation industrielle, ce qui, bien entendu, sous réserve de l'obtention des agréments administratifs préalables, ce qui, dans l'affirmative, lui éviterait de payer le droit entier sur cette acquisition et la majoration de 6 p. 100 pour la non-construction dans le délai de quatre années du jour de l'acte.

13454. — 13 janvier 1962. — M. Hostache expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 (art. 61) précise que les pensions de retraite sont liquidées sur le traitement ou solde du dernier emploi et classe ou grade et échelon occupé lors de la cessation de l'activité, compte tenu des bonifications exceptionnellement accordées. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour intégrer dans le traitement soumis à retenue pour pensions de retraite l'indemnité de résidence allouée dans la zone du plus fort abattement.

13455. — 13 janvier 1962. — M. Collnet demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si les règlements en vigueur permettent les paiements au moyen d'argent liquide entre commerçants.

13456. — 13 janvier 1962. — M. Callemer demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quel est, dans le domaine de la fabrication des emballages légers en bois, le nombre: 1° des entreprises purement artisanales; 2° des entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 400.000 NF; 3° des entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à ce chiffre. D'autre part, quel est le nombre d'employés et d'ouvriers travaillant dans chacune des deux dernières catégories.

13457. — 13 janvier 1962. — M. Rouland expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les titulaires de pensions de retraite éprouvent les plus grandes difficultés pour connaître leur situation, en ce qui concerne les prohibitions légales de cumul, dont la législation se trouve extrêmement complexe; ils ne reçoivent jamais de réponse aux demandes de renseignements qu'ils adressent à ce sujet aux comptables assignataires. L'étude des dossiers dit « de cumul » demande des délais considérables, souvent de plusieurs années, et les retraités qui, sans connaître à l'époque les complications qui s'offriront plus tard à eux, et qui ont ainsi travaillé 3, 4, ou 5 ans dans un emploi de la fonction publique, alors qu'ils jouissaient par ailleurs d'une pension trop modeste pour leur permettre de vivre décemment, se voient réclamer des remboursements énormes, alors qu'ils sont définitivement retraités depuis longtemps, et qu'ils sont hors d'état d'effectuer ces paiements. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de choses.

13463. — 13 janvier 1962. — M. Voilquin demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'information quels sont, pour l'année 1961: 1° le coût global de chaque émetteur régional de télévision: Lille, Lyon, Marseille, Strasbourg (travaux, entretien, personnel, etc.); 2° le nombre de personnes employées dans chacun d'eux; 3° le nombre d'heures d'émissions effectives dont a bénéficié le public intéressé.

13464. — 13 janvier 1962. — M. Niles expose à M. le ministre de l'intérieur que, dans la nuit du 21 au 22 décembre 1961, à deux heures du matin, un ouvrier algérien, père de huit enfants, demeurant à Bobigny, a été enlevé de son domicile par cinq hommes vêtus de blousons de cuir, de couleur marron, sans mandat d'amener. Sa femme reste sans nouvelles depuis cette date, malgré les démarches entreprises auprès des différents services de police. Le vendredi 22 décembre, à six heures trente du matin, sur les lieux de son travail, un autre travailleur algérien, père de sept enfants, demeurant à Drancy, a été enlevé d'une façon identique. Bien que ces deux travailleurs n'aient pas été, jusqu'à présent, ni inculpés, ni condamnés, ils sont pourtant détenus, le premier dans un lieu inconnu, le second au fort de Vincennes. En protestant contre ces arrestations arbitraires faites en violation des droits les plus élémentaires, il lui demande: 1° en vertu de quels textes législatifs ou réglementaires, de quelles instructions, émanant de quelles autorités, ces deux travailleurs algériens ont pu être mis en état d'arrestation dans les conditions susindiquées; 2° de lui faire connaître le lieu de détention du travailleur algérien domicilié à Bobigny, afin qu'il puisse en informer sa famille; 3° s'il compte faire libérer sans délai ces deux travailleurs, dont l'arrestation prive de toutes ressources des familles comptant ensemble quinze enfants.

13465. — 13 janvier 1962. — M. Pascal Arrighi expose à M. le ministre de l'intérieur que la presse lui impute une déclaration aux termes de laquelle les 34 détenus du centre d'internement de Beaujon continueraient de s'allonger clandestinement pendant leur grève de la faim. Il lui indique que cette grève a été commencée le 3 janvier au matin pour attirer l'attention sur la détention dans des conditions inhumaines de 6 lycéens mineurs et qu'elle semble avoir été d'autant plus intégralement respectée que les services de la préfecture de police ont constaté que les familles n'apportaient aucune nourriture aux détenus; que récemment, à propos d'internés F. I. N. de haut rang qui n'observaient pas réellement la grève de la faim, les autorités responsables avaient préféré faire le silence et ne pas contrôler la réalité de cette grève; que, par contre, dès qu'il s'agit de nationaux français coupables de ne pas suivre la

politique du pouvoir, les mêmes autorités suspectent cette grève sans la faire contrôler. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en définitive pour améliorer le sort des 6 lycéens mineurs incarcérés à Beaujon dans des conditions que la morale et le droit condamnent et réprovoquent.

13471. — 13 janvier 1962. — M. Dumas expose à M. le ministre de la justice qu'un grand nombre de baux commerciaux doivent être renouvelés le 1^{er} avril prochain. Il lui demande s'il n'est pas possible de mettre fin avant cette date au régime de l'expert unique.

13472. — 13 janvier 1962. — M. Battesti, se référant à la réponse faite le 13 février 1960 à la question écrite n° 3972, demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre : 1° si le projet de loi ayant pour effet d'adapter les modalités de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 à la situation particulière des agents visés à l'article 1^{er} de la loi du 7 août 1955 (fonctionnaires français des cadres tunisiens et marocains), aux articles 1^{er} (fonctionnaires français des cadres marocains) et 10 (non titulaires des cadres tunisiens et marocains) de la loi du 4 août 1956, lorsque les intéressés seront, soit intégrés dans les cadres français, soit pris en charge par le budget français, retient comme dates de référence : le 24 novembre 1953 pour les agents des cadres tunisiens ; le 10 juin 1955 pour les agents des cadres marocains, ces dates étant celles ayant été prévues par les décrets beylical et viziriel étendant aux fonctionnaires de Tunisie et du Maroc le bénéfice de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 ; 2° s'il envisage de soumettre l'examen des dossiers des ayants droit à une commission plus élargie que celle prévue par la loi du 26 septembre 1951 en accueillant notamment des fonctionnaires résistants de Tunisie et du Maroc bénéficiaires dudit texte comme cela a été prévu pour l'application de la loi n° 57-261 du 2 mars 1957 et de l'ordonnance n° 59-114 du 7 janvier 1959, pour tenir compte des organisations de résistance typiquement locales (réseaux S. R. Tunisie, Mounier, Béranger, Henri d'Astier pour la Tunisie ; Vclite Thermopyles, Libération, Front national de libération... pour le Maroc) et de la qualité des résistants qui ont rendu des services exceptionnels à la cause française et alliée durant le contrôle ennemi de la Tunisie et du Maroc. Il lui signale notamment que la publication d'un texte ne retenant pas les dates de références susmentionnées risque de porter préjudice aux fonctionnaires de Tunisie et du Maroc attendant depuis près de dix ans une mesure de titularisation au titre des services accomplis dans la résistance.

13475. — 13 janvier 1962. — M. Ernest Denis demande à M. le ministre de la santé publique et de la population de lui préciser si la compétence de la commission Laroque s'étendait aux problèmes de l'infirmité civile ou s'il envisage la création d'une commission chargée de cette question de même que du cas des veuves civiles chefs de famille qui réclament, elles aussi, un statut.

13476. — 13 janvier 1962. — M. Pierre Villon expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que la commission de l'équipement sanitaire et social avait évalué les besoins immédiats des hôpitaux et hospices à 9 milliards de nouveaux francs, mais que ces propositions ont été ramenées à 2,74 milliards de nouveaux francs. De ce fait, le projet d'extension de l'hôpital rural de Lapalisse (Allier), inscrit au plan 1962-1965, a été écarté. Compte tenu de la nécessité de développer cet établissement, il lui demande les dispositions qu'il compte prendre en vue de la réalisation du projet d'extension de l'hôpital rural de Lapalisse.

13477. — 13 janvier 1962. — M. de Benouville expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que, par circulaire n° 151 du 29 mars 1961, les services départementaux ont été invités à étendre le bénéfice du décret n° 59-1182 du 19 octobre 1959 aux assistantes sociales des services départementaux ; les statuts en vigueur devaient être modifiés dans ce sens. Cependant la circulaire précitée n'aurait visé, selon des renseignements récents, que les nouvelles assistantes sociales recrutées par les services départementaux et ayant dépassé l'âge de 35 ans ; à celles-ci seulement serait accordée une bonification d'ancienneté de quatre années lors de leur titularisation. Il lui demande s'il n'envisage pas d'accorder aux assistantes sociales, non pas une telle bonification, dont le calcul semble arbitraire, mais la validation des années de services qu'elles ont accomplies avant le rattachement de leurs services au département.

13479. — 13 janvier 1962. — M. Callemmer demande à M. le ministre de la santé publique et de la population dans quelles conditions les sommes versées au titre de l'aide sociale sont récupérables au décès du bénéficiaire, qu'il s'agisse d'aide médicale proprement dite ou de toutes allocations, et notamment, si cette récupération s'étend à des sommes versées au titre de l'aide sociale plus de cinq années avant le décès.

13481. — 13 janvier 1962. — M. Ernest Denis expose à M. le ministre du travail les difficultés matérielles et morales qu'éprouvent les veuves civiles chefs de famille pour assurer la bonne marche de leur foyer et donner aux orphelins le minimum de bien-être que les autres enfants reçoivent lorsque leur famille n'est pas frappée par le malheur. Dans un but de simple humanité et de bon sens, il lui demande s'il envisage de prendre quelques mesures tendant à atténuer leur dénuement, à savoir : a) de leur faire bénéficier lorsqu'elles sont mères d'enfants mineurs, d'une allocation spéciale dite « allocation orphelins » ; 2° que le bénéfice de la sécurité sociale leur soit acquis ainsi qu'aux orphelins pendant un laps de temps après le décès du père ; c) qu'au moins les 2/3 de la pension de sécurité sociale acquise par le conjoint disparu soient versés à la veuve ; d) que les versements effectués par le mari soient ajoutés à ceux que la veuve a acquis ou pourra acquérir en ce qui concerne le calcul de la retraite ; e) que soient ramenés à 2,5 annuités les versements nécessaires pour qu'une veuve bénéficie de la retraite sécurité sociale sans âge minimum ; f) qu'il leur soit possible de suivre des cours de formation professionnelle accélérée en vue de permettre leur réadaptation lorsqu'elles doivent exercer une activité pour assurer des ressources à leur famille ; g) que les emplois à temps partiel leur soient accordés en priorité.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 138 [alinéas 4 et 6] du règlement.)

13484. — 13 janvier 1962. — M. Dolez expose à M. le ministre du travail que les caisses de retraites bancaires déduisent du montant de la retraite qu'elles doivent à leurs ayants droit le montant de la pension de vieillesse proportionnelle aux années de services des intéressés, qui leur est versée par la caisse d'assurance vieillesse. En raison de cette réduction chaque majoration de la pension de vieillesse profite, non pas aux titulaires de ladite pension, mais aux caisses de retraites bancaires, dont la part à verser diminue d'une somme égale à la majoration de la pension de vieillesse. Il lui demande, si afin de mettre un terme à cette situation anormale, il ne serait pas possible d'inviter les caisses de retraites bancaires à modifier le décompte des retraites complémentaires, lors de chaque modification de la pension de vieillesse, par augmentation des salaires versés à leur personnel en activité.

13487. — 13 janvier 1962. — M. Le Douarec rappelant à M. le ministre des travaux publics et des transports les conditions matérielles et morales exceptionnellement difficiles dans lesquelles sont contraints de vivre les gardiens de phare, lui demande s'il envisage l'installation, aux frais de l'Etat, dans chaque phare isolé en mer, d'un appareil de télévision, le crédit total nécessaire par cet équipement n'étant d'ailleurs pas très élevé.

13489. — 13 janvier 1962. — M. Ernest Denis expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que différentes sources d'informations ont laissé prévoir que les titulaires d'un permis de conduire datant de plusieurs années seraient appelés à se soumettre à un nouvel examen. Il lui demande de lui préciser : a) si tous les titulaires d'un permis de conduire datant de plusieurs années devront passer ce nouvel examen quelle que soit leur profession ; b) si ce nouvel examen sera entièrement gratuit pour les titulaires d'un permis de conduire ; c) si le titulaire d'un permis de conduire aura la possibilité, pour l'examen pratique, d'utiliser son véhicule ; d) quels sont les critères retenus pour déterminer les catégories de conducteurs appelés à se soumettre à un nouvel examen.

13490. — 13 janvier 1962. — M. Vollquin attire l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports, sur le fait que les voies de communications de nombreux départements de régions bien déterminées, ont souffert et souffriront peut-être encore des méfaits du froid (neige, verglas, etc.) et que ses administrations de tutelle sont appelées à prélever sur les crédits normaux de fonctionnement et d'entretien, les sommes correspondant à des dépenses imprévues, pour les travaux réalisés. Il lui demande s'il compte attribuer à ces départements des crédits supplémentaires correspondant au montant de ces sommes non prévues au budget, ce qui sauvegarderait ainsi les attributions du fonds d'investissement routier.

12560. — 9 novembre 1961. — M. Pascal Arrighi expose à M. le ministre de la construction le cas d'un retraité de l'administration des eaux et forêts d'Algérie qui s'est retiré dans le département de la Corse, dont la retraite et les prestations familiales sont payées sur le budget de l'Algérie et qui est affilié à la caisse de sécurité sociale en Algérie. Il lui demande si l'intéressé a droit à une allocation logement et, dans l'affirmative, dans quelles conditions.

13046. — 7 décembre 1961. — **M. Vaschetti** expose à **M. le ministre des anciens combattants** que, du décret n° 61-791 pris pour l'application de l'accord conclu le 15 juillet 1960 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne au sujet de l'indemnisation des ressortissants français ayant été l'objet de mesures de persécutions national-socialistes, ainsi que des formulaires remis aux titulaires, il ressort que le conjoint survivant qui se serait remarié par la suite serait écarté du bénéfice de l'accord franco-allemand d'indemnisation. Il appelle son attention sur l'anomalie qui prive un certain nombre d'ayants cause d'une réparation à laquelle ils ont pourtant droit. Il lui demande s'il n'envisage pas de supprimer purement et simplement cette restriction anormale ou tout au moins de permettre aux ayants cause de présenter leur demande, quitte à ce que chaque cas d'aspect différent, et notamment le cas visé par l'interdiction actuelle, fasse l'objet d'un examen particulier.

13048. — 7 décembre 1961. — **M. Regaudie** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le décret n° 60-441 du 9 mai 1960, pris pour l'application de l'article 37 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 constitue un système d'amortissement dégressif pour les machines de bureau et prévoit expressément que les machines à écrire sont exclues de ce système d'amortissement dégressif; que cette discrimination n'a pas de fondement économique, car l'usure des machines à écrire et à calculer, par exemple, est comparable. Il lui demande la raison de cette discrimination, qui est préjudiciable à certaines industries nationales, et s'il n'envisage pas de corriger les dispositions incriminées du décret susvisé.

13049. — 7 décembre 1961. — **M. Lacombe** expose à **M. le ministre de la construction** qu'en application du décret n° 61-687 du 30 juin 1961 pris pour l'application du chapitre V du titre III du livre V et de l'article L. 554 du code de la sécurité sociale, les ressources prises en considération pour le calcul de l'allocation logement s'entendent « des revenus globaux à raison desquels les attributaires sont passibles de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, abstraction faite des déductions opérées en vertu de l'article 156-I du code général des impôts au titre des reports des déficits constatés au cours d'une année antérieure à celle qui est prise en considération » (art. 1^{er} du décret, alinéa 2); qu'en vertu de l'article 4 du même décret, la demande d'allocation logement doit être assortie d'une déclaration indiquant le total des « ressources perçues » au cours de l'année précédente par toutes les personnes ayant vécu plus de six mois au foyer (art. 1^{er} du décret, 1^{er} alinéa); que, se fondant sur la combinaison de ces deux textes, des services payeurs de l'allocation logement réintègrent systématiquement dans le total des ressources d'une allocataire le montant de l'évaluation forfaitaire des avances en nature dont bénéficie un ascendant sans ressources et vivant sous son toit (art. 205 à 211 du code civil). Il lui demande de lui préciser: 1° si telle est bien l'interprétation de son département; 2° dans l'affirmative, s'il n'envisage pas de modifier cette manière de voir qui paraît contraire à l'équité et à la politique de logement suivie par le Gouvernement puisqu'elle aboutit à pénaliser un descendant qui soigne et héberge son auteur sous son toit, situation qui permet, dans la plupart des cas, la location à d'autres personnes (jeunes ménages notamment) des locaux jadis occupés par ces personnes âgées.

13054. — 7 décembre 1961. — **M. Deremy** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux finances** que les débitants de tabacs attendent avec une légitime impatience la publication de leur statut actuellement en préparation et lui demande s'il peut lui donner l'assurance que ce statut sera publié dans un proche avenir. Il lui demande également s'il n'envisage pas de relever le taux de la remise accordée aux débitants de tabacs sur le prix de vente des cigarettes et des scaterlatis, afin de porter ce taux au moins à 7,5 p. 100, chiffre qui avait été fixé en janvier 1947 — et ceci afin d'accorder aux intéressés une juste rémunération de leurs services et en vue d'éviter la fermeture des débits de tabacs qui risque de se produire, notamment dans les agglomérations rurales, où de nombreux débitants sont amenés à abandonner une profession qui ne leur permet pas de vivre.

13056. — 7 décembre 1961. — **M. Henri Fabre** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** qu'aux termes de l'article 23 du décret du 14 novembre 1949, tel qu'il a été modifié par l'article 1^{er} du décret du 5 novembre 1952, les transports privés de marchandises non soumis à la réglementation de coordination applicable aux transports publics, sont ainsi définis: « ... les transports effectués pour ses propres besoins par une personne physique ou morale, avec des véhicules lui appartenant, ou mis à sa disposition exclusive par location... pour déplacer en gardant la maîtrise du transport, des marchandises lui appartenant, ou faisant l'objet de son commerce, de son industrie, ou de son exploitation, à la condition que le transport ne constitue qu'une activité accessoire par rapport à l'activité professionnelle de la personne physique ou morale susvisée. » D'après ce texte, et entre autres conditions, il faut donc pour qu'une personne puisse bénéficier du régime des transports privés, qu'elle transporte des marchandises « lui appartenant » ou « faisant l'objet de son commerce ». Il lui demande: 1° si les grossistes en vins et liqueurs qui, en plus de leur négoce

personnel, sont agents dépositaires de certaines grandes marques et qui, à ce titre, vendent, entreposent dans leurs propres chais, puis livrent ensuite à leurs propres acheteurs, avec leurs propres camions, les marchandises qu'ils ont en dépôt, doivent être considérés comme des transporteurs publics au regard des transports de livraison (ou d'approvisionnement) qu'ils effectuent à titre de dépositaires, étant observé qu'ils ne sont pas propriétaires des marchandises ainsi livrées, mais que ces dernières font incontestablement l'objet de leur commerce; 2° si la réponse est identique selon que le dépositaire reçoit lesdits produits, sous des acquits à caution établis à son nom, et par conséquent, intégrés et suivis dans ses propres stocks d'alcools ou de vins, ou, au contraire, qu'il les reçoit sous des acquits établis au nom des maisons commettantes, les produits en cause étant alors suivis dans des comptes de régie distincts de celui du négociant, et ouverts au nom desdites maisons; 3° si la réponse pourrait être différente si le grossiste était seulement dépositaire des produits ainsi livrés au lieu d'en être l'agent dépositaire, cette distinction pouvant avoir une influence sur l'appréciation du caractère accessoire du transport, car il est évident que ce sont la vente et la prospection (rôle de l'agent), et non pas l'entreposage et la livraison (rôle du dépositaire) qui constituent en l'espèce l'activité principale.

13061. — 7 décembre 1961. — **M. Frédéric Dupont** signale à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, lorsqu'une jeune fille qui poursuit ses études, âgée de plus de vingt-cinq ans, a le même domicile que ses parents, elle ne peut bénéficier de la caisse d'allocations familiales que d'une bourse réduite aux trois quarts. Par contre, le chef de famille, lors de l'établissement de sa déclaration d'impôts sur le revenu, ne peut porter à sa charge cette jeune fille, et ce, du fait qu'elle est âgée de plus de vingt-cinq ans. Il s'ensuit que cette étudiante est pénalisée d'un quart de bourse parce qu'elle demeure chez ses parents et que ces derniers subissent une partie des frais personnels, de scolarité et de cotisations d'assurance volontaire sans pouvoir en déduire une partie sur le revenu imposable. Il lui demande s'il estime cette réglementation équitable et s'il compte y remédier.

13070. — 7 décembre 1961. — **M. Waldeck Rochet** appelle une fois de plus l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur l'injustice résultant de l'imposition à l'impôt sur le revenu des personnes physiques de jeunes gens accomplissant ou ayant accompli leur service militaire, pour les salaires gagnés par eux avant leur incorporation, et non compris dans la déclaration globale du chef de famille. Il lui signale que l'un d'entre eux, domicilié dans le département d'Ille-et-Vilaine, vient de recevoir un avertissement l'invitant à acquitter au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques la somme de 321,50 nouveaux francs, alors qu'il vient d'effectuer vingt-huit mois de service à la base de Mers-el-Kébir. Il lui demande s'il a l'intention de déposer un projet de loi tendant à modifier la législation fiscale applicable en la matière et, notamment, à exonérer de l'impôt sur le revenu des personnes physiques les salaires, distincts de ceux du chef de famille, acquis avant leur incorporation par les jeunes gens accomplissant ou ayant accompli leur service militaire légal.

13074. — 7 décembre 1961. — **M. Cerneau** rappelle à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre** que la loi de programme n° 60-776 du 30 juillet 1960 pour les départements d'outre-mer dispose, en son article 10, que chaque année les places offertes dans les grands corps techniques de l'Etat pourront comprendre un contingent pour les candidats s'engageant à servir dans les départements d'outre-mer pendant au moins dix ans. Il lui demande si ces dispositions sont entrées en application.

13078. — 7 décembre 1961. — **M. Gauthier**, se référant à l'article 31 (§ 5) du décret du 12 janvier 1939, en ce qui concerne le transport de voyageurs, appelle l'attention de **M. le ministre des travaux publics et des transports** sur l'obligation de délivrer, pour les services occasionnels, un billet collectif comportant le prix et les indications permettant de contrôler la validité de ce billet. Il lui précise que pour la plus grande partie des transports de groupes et de sociétés, la perception du coût de ces derniers ne s'effectue qu'après exécution. Ces transports ne devraient donc pas donner lieu à la délivrance de billets collectifs. Par contre, dans la location de car où le voyageur acquitte son prix de place avant sa prise en charge, la délivrance dudit billet doit exister. Il demande en conséquence: 1° quelles sont les modalités d'établissement et de délivrance du billet collectif, et si le chef de groupe a qui est remis ce billet peut, en cours de route, apporter des modifications à l'itinéraire qui y est inscrit; 2° si le prix kilométrique peut être valablement inscrit sur le billet dans le cas d'une excursion dont l'itinéraire n'a pas été fixé à l'avance et, de ce fait, n'a pu être inscrit sur le billet, de même que son prix (ce dernier étant la résultante d'un prix kilométrique pour la distance parcourue).

13079. — 7 décembre 1961. — **M. Rossi** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la pénible situation dans laquelle se trouvent un grand nombre de personnes âgées, notamment celles qui, n'ayant jamais été assujetties à la sécurité sociale, ne

peuvent bénéficier ni des pensions que celle-ci alloue, ni des prestations maladie. Or, c'est dans la vieillesse que les soins médicaux sont le plus nécessaires et les intéressés ne peuvent y recourir lorsque ces soins sont trop onéreux. Il lui demande si, dans les limites d'un plafond de revenus soumis à l'impôt, il ne pourrait être envisagé d'autoriser les personnes ayant dépassé soixante-cinq ans à déduire de leurs modestes revenus imposables les frais médicaux et surtout chirurgicaux dûment justifiés. Une telle disposition pourrait, dans une certaine mesure, faciliter le traitement de ces malades et ne diminuerait que d'une façon infime les ressources de l'Etat qui se doit d'améliorer par tous les moyens le sort des personnes âgées.

13082. — 8 décembre 1961. — **M. Raymond Boisdé** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'un receveur-percepteur chargé du recouvrement d'une créance départementale (aide médicale) a été conduit à exercer des poursuites, avec frais, pour tenter ce recouvrement, les titres ayant été préalablement rendus exécutoires par le préfet du département. A la suite de quoi le receveur-percepteur a été avisé par les services préfectoraux que l'intéressé était autorisé à se libérer en six mensualités. Le receveur conteste aux services préfectoraux le droit d'accorder des délais après l'émission des titres de recette et fait remarquer qu'il est anormal que ces services s'immiscent dans des affaires qui lui sont propres, ce procédé étant au moins contraire aux dispositions réglementaires. Il lui demande si cet agent du Trésor est en droit de ne pas tenir compte de ces délais et, dans l'affirmative, sur quels textes il peut fonder sa position et si les services préfectoraux doivent retirer ce titre.

13086. — 8 décembre 1961. — **M. Davoust** expose à **M. le ministre des anciens combattants** que les militaires des forces armées françaises (terre, marine, air) d'active, de réserve ou du contingent, ayant stationné en Afrique du Nord peuvent, dans le cadre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, déposer des dossiers de pensions, avec les avantages accessoires y rattachés, pour blessures reçues, accidents survenus, maladies contractées ou aggravées par le fait ou à l'occasion des services effectués en Algérie, postérieurement au 30 octobre 1954. Il demande : 1° le nombre des dossiers que chaque espèce enregistrés depuis le 1^{er} novembre 1954 ; 2° le nombre d'affaires en instance devant les tribunaux de pension ; 3° le nombre des dossiers soldés ou clos.

13088. — 8 décembre 1961. — **M. Thomazo** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le décret du 22 juin 1946 devait permettre de réparer les lésions qu'avaient pu subir dans leur carrière certains percepteurs et chefs de service du Trésor et notamment ceux issus du cadre des anciens sous-chefs de service. Les intéressés se plaignent du fait que l'administration refuserait de leur accorder les avantages prescrits par le décret précité nonobstant la reconnaissance par le Conseil d'Etat, dans son arrêt du 12 novembre 1955, des lésions subies par eux avant et après leur nomination dans le cadre A du Trésor. Lesdits intéressés font observer que le décret de 1946 aurait été par contre appliqué à toutes les autres catégories du même cadre, sans examen de leur situation administrative, y compris les « exceptionnels », « administratifs » et « emplois réservés » primitivement exclus du bénéfice du décret. Il lui demande : 1° si cette situation est exacte ; 2° dans l'affirmative, quelles sont les mesures qu'il compte prendre afin d'assurer la réparation des préjudices de carrière subis par les anciens sous-chefs de service.

13093. — 8 décembre 1961. — **M. Chauvet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, parmi les prestations incombant au bailleur, la convention ou l'usage prévoit en particulier l'obligation d'entretenir un chauffage central et celle d'entretenir un ascenseur. S'appuyant sur la jurisprudence (cours de Paris, 7 juin 1926, D. P. 1926-2 132) l'administration avait admis qu'il convient de considérer comme une grosse réparation tout travail entrepris en vue du rétablissement ou de la reconstruction d'un élément essentiel d'un immeuble lorsque ce travail a pour unique objet de conserver l'immeuble, sans en modifier la consistance initiale (B. O. C. D. 1935, n° 3, p. 101). Elle avait alors conclu qu'il convenait d'admettre la déduction de dépenses telles que celles occasionnées par la substitution à un système désuet d'ascenseur ou de chauffage central, d'une installation complète plus moderne. Or, aux termes d'une réponse, faite le 6 septembre 1961, à la question n° 10728, il est indiqué que les dépenses occasionnées par le remplacement d'une chaudière de chauffage central ne peuvent être considérées comme des dépenses de réparation ou d'entretien au sens de l'article 31 du code général des impôts, c'est-à-dire comme des dépenses nécessitées par la conservation ou l'entretien de l'immeuble. Cessant d'être déductibles, elles constituent un investissement en capital qui ne peut donner lieu en toute hypothèse qu'à un amortissement échelonné sur une période de longue durée et qui est réputé couvert par la déduction forfaitaire de 30 ou 35 p. 100 visée à l'article 31 précité. En présence du revirement ainsi constaté, il lui demande d'indiquer la jurisprudence nouvelle des tribunaux civils, modifiant la portée de l'arrêt de la cour de Paris du 7 juin 1926.

13107. — 8 décembre 1961. — **M. Rieunaud** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** de lui faire connaître, d'après les prévisions budgétaires 1962, par département ministériel ou globalement : 1° le montant des traitements ou soldes soumis à retenue de 6 p. 100 pour constitution de droits à pension ; 2° le montant des pensions de retraite (y compris les pensions de réversion) dont le paiement est prévu pour la même période.

13110. — 8 décembre 1961. — **M. Fréville** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les pensions d'invalidité de la sécurité sociale ne figurent pas parmi les différentes catégories de revenus énumérés à l'article 81 du code général des impôts qui n'entrent pas en compte pour le calcul de l'impôt unique sur le revenu des personnes physiques ; que ces pensions sont assimilées par l'administration à des pensions de retraite et que, par conséquent, il est admis que la pension d'invalidité n'est pas soumise à l'impôt lorsque son montant ne dépasse pas le taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et lorsque les ressources des bénéficiaires n'excèdent pas les maxima prévus pour l'attribution de cette allocation ; que, cependant, en vertu de l'article 81 (4° et 8°) du code général des impôts, sont affranchies de l'impôt, d'une part, les rentes viagères servies aux victimes d'accident du travail et, d'autre part, les pensions militaires d'invalidité servies en vertu de la loi du 31 mars 1919 ; qu'il semblerait normal et équitable d'accorder la même exemption aux titulaires de pensions d'invalidité de la sécurité sociale, la nature de ces dernières pensions les rapprochant plus, semble-t-il, d'une rente d'accident du travail que d'une pension de retraite. Il lui demande s'il n'envisage pas d'étendre aux pensions d'invalidité de la sécurité sociale les dispositions relatives à l'exonération d'impôt prévues à l'article 81 du code général des impôts.

13117. — 11 décembre 1961. — **M. Noël Barrot** demande à **M. le ministre de l'agriculture** : 1° quelles ont été les productions de viande nettes en France, pendant les dix dernières années, respectivement pour : le bœuf, le veau, le porc, le mouton, le cheval ; 2° quels sont les objectifs prévus dans le prochain plan de modernisation ; 3° quels ont été les prix de vente moyens pratiqués sur ces denrées au cours des mêmes années ; 4° quelle est l'évolution du chiffre d'affaires global de la boucherie au cours des mêmes années, quels sont les écarts moyens extrêmes entre les prix de vente au kilogramme des bêtes vendues sur pied et les prix pratiqués au détail, quelles ont été les taxes perçues au niveau du commerce de détail sur les ventes question.

13127. — 11 décembre 1961. — **M. Pierre Ferri** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur le fait que les propriétaires d'immeubles ne peuvent déduire, dans leurs déclarations de revenus des personnes physiques, les dépenses de remplacement d'un ascenseur ancien par un ascenseur moderne, cette dépense étant amputée comme couverte par la déduction forfaitaire de 30 ou 35 p. 100 sur le revenu des immeubles. Il en résulte que de nombreux propriétaires hésitent à remplacer leur ascenseur ancien et que des accidents sont constamment signalés, dont certains ont des conséquences graves. Il lui demande si un assouplissement de la réglementation actuelle ne pourrait pas être envisagée, permettant de considérer, au moins une partie de la dépense de rénovation d'un ascenseur, comme dépense d'entretien.

13129. — 11 décembre 1961. — **M. Pierre Ferri** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** quels motifs peuvent être invoqués par le Gouvernement de la République de Costa-Rica pour retarder l'échange des anciennes obligations de 500 francs or, contre de nouvelles obligations de 100 dollars, en vertu de l'accord intervenu en 1955, approuvé le 20 janvier 1959, par l'Assemblée législative de la République de Costa-Rica. Il rappelle que les accords concernant les porteurs des U. S. A. et du Royaume-Uni sont entrés en application et que lesdits emprunts cotent sur leurs places d'origine près du pair. Il souligne l'injustice ressentie vivement par les porteurs français de la discrimination qui les atteint une fois encore dans un règlement de créance identique à celle des porteurs étrangers.

13130. — 11 décembre 1961. — **M. Jean Le Duc** demande à **M. le ministre des anciens combattants** s'il est possible d'assimiler les veuves de guerre remariées après la mise en vigueur de la loi du 9 septembre 1941 aux veuves de guerre dont le remariage est antérieur à cette date et aux veuves de militaires de carrière, de façon à ce que toutes les veuves de guerre bénéficient des mêmes avantages, savoir : maintien de la pension qui leur avait été octroyée à la mort de leur premier mari.

13134. — 11 décembre 1961. — **M. Paimero** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** s'il ne lui paraît pas opportun, en raison des hausses de tous les produits et des services intervenus depuis 1950, de porter de 50 à 150 nouveaux francs le plafond fixé par le décret n° 50-139 du 19 janvier 1950 pour la production de mémoires arrêtés et signés par le créancier en vue du paiement des dépenses de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics.

13136. — 11 décembre 1961. — **M. Aiduy** appelle l'attention de **M. le ministre des anciens combattants** sur le pécule auquel peuvent prétendre les anciens prisonniers de guerre 1914-1918 ainsi que leurs ayants cause. La loi du 31 décembre 1953 a assimilé pour le droit à pécule les déportés internés de la guerre de 1914-1918 à ceux de la guerre 1939-1945. La même assimilation devrait jouer en faveur des prisonniers de guerre 1914-1918. Il lui demande quelles mesures sont envisagées pour rétablir la parité entre les anciens combattants des deux guerres.

13137. — 11 décembre 1961. — **M. Paul Aiduy** demande à **M. le ministre des travaux publics et des transports** les raisons pour lesquelles les agents de la S. N. C. F. anciens combattants sont les seuls parmi le personnel de l'Etat et des entreprises nationalisées à être exclus du bénéfice de la double campagne prévu par les lois des 14 avril 1924 et 20 septembre 1948. En raison de la part active prise par les cheminots de tous grades dans la résistance pour le maintien de l'honneur de la patrie, ce qui a valu à ce corps d'élite l'attribution de la Légion d'honneur, attribution dont ne peut s'enorgueillir aucune autre corporation, il serait souhaitable, dans un souci d'équité, d'étendre aux cheminots anciens combattants ce que la loi a accordé aux agents de la fonction publique.

13143. — 11 décembre 1961. — **M. Michel Sy** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux rapatriés** que, lors d'une émission récente à la télévision, un débiteur du crédit hôtelier au titre de l'aide aux rapatriés, a déclaré qu'il était conduit à la faillite en raison même des conditions du prêt qui lui avaient été accordés; que selon les indications données à la tribune de l'Assemblée nationale et du Sénat, par de nombreux parlementaires le système de prêts actuellement en vigueur aboutissait en fait à détériorer la situation de ceux qui en bénéficient; que selon certaines affirmations non contrôlées, mais non démenties, 50 p. 100 des prêts de réinstallation déjà accordés seraient au stade du contentieux ou du précontentieux; que, lors des débats sur le projet de loi concernant l'aide aux rapatriés, il a déclaré au Sénat qu'un moratoire ne s'imposait nullement, les rapatriés débiteurs de bonne foi pouvant toujours obtenir des délais en vertu de l'article 1244 du code civil; que, par ailleurs, il a également déclaré que les dispositions de la loi en discussion étant partiellement rétroactives, les prêts en vigueur pourraient bénéficier des mesures nouvelles. Il lui demande: 1° de lui indiquer, à ce jour, le nombre de demandes de prêts de réinstallation reçues par le crédit hôtelier, en distinguant année par année, le nombre de dossiers non suivis d'effet; le nombre de demandes refusées en accompagnant le chiffre de quelques commentaires tendant à éclairer sur les principales raisons qui ont motivé les refus; le nombre des prêts qui ont reçu un accord favorable; le nombre des prêts effectivement accordés, leurs montants et tous autres détails permettant de se faire une idée exacte de la question; 2° de lui indiquer quels sont, actuellement: le nombre de prêts pour lesquels aucun retard dans les paiements, n'a été observé; le nombre de prêts pour lesquels des délais ont été accordés par suite de décisions gracieuses; le nombre de dossiers actuellement au contentieux de l'agence judiciaire du Trésor; le nombre des poursuites exercées, des recours intentés et les résultats de ces procédures; 3° de lui confirmer que les mesures nouvelles concernant les prêts de réinstallation seront automatiquement applicables aux prêts antérieurement accordés, notamment en ce qui concerne les délais de remboursement et le taux des intérêts.

13146. — 12 décembre 1961. — **M. Vendroux** expose à **M. le ministre du travail** qu'un manoeuvre ayant été mutilé de la main droite en 1940 s'est vu allouer une rente au taux de 55 p. 100 pour un montant annuel de 6.370 francs; cette rente fut revalorisée par la suite. A l'échéance, le 1^{er} décembre courant, ce pensionné se trouve placé par la caisse des dépôts et consignations devant un fait accompli: cette rente, sans préavis ni avertissement, lui est rachetée et le capital offert ne la compense pas. Il lui demande: 1° par quel texte précis la caisse est autorisée à procéder à des rachats sans le consentement des intéressés; 2° quelles mesures il compte prendre pour rendre à ces opérations arbitraires le caractère d'actes librement consentis.

13148. — 12 décembre 1961. — **M. Mariotte** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** ses réponses des 22 avril et 3 octobre 1961 aux questions écrites n° 8808 et 10385 relatives à la taxation des indemnités de dommages de guerre et demande les explications complémentaires suivantes: 1° d'après la réponse à la question n° 10385, le droit à indemnité doit être rattaché à l'exercice d'attribution de l'indemnité. Or, il semblerait plus logique d'envisager l'exercice ou le remplacement à eu lieu, puisque le droit à indemnité naît du fait du remplacement et que l'entreprise est en mesure de chiffrer, à cette date, le montant à recevoir prescrit par la loi; au surplus, ce n'est pas pour rien que celle-ci fixe pour l'impôt le taux en vigueur à cette époque; 2° quoi qu'il en soit, aucune difficulté ne semble susceptible de se produire si l'exercice d'attribution est en même temps l'exercice de paiement. Il semble bien clair qu'en ce cas la créance

forme un élément du bénéfice soumis à taxation et que le calcul de l'impôt ne saurait se faire sans tenir compte de cet élément et de sa taxation à taux réduit, car, s'il en était autrement, l'option prévue par la loi en faveur du contribuable ne pourrait être exercée. Il est demandé si ce point de vue est exact, sinon pour quels motifs; 3° si l'exercice d'attribution ne correspond pas à l'exercice du paiement, il est demandé d'exposer, avec exemples à l'appui, de quelle façon le décompte de l'impôt doit être établi quand interviennent des exercices déficitaires et que le taux de l'impôt a changé dans l'intervalle, étant précisé que le contribuable n'ayant pas fait état d'une créance dépendant d'un autre exercice est en droit de rectifier son erreur (Conseil d'Etat, 22 février 1961, req. 45132).

13150. — 12 décembre 1961. — **M. Mariotte** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, d'après la note administrative du 28 juin 1961 (B. O. C. D. n° 1590), les revenus de valeurs mobilières françaises font l'objet d'une retenue à la source présentant le caractère d'une perception définitive lorsque le bénéficiaire n'a aucune résidence habituelle en France. Il est demandé si cette solution est applicable au cas d'administrateurs de sociétés anonymes, n'ayant en France ni domicile ni résidence, pour leurs rétributions soumises à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières,

13151. — 12 décembre 1961. — **M. Mariotte** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, par note du 14 novembre 1961, la direction de la comptabilité publique a donné des instructions pour régulariser les acomptes d'impôt sur les sociétés à l'égard des contribuables ayant pratiqué une provision pour hausse des prix. Or, cette régularisation est prévue à l'occasion de l'acompte de novembre 1961, alors que la plupart des sociétés intéressées auront eu connaissance trop tardivement de la note administrative pour avoir pu faire le nécessaire lors de la liquidation de cet acompte. Il est demandé s'il sera possible à ces sociétés de régulariser, à l'occasion de l'acompte de février 1962, étant observé qu'il ne semble pas y avoir de doute pour l'imputation de l'excédent constaté, mais il n'en est pas de même pour la régularisation sur un acompte concernant l'exercice 1962 d'acomptes concernant l'exercice 1961. Il semble impossible de refuser pour février 1962 un avantage accordé en décembre à de gros contribuables mieux informés et retardant leur paiement jusqu'au dernier jour non pénalisable.

13155. — 12 décembre 1961. — **M. Godefroy** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'une circulaire du 7 novembre 1961 (*Journal officiel* du 21 novembre 1961) émanant de son ministère a prescrit, sur l'étiquetage de la margarine, l'inscription de la mention « diacétyl ». Il lui demande: 1° comment cette circulaire se concilie avec les dispositions de la loi de juillet 1935, supprimée en 1940 et rétablie sur un texte du 30 septembre 1953, supprimant l'introduction d'arômes dans la margarine et, en particulier, du diacétyl; 2° si, à son sens, l'application pure et simple de la loi précitée ne contribuerait pas largement à l'amélioration de la situation du marché des produits laitiers et à l'instauration d'un équilibre rationnel beurre-margarine.

13158. — 12 décembre 1961. — **M. Muller** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'article 154 du code général des impôts résultant de la loi du 13 mai 1948, article 4, et du décret du 9 décembre 1948, article 9, admet que le salaire du conjoint est déductible dans la limite de 150.000 anciens francs par an, à la condition que ce salaire ait donné lieu au versement des cotisations prévues pour la sécurité sociale, les allocations familiales et autres prélèvements sociaux en vigueur. Il lui demande: 1° compte tenu de l'évolution économique depuis 1948, s'il n'envisage pas de proposer une modification du texte en adaptant le chiffre aux circonstances actuelles; 2° s'il n'estime pas équitable de tenir compte du fait qu'un contrôle fiscal qu'entraîne l'application rétroactive de l'article 154 pour la durée on prescrit a pour conséquence d'ajouter aux charges sociales acquittées par le contribuable et qui sont irrécupérables de nouvelles charges fiscales normalement exclusives des premières et s'il n'y a pas lieu, en conséquence, de considérer cette situation avec bienveillance, eu égard notamment à la bonne foi du contribuable, et s'il n'y a pas lieu d'exiger, dans ce cas, l'application de l'article 154 pour l'avenir seulement, compte tenu du fait notamment qu'il est démontré que l'administration avait pleine et entière connaissance de la situation; 3° si, dans le même ordre d'idées, il n'y a pas lieu de tenir compte du fait que la bonne foi des contribuables est particulièrement établie par le fait que la relation de salariat est très nettement antérieure au mariage, alors même qu'il s'agirait d'un régime de communauté.

13139. — 12 décembre 1961. — **M. Charles Privat** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que certains propriétaires oléiculteurs de la région provençale, dont les terres ont dû être replantées en jeunes oliviers à la suite des gelées de 1956 se trouvent dans une situation nettement défavorisée au point de vue fiscal. En effet, il résulte des dispositions en vigueur que les oliviers nouvellement plantés sont classés, par les services du cadastre, comme les oliviers de même qualité, en plein rapport, et

il n'est pas établi de classifications distinctes pour les propriétés affectées à des cultures ne donnant de revenu qu'un certain nombre d'années après la plantation et qui se trouvent, au moment de la constatation, dans la période d'improductivité. Cependant, les oliviers éprouvés par les gelées de février 1956, dont les arbres ont été recépés, peuvent bénéficier du dégrèvement de la contribution foncière, sur la demande du propriétaire, alors que le bénéfice d'une mesure analogue est refusé aux propriétaires dont les arbres ont été renouvelés. Il lui demande s'il ne serait pas possible de reconsidérer l'interprétation de l'article 1421 du code général des impôts dans un sens libéral et, d'une façon plus générale, d'envisager l'adoption d'une mesure qui pourrait mettre fin à cette situation particulièrement anormale.

13173. — 12 décembre 1961. — M. Pasquini demande à M. le ministre d'Etat chargé du Sahara, des départements d'outre-mer et des territoires d'outre-mer si le congé spécial de cinq ans, accordé aux administrateurs et magistrats de la France d'outre-mer en application du décret n° 59-1379 du 8 décembre 1959, ne pourrait être accordé, à titre exceptionnel, aux anciens administrateurs de la France d'outre-mer dégagés des cadres en application des dispositions de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, reclassés à une situation très inférieure à celle qu'ils avaient au moment de leur dégagement, dans d'autres cadres de l'administration d'outre-mer et toujours en service outre-mer.

13176. — 12 décembre 1961. — M. Vaschetti expose à M. le ministre des armées que depuis plusieurs semaines la presse a fait connaître au public l'existence d'une organisation clandestine du contingent. Il lui demande où en est l'enquête qu'il n'a certainement pas manqué de faire diligenter par les services de sécurité militaire sur cette organisation clandestine qui, ne serait-ce que par les moyens matériels dont elle semble disposer, ne doit pas être très difficile à découvrir.

13179. — 13 décembre 1961. — M. Noël Barrot expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'ayant souscrit, en 1943, un livret de domaine-retraite en vue d'acquérir, au bout de vingt ans, une petite propriété rurale, un ménage de fonctionnaires a été amené, bien avant l'expiration de ce délai, à procéder à cette acquisition, pour la raison suivante : alors qu'en 1947 le mari arrivait au terme d'une affectation temporaire à l'étranger, le deuxième des quatre enfants que comptait alors la famille y est tombé gravement malade et a dû, après le retour en France, faire un long séjour à la campagne. Depuis cette époque, la famille, qui habite la région parisienne, est revenue régulièrement, chaque été, dans le hameau d'Auvergne où se trouve cette résidence secondaire, pour y consolider, conformément aux conseils des médecins, le rétablissement de l'ancien malade, âgé aujourd'hui de vingt ans. D'autre part, l'intention de prévoir une installation de retraite en ce lieu se trouve confirmée par l'acquisition faite à l'avance, en 1957, par le chef de famille, d'une concession à perpétuité dans le cimetière communal pour y fonder sa future sépulture et celle des siens ; il est toutefois précisé que, par suite des dévaluations successives du franc, le capital domaine-retraite sera vraisemblablement insuffisant, à l'échéance, pour financer les installations intérieures de la propriété consécutives à la prochaine adduction de l'eau dans le village. Il est demandé si, dans ce cas, la disposition d'une résidence secondaire par un contribuable ne doit pas être considérée comme imposée par des intérêts matériels, moraux et familiaux, pour l'application de l'article 11 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959.

13182. — 13 décembre 1961. — M. Mahias expose à M. le ministre de l'agriculture que l'application des dispositions de l'article 13 du décret n° 50-444 du 20 avril 1950 entraîne, dans certains cas particuliers, des pénalités extrêmement rigoureuses pour les employeurs qui n'ont pas effectué le versement des cotisations dans les délais fixés ; c'est ainsi qu'un exploitant agricole, qui pour le deuxième trimestre de 1960 a versé ses cotisations le 5 août 1960, se voit réclamer le paiement des prestations d'assurance maladie et maternité versées à trois de ses salariés, pour lesquels l'ouverture du risque se situait pendant la période de référence, soit une somme atteignant environ 800 NF en sus des cotisations et des majorations de retard. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il existe une certaine disproportion entre l'importance du retard dont l'intéressé s'est rendu coupable et le montant des pénalités qui lui sont infligées et si, conformément aux vœux émis dans certains départements, par les délégués cantonaux de la mutualité sociale agricole, il n'envisage pas une atténuation des

pénalités prévues à l'article 13 du décret du 20 avril 1950, en instituant une pénalité unique sur les cotisations versées tardivement et en excluant toutes demandes en remboursement des prestations à l'employeur.

13186. — 13 décembre 1961. — M. Hénault expose à M. le ministre de la construction la situation suivante : un propriétaire possédant avant la guerre deux immeubles situés l'un derrière l'autre, comportant, dans l'un, un magasin et des locaux commerciaux loués à un menuisier ébéniste, dans l'autre un atelier d'ébénisterie également loué au même artisan. Ces immeubles ont été totalement sinistrés par faits de guerre, et le plan de remembrement attribué au propriétaire deux parcelles distinctes d'une superficie de 540 mètres carrés alors que, antérieurement au sinistre, ils occupaient une superficie de 780 mètres carrés en une seule parcelle. Le premier immeuble reconstruit fut achevé au printemps 1950 et le rez-de-chaussée offert au locataire susindiqué. Dans le deuxième immeuble dont la reconstruction ne commença qu'au début de l'année 1951, le propriétaire avait l'intention d'installer un atelier d'ébénisterie afin de le mettre à la disposition de l'artisan, mais ce dernier ayant déclaré que son atelier comportait dix machines, le ministère de la construction refusa l'implantation de celui-ci, s'agissant d'un établissement classé susceptible de causer une gêne au voisinage. Pour l'obtention du permis de construire, les plans furent alors modifiés et l'immeuble uniquement affecté à l'habitation. L'artisan s'appuyant sur l'article 1^{er} de la loi du 2 septembre 1949 intenta une action contre le propriétaire devant le tribunal civil qui, après enquête portant notamment sur l'opposition du ministère de la construction à l'édification de l'atelier d'ébénisterie, débouta le 18 décembre 1955 le demandeur. Ce dernier a fait appel et la Cour, s'appuyant sur les dispositions de l'article 2 de la loi du 2 août 1949, a dit en substance que le propriétaire avait l'obligation impérieuse de livrer des locaux commerciaux à son locataire, et que le locataire pouvait être autorisé à changer la nature de son commerce dans le cas où les servitudes d'urbanisme faisaient obstacle au rétablissement dans l'immeuble reconstruit de l'activité précédemment exercée. La Cour d'appel a ordonné une expertise pour chiffrer le préjudice du locataire. La Cour de cassation, adoptant ce motif, a rejeté le pourvoi du propriétaire. Il lui demande si le ministère de la construction, en refusant au propriétaire l'autorisation d'édifier au centre d'une ville un atelier d'ébénisterie susceptible de créer une gêne de voisinage, ne doit pas garantir et indemniser le propriétaire des condamnations qui pourraient être prononcées contre lui au titre des dommages et intérêts demandés par le locataire.

13188. — 13 décembre 1961. — M. Poudevigne demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques comment se justifie l'instruction de l'administration, en date du 19 juin 1959, établissant une discrimination au détriment des éleveurs de taureaux de Camargue, considérés comme des entrepreneurs de spectacles. Il lui expose que la plupart des bêtes élevées dans les manades sont inaptes aux courses provençales et terminent, en fin de compte, à l'abattoir. Il est donc injuste de pénaliser ces éleveurs, qui sont beaucoup plus animés par l'idéal de respecter une tradition que par la poursuite d'avantages pécuniaires d'ailleurs inexistantes. Il souligne que la disparition progressive des éleveurs de taureaux actuellement constatée aurait des conséquences regrettables pour l'attrait folklorique de la région méridionale.

13189. — 13 décembre 1961. — M. Dellaune expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un particulier est propriétaire d'un bâtiment ne comportant aucun aménagement spécial dans lequel il a créé un certain nombre d'emplacements destinés au garage de véhicules automobiles. Ces emplacements, simplement délimités par des traits peints à même le sol, sont loués, généralement au mois ou à l'année, à diverses personnes, commerçants, employés, médecins, etc., qui y remettent, les uns des véhicules utilitaires, les autres des voitures de tourisme à usage personnel ou professionnel. Le propriétaire du local n'assure pas la garde des véhicules et n'effectue aucune prestation de services. Il lui demande de préciser : 1° la situation du propriétaire au regard de la contribution des patentes tant dans le cas visé que dans l'hypothèse où le local serait pourvu d'un robinet d'eau courante permettant aux locataires de procéder eux-mêmes au lavage de leur véhicule, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur du bâtiment ; 2° la situation des locataires au regard de la contribution mobilière et de la contribution des patentes dans chacun des cas exposés ci-après : a) les emplacements étant numérotés, chaque locataire est tenu d'occuper la place qui lui a été attribuée ; b) les emplacements n'étant pas numérotés, chaque locataire peut occuper indifféremment l'un ou l'autre de ces emplacements.